

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Financement-Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

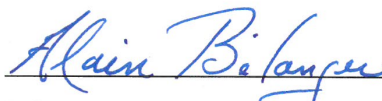
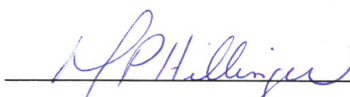
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Financement-Québec reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction de Financement-Québec s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Financement-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.


Président-directeur général
Vice-présidente aux finances

Québec, le 19 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Financement-Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Financement-Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *Guylaine Leclerc, FCPA Auditrice, FCA*
Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 19 juin 2017

ÉTATS FINANCIERS

État des résultats et de l'excédent cumulé
De l'exercice clos le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017		2016
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
Revenu net d'intérêts			
Intérêts sur prêts	395 878	396 068	497 688
Intérêts sur placements	76	348	196
	395 954	396 416	497 884
Intérêts sur emprunts et avances (note 3)	(366 475)	(369 334)	(461 240)
	29 479	27 082	36 644
Frais d'opération et d'administration			
Salaires et avantages sociaux	974	1 001	912
Amortissement des immobilisations corporelles	305	305	216
Autres	68	9	30
Dépenses assumées par le Fonds de financement	(806)	(755)	(503)
	541	560	655
EXCÉDENT ANNUEL LIÉ AUX ACTIVITÉS	28 938	26 522	35 989
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	288 400	288 790	252 801
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	317 338	315 312	288 790

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation
De l'exercice clos le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
GAINS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	269 733	218 924
Gains non réalisés attribuables à l'élément suivant :		
Juste valeur – instruments financiers dérivés	7 303	48 488
Montants reclassés dans l'état des résultats :		
Juste valeur – instruments financiers dérivés	10 646	2 321
GAINS DE RÉÉVALUATION NETS DE L'EXERCICE	17 949	50 809
GAINS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	287 682	269 733

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

Au 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

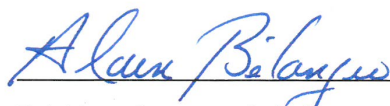
	2017	2016
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	271 831	164
Créances	3 815	3 880
Intérêts courus sur prêts	111 922	136 555
Prêts (note 5)	12 349 856	14 562 717
Instruments financiers dérivés	426 803	533 633
	13 164 227	15 236 949
Passifs		
Charges à payer	731	376
Intérêts courus nets sur emprunts et avances	107 229	134 463
Emprunts et avances (note 6)	12 326 741	14 303 469
Instruments financiers dérivés	128 688	242 579
	12 563 389	14 680 887
Actifs financiers nets	600 838	556 062
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	2 256	2 561
CAPITAL-ACTIONS (NOTE 11)	100	100
EXCÉDENT CUMULÉ	602 994	558 523

L'excédent cumulé est constitué des éléments suivants :

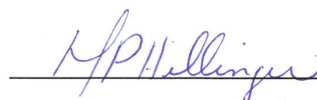
Excédent cumulé lié aux activités	315 312	288 790
Gains de réévaluation cumulés	287 682	269 733
TOTAL	602 994	558 523

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Président-directeur général



Vice-présidente aux finances

État de la variation des actifs financiers nets
De l'exercice clos le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017		2016
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
EXCÉDENT ANNUEL LIÉ AUX ACTIVITÉS	28 938	26 522	35 989
Acquisitions d'immobilisations corporelles	—	—	(335)
Amortissement des immobilisations corporelles	305	305	216
	305	305	(119)
Gains (Pertes) de réévaluation nets de l'exercice	(1 231)	17 949	50 809
AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	28 012	44 776	86 679
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	503 363	556 062	469 383
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	531 375	600 838	556 062

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie
De l'exercice clos le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités de fonctionnement		
Excédent annuel lié aux activités	26 522	35 989
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie :		
Ajustement des prêts au taux effectif	(10 450)	(13 148)
Revenus d'intérêts imputés aux soldes de prêts	(387)	(153)
Ajustement des emprunts et avances au taux effectif	(1 002)	(499)
Reclassement dans l'état des résultats – Juste valeur des instruments financiers dérivés	10 627	2 289
Ajustement de la valeur des contrats à terme	(2)	4
Amortissement des immobilisations corporelles	305	216
	25 613	24 698
Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement (note 12)	(2 181)	2 232
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	23 432	26 930
Activités de placement		
Prêts effectués	(13 129 359)	(17 831 716)
Prêts remboursés	15 353 057	20 036 124
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	2 223 698	2 204 408
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	—	(335)
Activités de financement		
Emprunts et avances à court terme effectués	1 514 219	4 260 839
Emprunts et avances à long terme effectués	1 256 337	—
Remboursements d'emprunts et avances à court terme	(1 611 940)	(4 603 730)
Remboursements d'emprunts et avances à long terme	(3 134 079)	(1 888 101)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 975 463)	(2 230 992)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	271 667	11
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	164	153
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 4)	271 831	164

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FINANCEMENT-QUÉBEC

AU 31 MARS 2017

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Constitution, objet et financement

Financement-Québec (la « Société ») a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (RLRQ, chapitre F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999.

La Société a pour mission de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts ou en émettant des titres de créance en leur nom. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. Elle peut également gérer les risques financiers de ces organismes. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services techniques en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission sur les prêts pour compenser ceux engagés par la Société sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

La Société émet des titres de créance qui sont tous garantis par le gouvernement du Québec.

La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. Principales méthodes comptables

Référentiel comptable

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers.

Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les instruments financiers dérivés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

À la date de la transaction, pour les instruments financiers évalués à la juste valeur, les frais d'émission sont passés en charge, alors que pour les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, ils sont ajoutés à la valeur comptable de ceux-ci.

La Société a classé les instruments financiers dérivés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

La Société a classé le poste trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances, les intérêts courus sur prêts, les prêts, les charges à payer, les intérêts courus nets sur emprunts et avances ainsi que les emprunts et avances dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers et les passifs sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière si, et seulement si, la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Un instrument financier est décomptabilisé lorsque les obligations contractuelles sont éteintes à l'échéance ou que la Société transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés aux instruments financiers dérivés dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'instrument financier est transférée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de manière significative. Ces placements à court terme ont en général une échéance inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition et sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme, et non à des fins de placement.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au montant déboursé au moment de l'émission, ajusté de l'escompte ou de la prime et des frais d'émission et sont évalués au coût après amortissement, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les revenus d'intérêts sur les prêts, lesquels sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Emprunts et avances

Les emprunts et avances du fonds général du fonds consolidé du revenu sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission, incluant l'escompte ou la prime et les frais d'émission. Après leur comptabilisation initiale, les emprunts et avances du fonds général du fonds consolidé du revenu sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur emprunts et avances » à l'état des résultats.

Instruments financiers dérivés

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour réduire les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt. De par ses politiques de gestion de risques, la Société n'entretient aucune visée spéculative.

Les instruments financiers dérivés avec une valeur positive sont inscrits comme un élément d'actif financier et les instruments financiers dérivés avec une valeur négative sont classés à titre de passif.

La variation de la juste valeur de chaque instrument financier dérivé est comptabilisée à l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à leur décomptabilisation. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché aux instruments financiers dérivés est reclassé à l'état des résultats.

3. Intérêts sur emprunts et avances**Sommaire**

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Intérêts sur emprunts et avances	(349 680)	(427 698)
Intérêts sur instruments financiers dérivés inscrits au passif	(71 379)	(109 711)
Montants reclassés de l'état des gains et pertes de réévaluation	—	(4)
	(421 059)	(537 413)
Intérêts sur instruments financiers dérivés inscrits à l'actif	62 352	78 458
Montants reclassés de l'état des gains et pertes de réévaluation	(10 627)	(2 285)
TOTAL	(369 334)	(461 240)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**Sommaire**

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Encaisse	33	164
Billet à escompte⁽¹⁾		
Gouvernement de l'Alberta	93 875	—
Bons du Trésor⁽¹⁾		
Gouvernement du Manitoba	17 626	—
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	39 346	—
Gouvernement de l'Ontario	25 153	—
Gouvernement du Québec	73 899	—
Billet à terme au porteur⁽¹⁾		
Banque Nationale du Canada	21 899	—
TOTAL	271 831	164

(1) Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût, portent intérêt à des taux fixes variant de 0,5 % à 0,6 % et viennent à échéance en avril et en mai 2017.

Le total des équivalents de trésorerie inclut un montant de 249,7 millions de dollars affecté au programme d'obligations vertes du gouvernement du Québec mis en place en 2016-2017.

5. Prêts

Prêts par emprunteur
(en milliers de dollars)

	2017	Taux effectifs (%) ⁽¹⁾	2016
Entités incluses au périmètre comptable du gouvernement :			
Commissions scolaires	2 313 847	1,93 à 9,75	2 887 393
Collèges d'enseignement général et professionnel	657 325	1,88 à 9,59	989 156
Établissements de la santé et des services sociaux	3 172 170	1,84 à 10,17	4 595 281
Université du Québec et ses constituantes	324 021	2,23 à 5,35	441 005
	6 467 363		8 912 835
Entités exclues du périmètre comptable du gouvernement :			
Universités autres que l'Université du Québec et ses constituantes	2 888 087	1,55 à 5,21	2 803 515
Municipalités	823 761	2,77 à 4,12	892 839
Société de transport de Montréal	1 684 522	1,78 à 6,03	1 368 686
Organismes fiduciaires et sans but lucratif	486 123	0,94 à 5,25	584 842
	5 882 493		5 649 882
TOTAL	12 349 856		14 562 717

(1) Les taux effectifs excluent ceux afférents à des prêts à taux variable, totalisant 82,2 millions de dollars (62,8 millions de dollars au 31 mars 2016), portant intérêt aux taux des acceptations bancaires à 1 mois plus une marge variant de 0,05 % à 0,30 %, ou aux taux des acceptations bancaires à 3 mois.

Les remboursements en capital sur les prêts au cours des prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

Échéancier des remboursements de capital
(en milliers de dollars)

2018	3 398 665
2019	2 822 675
2020	1 886 035
2021	502 825
2022	682 247
2023-2027	1 942 144
2028-2032	737 648
2033-2038	410 750
TOTAL	12 382 989

Les prêts qui viendront à échéance durant l'exercice qui se terminera le 31 mars 2018 comprennent des prêts à court terme pour une valeur de 323,3 millions de dollars (401,6 millions de dollars au 31 mars 2017). Pour les prêts à long terme, les échéances et les taux d'intérêt sur les prêts consentis par la Société sont identiques à ceux des emprunts et avances contractés à cette fin, sauf quelque exceptions, compte tenu des conventions d'échange de taux d'intérêt, le cas échéant. Toutefois, compte tenu des disponibilités en capitaux, la Société peut consentir de nouveaux prêts à même les remboursements sur les prêts existants. Ces nouveaux prêts sont réalisés à des taux d'intérêt et à des échéances qui peuvent différer des conditions de l'avance ou de l'emprunt reçu à l'origine.

6. Emprunts et avances**Sommaire**

(en milliers de dollars)

	2017	Taux effectifs (%) ⁽¹⁾	2016
Emprunts sur les marchés	10 111 376	1,41 à 5,62	13 243 158
Avances du fonds général du fonds consolidé du revenu	1 371 105	1,70 à 9,56	136 556
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	802 658	2,77 à 4,12	876 316
Fonds de financement	41 602	6,78 à 9,78	47 439
TOTAL	12 326 741		14 303 469

(1) Taux effectif payé sur les emprunts et les conventions d'échange de taux d'intérêt à long terme. Exclut les emprunts et les conventions d'échange de taux d'intérêt à taux variable, qui portent intérêt aux taux des acceptations bancaires à 3 mois plus une marge variant entre moins 0,43 % et plus 1,23 % (entre moins 0,46 % et plus 1,23 % au 31 mars 2016).

Échéancier des emprunts et avances

(en milliers de dollars)

Échéances	Emprunts sur les marchés	Avances du fonds général	SCHL	Fonds de financement	Total 2017	Total 2016
2017						3 131 195
2018	3 022 662	—	—	228	3 022 890	3 025 257
2019	3 038 960	—	—	—	3 038 960	3 037 334
2020	2 497 176	—	—	—	2 497 176	2 496 127
2021	—	—	120 000	3 555	123 555	152 055
2022	—	498 743	—	—	498 743	—
2023	—	134 598	—	37 819	172 417	179 103
2026	—	—	248 693	—	248 693	271 856
2027	—	737 764	—	—	737 764	—
2031	—	—	433 965	—	433 965	456 842
2035	1 552 578	—	—	—	1 552 578	1 553 700
TOTAL	10 111 376	1 371 105	802 658	41 602	12 326 741	14 303 469

Les emprunts qui viendront à échéance durant l'année financière se terminant le 31 mars 2018 ne comprennent aucun emprunt à court terme (97,6 millions de dollars au 31 mars 2016 portant intérêt à 0,50 %).

Les remboursements en capital à effectuer sur les emprunts et avances au cours des prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

Échéancier des remboursements de capital
(en milliers de dollars)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 et suivants
Emprunts sur les marchés	3 020 000	3 042 000	2 500 000	—	—	1 522 350
Avances du fonds général du fonds consolidé du revenu	31 257	31 257	31 257	31 257	531 257	699 889
SCHL	76 299	79 035	81 870	84 807	55 307	425 340
Fonds de financement	5 851	5 624	5 624	5 624	4 727	14 182
TOTAL	3 133 407	3 157 916	2 618 751	121 688	591 291	2 661 761

7. Établissement de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix auquel celui-ci serait transigé entre des parties agissant selon des conditions normales de concurrence. La Société applique des techniques d'évaluation largement utilisées, reflétant les meilleures pratiques et intégrant des données observées sur les marchés. La méthodologie utilisée par la Société afin d'évaluer la juste valeur de ses instruments financiers consiste en l'actualisation des flux financiers futurs à recevoir, diminués de ceux à payer.

Les conventions d'échange de taux d'intérêt sont négociées dans un marché de gré à gré et aucun prix n'est publié pour ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers est évaluée à l'aide des courbes de taux swaps et CDOR publiées sur des systèmes d'informations financières reconnus et disponibles à tous les intervenants, ainsi que de méthodes d'actualisation financières conformes aux meilleures pratiques. Les contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois sont transigés dans un marché boursier et leur juste valeur est déterminée en fonction de leur prix de règlement quotidien.

À titre indicatif, la juste valeur des instruments financiers de la Société au 31 mars est présentée dans le tableau qui suit :

Juste valeur des instruments financiers
(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts – Total	12 349 856	12 922 273	14 562 717	15 365 915
Emprunts et avances				
Emprunts sur les marchés	10 111 376	10 659 643	13 243 158	13 935 903
Avances du fonds général du fonds consolidé du revenu	1 371 105	1 414 778	136 556	198 067
SCHL	802 658	871 201	876 316	963 061
Fonds de financement	41 602	49 624	47 439	58 090
TOTAL	12 326 741	12 995 246	14 303 469	15 155 121
Instruments financiers dérivés				
Actifs financiers				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	426 803	426 803	533 632	533 632
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois	—	—	1	1
	426 803	426 803	533 633	533 633
Passifs				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	128 688	128 688	242 579	242 579
TOTAL	298 115	298 115	291 054	291 054

Compte tenu de leur nature ou de leur échéance à court terme, la juste valeur des autres instruments financiers correspond essentiellement à la valeur comptable.

8. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction du titre sous-jacent et qui n'exigent pas la détention ou la livraison du titre sous-jacent lui-même. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier), ou une marchandise (métal précieux, denrée, pétrole).

L'encours notionnel d'un instrument financier dérivé représente la valeur du capital théorique, à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs, et ne reflète pas le risque de crédit afférent à cet instrument.

La Société a recours à deux types d'instruments financiers dérivés pour gérer ses risques financiers, soit les conventions d'échange de taux d'intérêt et les contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois.

Conventions d'échange de taux d'intérêt

La Société utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt pour gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt des instruments financiers à long terme. Les conventions d'échange de taux d'intérêt donnent lieu à des règlements périodiques d'intérêts sans échange du montant notionnel de référence sur lequel les paiements sont fondés.

Au 31 mars 2017, l'encours notionnel total des conventions d'échange de taux d'intérêt se chiffre à 8 248 millions de dollars (10 763 millions de dollars au 31 mars 2016).

Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (BAX)

La Société utilise des contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois (BAX) afin de réduire le risque de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement à court terme. Ces positions sont réévaluées et révisées quotidiennement, et font l'objet de compensations financières journalières basées sur les prix de fermeture des contrats. Au 31 mars 2017, la Société a une position acheteur dont l'encours notionnel est de 18 millions de dollars (position vendeur de 28 millions de dollars au 31 mars 2016).

9. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société sont classées selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- a) les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1);
- b) les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix) (niveau 2);
- c) les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3).

Le tableau qui suit présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière et classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment :

Hiérarchisation des évaluations à la juste valeur

Au 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés				
Actifs financiers				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	426 803	—	426 803
Passifs				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	128 688	—	128 688
TOTAL	—	298 115	—	298 115

Hiérarchisation des évaluations à la juste valeur

Au 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés				
Actifs financiers				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	533 632	—	533 632
Contrats à terme sur acceptations bancaires canadiennes de trois mois	1	—	—	1
Passifs				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	—	242 579	—	242 579
TOTAL	1	291 053	—	291 054

10. Risques financiers et gestion des risques

La philosophie générale de la Société est d'éviter les risques non nécessaires et de limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé à ses activités. La Société évite toute prise de risque non lié au cours normal de ses affaires. La Société ne poursuit pas de fins spéculatives mais reconnaît, par ailleurs, que la conduite de ses activités l'expose à divers risques, dont les risques de crédit, de liquidité et de marché, et qu'elle doit les gérer sur une base continue.

Afin de limiter l'effet de ces risques sur ses résultats et sur sa situation financière, la Société privilégie une gestion de risques continue par le biais de ses opérations courantes de financement, mais peut aussi recourir à des instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés ne sont utilisés qu'à des fins de gestion du risque.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière à la suite du non-respect d'un engagement financier par la contrepartie d'un instrument financier.

Le risque de crédit de la Société est négligeable compte tenu des sûretés mises en place et, conséquemment, la valeur comptable des actifs financiers représente adéquatement l'exposition maximale au risque de crédit des instruments financiers.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum puisque ces sommes sont investies dans des titres de crédit dont la cote est supérieure ou équivalente aux titres du gouvernement du Québec.

Les organismes bénéficiant d'une subvention aux fins du remboursement des emprunts à long terme contractés auprès de la Société doivent hypothéquer cette subvention en faveur de la Société.

Pour les autres emprunts non subventionnés, le ministre responsable de l'organisme s'engage à intervenir, en cas de défaut de l'organisme, afin que ce dernier y remédie dans les meilleurs délais.

Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Tous les risques de crédit sont associés au gouvernement du Québec. En effet, dans tout cas de défaut, l'intervention du gouvernement du Québec est prévue selon les termes des différents contrats en cause, et ce, tant pour les actifs que pour les passifs de la Société. Le gouvernement du Québec est donc l'ultime contrepartie des instruments financiers détenus ou engagés par la Société que ce soit les prêts ou les instruments financiers dérivés.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne parvienne pas à honorer ses engagements financiers à terme.

La Société établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose en temps opportun des fonds nécessaires pour respecter ses obligations. La Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par l'exploitation des activités poursuivies et les sources de financement disponibles sont suffisants pour qu'elle puisse respecter ses obligations à mesure qu'elles se présenteront.

Le financement de la Société est assuré par des emprunts à long terme et des facilités de crédit à court terme, permettant d'assurer des entrées de fonds suffisantes pour faire face aux engagements financiers lorsque requis. La Société est autorisée, par l'entremise d'un régime d'emprunts autorisé par le gouvernement, à contracter des emprunts à court terme et à long terme sur les marchés financiers. Le gouvernement est également autorisé à avancer à la Société des sommes d'argent prélevées à même les emprunts qu'il est autorisé à effectuer.

Au 31 mars 2017, le sommaire des échéances en valeur nominale des flux monétaires des actifs financiers et des passifs est présenté au tableau suivant. L'exposition nette au risque de liquidité révèle, pour chaque intervalle, l'excédent (positif) ou le manque (négatif) de flux monétaires.

Échéancier des flux monétaires
Au 31 mars 2017
(en millions de dollars)

Échéances	Actifs financiers		Passifs		Exposition nette	
	Non dérivés ⁽¹⁾	Dérivés	Non dérivés ⁽²⁾	Dérivés	Par échéance	Cumulative, après réinvestissement des disponibilités de capitaux ⁽³⁾
2018	4 018	48	3 457	52	557	557
2019	3 077	41	3 397	40	(319)	244
2020	2 078	35	2 802	23	(712)	(465)
2021	649	29	261	15	402	(70)
2022	811	30	726	13	102	31
2023-2027	2 346	136	1 520	24	938	1 038
2028-2032	901	117	564	1	453	1 696
2033-2038	443	83	1 722	2	(1 198)	713

(1) Les actifs financiers qui limitent le risque de liquidité sont les prêts, les intérêts courus sur prêts, les créances et les équivalents de trésorerie.

(2) Les passifs qui exposent la Société au risque de liquidité sont les emprunts et avances, les intérêts courus nets sur emprunts et avances ainsi que les charges à payer.

(3) Dans le cours normal de ses activités, la Société réinvestit ses disponibilités de capitaux de façon productive afin d'honorer ses engagements financiers à terme.

Échéancier des flux monétaires
Au 31 mars 2016
(en millions de dollars)

Échéances	Actifs financiers		Passifs		Exposition nette	
	Non dérivés ⁽¹⁾	Dérivés	Non dérivés ⁽²⁾	Dérivés	Par échéance	Cumulative, après réinvestissement des disponibilités de capitaux ⁽³⁾
2017	4 053	68	3 581	82	458	458
2018	3 325	58	3 389	72	(78)	383
2019	2 989	45	3 339	49	(354)	33
2020	1 992	40	2 748	31	(747)	(714)
2021	564	32	207	22	367	(356)
2022-2026	2 046	142	939	40	1 209	887
2027-2031	982	127	605	4	500	1 553
2032-2038	574	126	1 802	5	(1 107)	666

(1) Les actifs financiers qui limitent le risque de liquidité sont les prêts, les intérêts courus sur prêts et les créances.

(2) Les passifs qui exposent la Société au risque de liquidité sont les emprunts et avances, les intérêts courus nets sur emprunts et avances ainsi que les charges à payer.

(3) Dans le cours normal de ses activités, la Société réinvestit ses disponibilités de capitaux de façon productive afin d'honorer ses engagements financiers à terme.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations de prix du marché affectent la valeur des instruments financiers de la Société. Le risque de marché inclut l'autre risque de prix et celui de taux d'intérêt et de change.

i) L'autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la Société varient en fonction des fluctuations de prix sur le marché, lorsque ces fluctuations ne proviennent pas de taux d'intérêt ou de change. De par la nature de ses activités, la Société n'est pas exposée à l'autre risque de prix.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt fait référence à l'incertitude relative à la juste valeur courante, à la valeur à l'échéance ou aux flux de trésorerie futurs de titres financiers compte tenu de changements potentiels des taux d'intérêt applicables, et ce, dans l'intervalle entre la réalisation d'une transaction de titres financiers et la disposition ou l'échéance de ces titres.

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Société survient dans le cours normal de ses activités d'intermédiaire financier. Les emprunts et avances réalisés et les prêts consentis engendrent de l'incertitude aux dates futures de détermination de taux d'intérêt.

Pour contrôler le risque de taux d'intérêt, la stratégie de la Société consiste à appairer les échéances des flux monétaires futurs de ses éléments d'actif et de passif et, au besoin, à modifier la composition de ses portefeuilles au moyen d'instruments financiers dérivés. La gestion du risque de taux d'intérêt doit permettre à la Société de contenir les effets des fluctuations de taux d'intérêt dans les limites qu'elle a établies. Ainsi, de par sa nature d'intermédiaire financier, la Société applique une stratégie qui vise à contenir son exposition nette aux fluctuations de taux d'intérêt futures.

Le tableau suivant présente l'exposition nette au risque de taux d'intérêt des actifs financiers et passifs à long terme, ainsi que des passifs à court terme affectés aux opérations de financement à long terme, répartie selon la sensibilité propre à chaque instrument financier et flux monétaire futur afférent. Il présente les risques de réinvestissement et de refinancement liés à ces instruments financiers. La stratégie de gestion consistant à appairer les flux monétaires futurs vise alors à contenir l'exposition nette au risque de taux d'intérêt tant globalement que par intervalles temporels. Les instruments financiers à court terme, soit les prêts à court terme, les emprunts à court terme autres que ceux précités, et les instruments financiers dérivés à court terme, sont exclus de ce tableau, car le risque de taux d'intérêt associé est éliminé par les opérations courantes de gestion de risque.

Au 31 mars 2017, le sommaire des échéances en valeur nominale des flux monétaires futurs des actifs financiers et des passifs dont la juste valeur est sensible aux fluctuations des taux d'intérêt se présente comme suit :

Exposition nette au risque de taux d'intérêt
(en millions de dollars)

					2017
	Actifs financiers		Passifs		Exposition nette
	Prêts	Dérivés	Emprunts et avances	Dérivés	
Taux variable	35	(1 331)	3 975	(4 779)	(492)
Taux fixe :					
2018	3 416	371	2 000	1 689	98
2019	3 075	324	1 840	1 511	48
2020	2 075	401	1 799	646	31
2021	647	(147)	261	204	35
2022	809	(35)	726	19	29
2023-2027	2 334	(177)	1 520	564	73
2028-2032	889	32	564	340	17
2033-2038	438	1 522	1 722	226	12
TOTAL	13 718	960	14 407	420	(149)

Exposition nette au risque de taux d'intérêt
(en millions de dollars)

					2016
	Actifs financiers		Passifs		Exposition nette
	Prêts	Dérivés	Emprunts et avances	Dérivés	
Taux variable	38	(2 369)	5 512	(7 605)	(238)
Taux fixe :					
2017	3 644	624	1 900	2 308	60
2018	3 323	449	1 948	1 738	86
2019	2 987	404	1 785	1 563	43
2020	1 990	481	1 745	695	31
2021	562	(68)	207	252	35
2022-2026	2 034	(53)	939	961	81
2027-2031	970	41	605	384	22
2032-2038	566	1 576	1 802	328	12
TOTAL	16 114	1 085	16 443	624	132

Le tableau suivant présente la sensibilité au taux d'intérêt de l'excédent annuel lié aux activités, mesurée par une augmentation ou une diminution de taux d'intérêt de 100 points centésimaux appliquée sur tout l'exercice financier :

Sensibilité au taux d'intérêt de l'excédent annuel lié aux activités
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Choc de taux d'intérêt simulé — estimation de l'impact		
Augmentation de 100 points centésimaux	844	(182)
Diminution de 100 points centésimaux	(674)	127

Le tableau qui suit présente la sensibilité des gains de réévaluation nets de l'exercice mesurée par une augmentation ou une diminution de 100 points centésimaux de taux d'intérêt sur tout l'exercice financier :

Sensibilité des gains de réévaluation nets de l'exercice au taux d'intérêt
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Choc de taux d'intérêt simulé — estimation de l'impact		
Augmentation de 100 points centésimaux	(43 953)	(1 843)
Diminution de 100 points centésimaux	63 323	26 539

iii) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent à la suite de variations de taux de change. Compte tenu de sa mission, la Société évite toute exposition au risque de change.

Au 31 mars 2017, la Société ne détient pas d'instruments financiers libellés en devise et, par conséquent, elle n'est pas exposée au risque de change.

11. Capital-actions

Description

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec.

Autorisé

1 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Émis et payé

1 000 actions : 100 000 \$

Les actions de la Société sont détenues par le ministre des Finances du Québec.

12. Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, la variation des actifs financiers et des passifs liés aux activités de fonctionnement se compose des éléments suivants :

Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Créances	65	600
Intérêts courus sur prêts	24 633	33 516
Charges à payer	355	(321)
Intérêts courus nets sur emprunts et avances	(27 234)	(31 563)
TOTAL	(2 181)	2 232

Les intérêts payés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 386,8 millions de dollars (491,7 millions de dollars au 31 mars 2016).

Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 410,0 millions de dollars (513,7 millions de dollars au 31 mars 2016).

13. Opérations entre parties liées

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces parties liées autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Fondation de la faune du Québec (la Fondation) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Fondation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification et de placement dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Fondation conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification et de placement pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



André Martin

Québec, le 15 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fondation de la faune du Québec qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation de la faune du Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Jean-Pierre Fiset CPA auditeur, CA

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA

Vérificateur général adjoint

Québec, le 15 juin 2017

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	Fonds général		Fonds des immobilisations		Fonds dédié		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
PRODUITS								
Contributions des pêcheurs, des chasseurs et des trappeurs	4 071 028 \$	4 097 364 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 071 028 \$	4 097 364 \$
Collectes de fonds (note 3)	623 983	599 189	-	-	-	-	623 983	599 189
Autres contributions (note 3)	1 068 769	1 498 856	7 763	8 108	614 257	542 728	1 690 789	2 049 692
Intérêts	108 688	122 452	-	-	-	-	108 688	122 452
	<u>5 872 468</u>	<u>6 317 861</u>	<u>7 763</u>	<u>8 108</u>	<u>614 257</u>	<u>542 728</u>	<u>6 494 488</u>	<u>6 868 697</u>
CHARGES (note 4)								
Coût des projets fauniques	4 578 367	5 121 846	43 274	44 042	542 713	699 971	5 164 354	5 865 859
Frais de collectes de fonds / Communications	548 099	436 895	-	-	-	-	548 099	436 895
Frais d'administration	704 719	658 266	-	-	-	-	704 719	658 266
	<u>5 831 185</u>	<u>6 217 007</u>	<u>43 274</u>	<u>44 042</u>	<u>542 713</u>	<u>699 971</u>	<u>6 417 172</u>	<u>6 961 020</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	41 283	100 854	(35 511)	(35 934)	71 544	(157 243)	77 316	(92 323)
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 480 924	1 413 626	1 203 121	1 205 499	3 648 151	3 805 394	6 332 196	6 424 519
Virement interfonds	(35 929)	(33 556)	35 929	33 556	-	-	-	-
SOLDES DE FONDS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>1 486 278 \$</u>	<u>1 480 924 \$</u>	<u>1 203 539 \$</u>	<u>1 203 121 \$</u>	<u>3 719 695 \$</u>	<u>3 648 151 \$</u>	<u>6 409 512 \$</u>	<u>6 332 196 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017

	2017				2016
	Fonds général	Fonds des immobilisations	Fonds dédié	Total	Total
ACTIF					
À court terme					
Encaisse	- \$	3 824 \$	- \$	3 824 \$	3 047 \$
Placements échéant au cours du prochain exercice (note 5)	2 847 244	-	-	2 847 244	2 510 467
Créances (note 6)	1 671 344	7 763	-	1 679 107	459 575
Intérêts courus	50 050	-	-	50 050	57 477
Stocks	12 992	-	-	12 992	13 685
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	-	-	3 719 695	-	-
Charges payées d'avance	24 481	5 848	-	30 329	25 828
	<u>4 606 111</u>	<u>17 435</u>	<u>3 719 695</u>	<u>4 623 546</u>	<u>3 070 079</u>
Placements (note 5)	3 751 186	-	-	3 751 186	4 399 740
Immobilisations (note 8)	<u>186 359</u>	<u>1 186 104</u>	<u>-</u>	<u>1 372 463</u>	<u>1 375 245</u>
	<u><u>8 543 656 \$</u></u>	<u><u>1 203 539 \$</u></u>	<u><u>3 719 695 \$</u></u>	<u><u>9 747 195 \$</u></u>	<u><u>8 845 064 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (suite)
AU 31 MARS 2017

	2017			2016
	Fonds général	Fonds des immobilisations	Fonds dédié	Total
PASSIF				
À court terme				
Découvert bancaire	400 005 \$	- \$	- \$	400 005 \$
Charges à payer et frais courus (note 7)	1 201 941	-	-	1 201 941
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	3 719 695	-	-	-
Contributions reportées et autres sommes perçues d'avance (note 11)	1 622 730	-	-	1 622 730
	6 944 371	-	-	3 224 676
Provision pour allocation de transition	113 007	-	-	113 007
	7 057 378	-	-	3 337 683
SOLDES DE FONDS				
Investis en immobilisations	186 359	1 186 104	-	1 372 463
Affectations à des projets fauniques :				
Solde engagé (note 12)	1 299 919	-	864 065	2 163 984
Solde d'affectation externe	-		2 855 630	2 855 630
Solde disponible	-	17 435	-	17 435
	1 486 278	1 203 539	3 719 695	6 409 512
	8 543 656 \$	1 203 539 \$	3 719 695 \$	9 747 195 \$

DÉPÔTS – PROJETS FAUNIQUES (note 9)

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (notes 12 et 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Jacques Gauthier, président du conseil



Germain Carrière, trésorier

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017				2016
	Fonds général	Fonds des immobilisations	Fonds dédié	Total	Total
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT					
Rentrées de fonds					
Contributions utilisateurs, partenaires, clients et membres	4 746 313 \$	4 054 \$	265 993 \$	5 016 360 \$	5 141 919 \$
Contributions gouvernementales et municipales	550 553	4 054	348 264	902 871	1 601 135
Intérêts reçus	78 020	-	-	78 020	78 062
Sorties de fonds					
Contributions aux projets	(4 243 050)	(21 000)	(542 713)	(4 806 763)	(5 023 854)
Fournisseurs et membres du personnel	(1 897 026)	(22 260)	-	(1 919 286)	(1 786 282)
Intérêts versés	(6 644)	-	-	(6 644)	(5 487)
(Sorties) rentrées de fonds nettes	(771 834)	(35 152)	71 544	(735 442)	5 493
ACTIVITÉS DE PLACEMENT					
Acquisitions de placements	(1 260 595)	-	-	(1 260 595)	(1 351 422)
Dispositions de placements	1 610 467	-	-	1 610 467	1 197 997
Entrées de fonds nettes	349 872	-	-	349 872	(153 425)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS					
Acquisition d'immobilisations	(5 000)	-	-	(5 000)	(8 393)
Sorties de fonds nettes	(5 000)	-	-	(5 000)	(8 393)
Diminution (augmentation) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(426 962)	(35 152)	71 544	(390 570)	(156 325)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	(8 658)	3 047	-	(5 611)	150 714
Ajustement interfonds	35 615	35 929	(71 544)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice *	<u>(400 005) \$</u>	<u>3 824 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(396 181) \$</u>	<u>(5 611) \$</u>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :					
(Découvert bancaire) encaisse	(400 005) \$	3 824 \$	- \$	(396 181) \$	(5 611) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT**

La Fondation de la faune du Québec (la Fondation), corporation sans but lucratif instituée par la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (RLRQ, chapitre C-61.1), a pour fonction de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

La Fondation est reconnue comme étant un organisme de bienfaisance en vertu de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada (LRC (1985), ch.1 (5e suppl)) et en vertu de la Loi sur les impôts du Québec (RLRQ, c. I-3). Elle est donc exonérée d'impôts.

Une contribution pour le financement de la Fondation, dont le montant est fixé par règlement du gouvernement, est perçue et versée à la Fondation par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sur les permis de pêche, de chasse et de piégeage vendus.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Référentiel comptable**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Fondation utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 et suivants.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Fondation par la direction exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et a formulé des hypothèses est la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

La Fondation applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports.

Le fonds général rend compte des opérations courantes de la Fondation.

Le fonds des immobilisations rend compte des opérations afférentes aux acquisitions de terrains, de droits d'aménagement et d'équipements à des fins de protection des habitats fauniques. Le solde de fonds est réservé à l'acquisition d'immobilisations pour la Fondation ou pour des tiers et au paiement des frais afférents. Ces immobilisations ne peuvent être aliénées, en tout ou en partie, sans l'accord des partenaires qui ont contribué à leur acquisition. Ce fonds constitue donc un fonds affecté.

Le fonds dédié représente les opérations découlant d'une entente de gestion de fonds dédiés régionaux conclue avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et d'ententes de fonds dédiés spécifiques conclues avec d'autres partenaires. La Fondation a reçu dans le cadre de ces ententes des contributions assorties de restrictions pour la réalisation de projets d'habitats. Ce fonds constitue donc un fonds affecté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Instruments financiers**

L'encaisse, les créances (excluant les taxes à recevoir), les intérêts courus et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La marge de crédit bancaire, le découvert bancaire et les charges à payer et frais courus (excluant les déductions à la source), sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Constatation des apports

Les apports affectés aux immobilisations et au fonds dédié sont constatés à titre de produits du fonds affecté approprié. Les autres apports affectés, pour lesquels il n'y a pas de fonds distinct, sont constatés à titre de produits du fonds général dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les apports reçus sous forme de fournitures et de services ne sont pas comptabilisés par la Fondation, à l'exception des œuvres d'art.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel ils sont souscrits.

Constatation des produits

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Fondation consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, le découvert bancaire qui fluctue entre le découvert et le disponible, et les placements facilement convertibles à court terme ou rachetables, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et pour lesquels aucune affectation n'est liée.

Stocks

Les stocks comprennent des fournitures achetés par la Fondation qui sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Les stocks comprennent également des œuvres d'art reçues sous forme d'apport destinés à être revendus ou cédés à une valeur symbolique par la Fondation. Le coût de ces œuvres d'art correspond à la juste valeur à la date de l'apport. La juste valeur est déterminée selon des valeurs de marché ou d'expertise ou par référence au prix d'achat.

Immobilisations**Équipements**

Les équipements sont comptabilisés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire aux taux de 20 % et 33 1/3 %.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Œuvres d'art**

Les œuvres d'art, constituées principalement de tableaux fauniques, sont comptabilisées au coût, à l'exception de celles reçues à titre gratuit, lesquelles sont comptabilisées, à la date d'acquisition, à leur valeur de marché établie par un expert indépendant. Elles ne sont pas amorties.

Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire au taux de 33 1/3 %.

Terrains

Les terrains sont comptabilisés au coût, à l'exception de ceux reçus à titre gratuit qui sont comptabilisés, à la juste valeur. Ils ne sont pas amortis.

Droits d'aménagement

Les droits d'aménagement détenus en vertu d'actes de servitude faunique sont comptabilisés au coût et ils sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du contrat des droits d'aménagement, soit 40 ans.

Dépréciation des immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Fondation de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régimes de retraite

La Fondation participe aux régimes interemployeurs gouvernementaux à prestations déterminées. N'ayant pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées, la Fondation applique la comptabilité des régimes à cotisations déterminées.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

3. COLLECTES DE FONDS ET AUTRES CONTRIBUTIONS

	2017				2016	
	Collectes de fonds		Autres contributions		Total	Total
	Fonds général	Fonds général	Fonds des immobilisations	Fonds dédié		
Gouvernements et municipalités	7 226 \$	953 420 \$	3 881 \$	348 264 \$	1 312 791 \$	1 565 307 \$
Entreprises	203 447	116	-	211 874	415 437	378 465
Particuliers	361 522	-	-	18 823	380 345	319 372
Fondations et OSBL	51 788	115 233	3 882	35 296	206 199	385 737
	<u>623 983 \$</u>	<u>1 068 769 \$</u>	<u>7 763 \$</u>	<u>614 257 \$</u>	<u>2 314 772 \$</u>	<u>2 648 881 \$</u>

4. CHARGES**FONDS GÉNÉRAL**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Coûts des projets fauniques		
Contributions :		
Projets relatifs aux habitats	3 160 966 \$	3 756 445 \$
Projets de la Fondation ¹	5 338	8 005
Projets relatifs aux partenariats fauniques	109 471	72 103
Projets relatifs à la pêche et à la relève	597 977	580 977
Traitements et avantages sociaux	625 378	622 836
Honoraires professionnels	22 935	20 312
Déplacements	9 236	6 040
Réunions, congrès et perfectionnement	4 518	2 056
Publicité et promotion	33 153	42 402
Impression et fournitures	6 933	7 659
Amortissement des immobilisations	2 135	2 455
Autres	327	556
	<u>4 578 367 \$</u>	<u>5 121 846 \$</u>
Frais de collectes de fonds / Communications		
Traitements et avantages sociaux	240 352 \$	195 676 \$
Honoraires professionnels ²	98 597	64 766
Commissions et redevances	650	350
Achat de biens	17 914	16 762
Déplacements	6 322	4 937
Réunions, congrès et perfectionnement	2 973	2 081
Repas / Événements-bénéfice	24 178	20 261
Publicité et promotion	96 276	82 708
Impression et fournitures	39 837	33 623
Amortissement des immobilisations	634	1 162
Autres	20 366	14 569
	<u>548 099 \$</u>	<u>436 895 \$</u>

¹ Ce poste inclut des honoraires professionnels de 1 165 \$ (2016 : 4 365 \$).

² Ce poste inclut des charges d'amortissement de 3 088 \$ (2016 : 3 088 \$).

4 . CHARGES (suite)**FONDS GÉNÉRAL (SUITE)**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Frais d'administration		
Traitements et avantages sociaux	514 253 \$	484 545 \$
Honoraires professionnels	12 341	11 345
Déplacements	15 364	11 397
Réunions, congrès et perfectionnement	3 138	3 668
Publicité et promotion	2 511	3 205
Loyer	128 064	119 624
Impression et fournitures	22 752	17 407
Amortissement des immobilisations	634	1 560
Autres	5 662	5 515
	<u>704 719 \$</u>	<u>658 266 \$</u>

FONDS DES IMMOBILISATIONS

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Coûts des projets fauniques		
Contributions:		
Projets d'acquisition et de protection de terrains	21 000 \$	20 850 \$
Frais indirects :		
Traitements et avantages sociaux	3 233	3 233
Publicité et promotion	9 704	10 135
Gestion de terrains	8 046	8 533
Amortissement des droits d'aménagement	1 291	1 291
	<u>43 274 \$</u>	<u>44 042 \$</u>

FONDS DÉDIÉ

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Coûts des projets fauniques		
Contributions:		
Projets relatifs aux habitats	<u>542 713 \$</u>	<u>699 971 \$</u>

5. PLACEMENTS

	2017	2016
Dépôts à terme , taux moyen pondéré de 1,77 % (2016 : 1,64 %), échéant entre le 23 octobre 2017 et le 5 décembre 2018 (valeur de marché équivalente à la valeur comptable)	3 135 896 \$	3 590 413 \$
Certificats de placements garantis , taux moyen pondéré de 2,19 % (2016 : 2,23 %) échéant entre le 4 décembre 2017 et le 15 septembre 2021 (valeur de marché de 867 862 \$; 2016 : 808 076 \$)	855 800	796 600
Dépôt à terme rachetable , taux de 0,80 %, échu au cours de l'exercice	-	600 000
Épargne rachetable , taux de 0,80 %, sans échéance (Valeur de marché équivalente à la valeur comptable)	701 874	-
Obligations , taux moyen pondéré de 2,64 % (2016 : 2,46 %) échéant entre le 19 juin 2017 et le 17 juillet 2024 (valeur de marché de 1 935 356 \$; 2016 : 1 934 621 \$)	1 904 860	1 923 194
	6 598 430	6 910 207
Placements échéant au cours du prochain exercice	2 847 244	2 510 467
	3 751 186 \$	4 399 740 \$

Des placements d'une valeur de 900 000 \$ (2016 : 2 798 307 \$) ne sont pas présentés à l'état des flux de trésorerie compte tenu qu'ils n'entraînent pas de mouvement de trésorerie au niveau des dispositions et des acquisitions. De plus, les dépôts à terme incluent des intérêts capitalisés d'un montant de 47 358 \$ (2016 : 49 022 \$) qui n'entraînent pas de mouvement de trésorerie. Les acquisitions de placements comprennent un montant de 9 263 \$ relativement à l'ajustement des placements au taux d'intérêt effectif. Cette variation est sans effet sur les flux de trésorerie.

6. CRÉANCES

	2017	2016
Fonds général		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 414 326 \$	289 481 \$
Taxes à recevoir	32 026	18 726
Autres créances	224 992	143 260
	1 671 344 \$	451 467 \$
Fonds des immobilisations		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	3 881 \$	4 054 \$
Autres créances	3 882	4 054
	7 763 \$	8 108 \$

7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2017	2016
Fonds général		
Fournisseurs	961 436 \$	1 309 657 \$
Traitements	3 105	8 033
Déductions à la source	102 900	98 992
Vacances à payer	134 500	119 237
	<u>1 201 941 \$</u>	<u>1 535 919 \$</u>

8. IMMOBILISATIONS

	2017		2016	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Fonds général				
Équipements	75 558 \$	71 704 \$	3 854 \$	6 744 \$
Œuvres d'art	182 505	-	182 505	177 505
Logiciels	74 919	74 919	-	3 601
	<u>332 982</u>	<u>146 623</u>	<u>186 359</u>	<u>187 850</u>
Fonds des immobilisations				
Terrains	1 165 448	-	1 165 448	1 165 448
Droits d'aménagement	51 640	30 984	20 656	21 947
	<u>1 217 088</u>	<u>30 984</u>	<u>1 186 104</u>	<u>1 187 395</u>
	<u>1 550 070 \$</u>	<u>177 607 \$</u>	<u>1 372 463 \$</u>	<u>1 375 245 \$</u>

L'amortissement pour l'exercice s'élève à 7 782 \$ (2016 : 9 556 \$).

Conformément à sa politique foncière en matière de protection des habitats fauniques, la Fondation a l'intention de céder, à titre gratuit, les titres de propriété qu'elle détient sur des terrains en vue d'y protéger des habitats fauniques. Ces terrains seront transférés, à plus ou moins brèves échéances, à des organismes locaux, lesquels doivent assurer la continuité de cette protection. L'impact de cette transaction sera comptabilisé dans les résultats de l'exercice au cours duquel le terrain sera transféré.

Aucune cession de terrain n'a eu lieu au cours des deux derniers exercices.

9. DÉPÔTS – PROJETS FAUNIQUES

La Fondation est dépositaire de fonds pour le compte d'organismes pour des projets spécifiques dans lesquels elle n'est pas impliquée. Le solde de ces fonds n'est pas inclus aux états financiers de la Fondation.

Le solde de ces fonds est constitué des éléments suivants :

	2017	2016
Solde de fonds au début de l'exercice	231 525 \$	243 584 \$
Dépôts et intérêts reçus	1 542	7 318
Déboursés et frais d'administration	(19 200)	(19 075)
Diminution des intérêts courus	(851)	(302)
Solde de fonds à la fin de l'exercice	213 016 \$	231 525 \$

10. MARGE DE CRÉDIT BANCAIRE

Au 31 mars 2017, la Fondation dispose d'une marge de crédit bancaire de 200 000 \$ renouvelable annuellement. La marge de crédit est garantie par un dépôt à terme de 100 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel qui représente 2,7 % à la date de l'état de la situation financière (2016 : 2,7 %). Aux 31 mars 2016 et 2017, le solde était nul.

11. CONTRIBUTIONS REPORTÉES ET AUTRES SOMMES PERÇUES D'AVANCE

Fonds général

Les contributions reportées et autres sommes perçues d'avance sont constituées des éléments suivants :

	2017					2016
	Commandites reçues pour la tenue d'une activité-bénéfice	Dons affectés	Produits nets non utilisés des encans faune et nature	Subventions pour projets fauniques	Total	Total
Solde au début de l'exercice	- \$	140 240 \$	59 376 \$	667 942 \$	867 558 \$	1 048 502 \$
Attributions de l'exercice	2 500	37 050	52 028	1 281 586	1 373 164	651 542
	2 500	177 290	111 404	1 949 528	2 240 722	1 700 044
Constatés à titre de produits de l'exercice	-	(96 000)	(51 144)	(470 848)	(617 992)	(832 486)
Solde à la fin de l'exercice	2 500 \$	81 290 \$	60 260 \$	1 478 680 \$	1 622 730 \$	867 558 \$

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AFFECTATIONS À DES PROJETS FAUNIQUES**Fonds général**

La Fondation s'est engagée à verser un montant de 3 499 573 \$ (2016 : 2 156 539 \$) à titre d'aide financière pour différents projets fauniques, engagements dont la répartition future est la suivante :

2018	2 897 669 \$
2019	541 224
2020	46 760
2021	6 960
2022	6 960
	<hr/>
	3 499 573 \$
	<hr/>

Les contrats d'aide financière de ces projets ne sont pas encore tous signés par les promoteurs.

Au 31 mars 2017, les contrats d'aide financière signés représentaient 2 041 431 \$ (2016 : 1 437 853 \$) du montant total engagé. Cette situation peut occasionner une variation des engagements futurs estimés et des besoins de trésorerie.

La Fondation a affecté 1 299 919 \$ (2016 : 1 293 074 \$) pour pourvoir à ses obligations contractuelles.

Fonds dédié

La Fondation s'est engagée à verser un montant de 864 065 \$ (2016 : 1 017 312 \$) à titre d'aide financière pour différents projets fauniques d'ici 2020, dont 742 626 \$ en 2018, 99 158 \$ en 2019 et 22 281 \$ en 2020.

Au 31 mars 2017, les contrats d'aide financière signés représentaient 827 565 \$ (2016 : 989 726 \$) du montant total engagé.

13. AUTRES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Fondation s'est engagée à acheter des ensembles de pêche pour le programme Pêche en herbe en 2018 pour un montant de 189 180 \$.

Elle est aussi engagée par un bail à long terme renouvelable, échéant le 30 novembre 2025, pour des locaux administratifs. Les paiements minimums futurs totalisant 1 117 027 \$ (2016 : 1 241 133 \$) s'établissent comme suit :

2018	128 048 \$
2019	128 048
2020	128 048
2021	128 533
2022	129 504
2023 et subséquemment	474 846
	<hr/>
	1 117 027 \$
	<hr/>

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Fondation est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Fondation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit :

	2017		2016	
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun
Produits				
Collectes de fonds	1 750 \$	4 400 \$	500 \$	4 200 \$
Autres contributions	714 102	18 711	1 050 601	3 890
Charges				
Contributions aux projets fauniques	252 841	139 927	421 898	170 129
Impression et fournitures	-	4 936	-	5 965
Gestion de terrains	-	1 561	-	1 417
Autres	-	-	-	350
Actif				
Créances	1 385 252	-	293 535	-
Passif				
Charges à payer et frais courus	13 997	51 661	34 400	89 665
Contributions reportées et autres sommes perçues d'avance	1 478 679	-	667 941	-

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

Les membres du personnel de la Fondation participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRAS, qui fait partie du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi la Fondation verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations de la Fondation, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 115 289 \$ (2016 : 109 644 \$). Les obligations de la Fondation envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

La Fondation est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. La Fondation a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les créances, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la Fondation.

Le solde des créances est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Fondation aux créances douteuses n'est pas importante. Au 31 mars 2017, la Fondation est exposée à une concentration du risque de crédit, puisque 98 % des créances sont à recevoir de trois débiteurs (2016 : 66 % pour un débiteur). Ce risque de concentration est diminué par le fait que se sont des créances auprès d'entité gouvernementale dont la continuité d'exploitation est assurée, pas de risque que l'entité gouvernementale ne paie pas la Fondation.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse, aux dépôts à terme et aux certificats de placements garantis est considéré comme négligeable, puisqu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité. Le risque de crédit relatif aux placements en obligations est aussi considéré comme négligeable, puisqu'ils sont détenus auprès d'instances municipales et d'une institution financière reconnue.

La valeur comptable de l'état de la situation financière des actifs financiers de la Fondation exposés au risque de crédit totalisant 8 299 385 \$ (2016 : 7 411 580 \$), représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Fondation est exposée.

La direction de la Fondation estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus est bonne à la date des états financiers. Il n'y a aucun actif financier déprécié au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016. Toutefois, certains actifs financiers non dépréciés sont en souffrance à la date des états financiers.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances au :

	31 mars 2017	31 mars 2016
Moins de 30 jours	1 644 581 \$	403 115 \$
De 30 à 60 jours	2 500	4 200
De 61 à 90 jours	-	-
Plus de 90 jours	-	33 534
	<u>1 647 081 \$</u>	<u>440 849 \$</u>

16. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Fondation est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La Fondation est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Fondation dispose de sources de financement d'un montant autorisé suffisant à l'aide de la marge de crédit, détaillée à la note 10. La Fondation établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2017, les charges à payer et frais courus (excluant les déductions à la source) totalisaient 1 099 041 \$, (2016 : 1 436 927 \$) et avaient une échéance de moins d'un an.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. Il comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de taux de change et l'autre risque de prix. La Fondation est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Fondation est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux placements et à la marge de crédit bancaire.

Compte tenu que la marge de crédit n'est pratiquement pas utilisée et que les placements sont à taux d'intérêt fixes et seront détenus jusqu'à leur échéance, la Fondation juge que son exposition au risque de taux d'intérêt est faible.

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
RAPPORT DE LA DIRECTION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016
(Non audité)

Les états financiers ont été dressés par la coordonnatrice des affaires du Fonds central, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les dispositions en matière d'informations financières exigées par le Ministre ou son délégué et recommandées par le Comité consultatif du Ministre. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la coordonnatrice des affaires du Fonds central maintient un système de contrôle comptable interne, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Malgré que la loi constitutive ne stipule aucune obligation à l'égard de l'audit des livres et comptes et que la fiducie n'est pas assujettie à la Loi sur le vérificateur général du Québec, les livres et comptes ont été examinés par un expert-comptable membre de l'Ordre des CPA du Québec.

Ce rapport financier a été déposé au Comité consultatif du ministre lors de la réunion régulière tenue les 14 et 15 juin 2017. Après avoir passé en revue les différents états, les membres du comité l'ont accueilli favorablement et ont produit une recommandation à cet effet au ministre.



Stéphanie Borgia, coordonnatrice des affaires du Fonds central



RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de fiduciaire du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale

Nous avons procédé à l'examen des états financiers ci-joints du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, les états des résultats et de l'évolution des actifs nets pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et des notes complémentaires. Notre examen a été réalisé conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en demandes d'informations, procédures analytiques et entretiens portant sur les informations qui nous ont été fournies par la coordonnatrice du Fonds central.

Un examen ne constitue pas un audit et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion d'audit sur ces états financiers.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds central de se conformer aux dispositions en matière d'informations financières exigées par le Ministre ou son délégué et recommandées par le Comité consultatif du Ministre.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux dispositions en matière d'informations financières exigées par le Ministre ou son délégué et recommandées par le Comité consultatif du Ministère.

Cloutier, Forget, Leblais, CPA inc.

¹ Par : CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique # A118244

Beloeil, le 14 juin 2017

Cloutier, Forget, Leblais, CPA inc.
46, rue Brunelle, Beloeil (Québec) J3G 2M7
Tél. : 450 464.2332 • Téléc. : 450 464.8376 • www.cflcpa.ca

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**RÉSULTATS**

2

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**(Non audité)**

	2016	2015
PRODUITS		
Cotisations des Fonds des établissements de détention	79 194 \$	53 124 \$
Intérêts sur les placements	3 800	9 819
	82 994	62 943
CHARGES		
Dépenses de fonctionnement		
Déboursés lors de la liquidation d'un fonds	-	165
Honoraires professionnels	130 537	115 242
Déplacements et frais de réunions	6 235	14 092
Frais de bureau	2 151	1 884
Amortissement des immobilisations corporelles	277	346
	139 200	131 729
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT	(56 206)	(68 786)
Soutien financier aux fonds des établissements de détention		
Contrats de services et autres dépenses	44 468	44 982
Contribution financière aux programmes d'activités des fonds des établissements de détention	2 989	408
	47 457	45 390
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES (INCLUANT LE SOUTIEN FINANCIER AUX FONDS)	(103 663) \$	(114 176) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CFL
 CLOUTIER FORGET LEBUIS
 SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016
 (Non audité)

3

	2016		2015	
	Investis en immobilisations	Non affectés	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	1 383	713 639	715 022 \$	829 198 \$
 INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES (INCLUANT LE SOUTIEN FINANCIER AUX FONDS)	 (277)	 (103 386)	 (103 663)	 (114 176)
SOLDE À LA FIN	1 106	610 253	611 359 \$	715 022 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CFL
 CLOUTIER FORGET LEBUIS
 SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**BILAN**

4

AU 31 DÉCEMBRE 2016**(Non audité)**

	2016	2015
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	32 662 \$	94 032 \$
Placements (note 3)	436 058	461 272
Débiteurs (note 4)	50 000	50 986
Frais payés d'avance	26 586	23 522
Portion à court terme des prêts (note 5)	15 718	15 718
	561 024	645 530
PRÊTS (note 5)	52 392	68 110
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	1 105	1 382
	614 521 \$	715 022 \$
ACTIF NET		
Investis en immobilisations	1 106 \$	1 383 \$
Non affectés	610 253	713 639
	611 359	715 022
	614 521 \$	715 022 \$

LA COORDONNATRICE DES AFFAIRES DU FONDS CENTRAL


Stéphanie Borgia

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CFL
CLOUTIER FORGET LEBUIS
SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE**FLUX DE TRÉSORERIE**

5

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

(Non audité)

	2016	2015
EXPLOITATION		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(103 663) \$	(114 176) \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	277	346
	(103 386)	(113 830)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Encaissement des prêts	15 718	28 685
Débiteurs	986	13 676
Frais payés d'avance	(3 064)	(596)
Créditeurs et frais courus	3 162	-
	(86 584)	(72 065)
INVESTISSEMENT		
Variation des placements	25 214	(23 494)
	25 214	(23 494)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(61 370)	(95 559)
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	94 032	189 591
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	32 662 \$	94 032 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie est composé de l'encaisse

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2016
(Non audité)

6

1-STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale est constitué par la Loi sur le système correctionnel du Québec, autrefois la Loi sur les services correctionnels. Il est constitué à titre de patrimoine fiduciaire d'utilité sociale, affecté au soutien, par don ou par prêt, avec ou sans intérêt, des fonds constitués dans les établissements de détention financièrement dans le besoin. Le Fonds central est constitué des cotisations versées, en application de l'article 94 de la LSC, par les fonds constitués dans les établissements de détention, des autres sommes d'argent dont la provenance peut être déterminée par règlement et des intérêts produits par les sommes d'argent constituant le fonds. La cotisation perçue par le Fonds central de chacun des fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention est déterminée par le ministre à l'intérieur des limites fixées par règlement du gouvernement et peut être différente pour chaque fonds.

En vertu des lois applicables de l'impôt sur le revenu, le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2-PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds central de se conformer aux dispositions en matière d'informations financières exigées par le ministre et recommandées par le Comité consultatif du ministre.

Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres du Fonds s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers conformément aux disposition en matière d'informations financières exigées par le ministre et recommandées par le Comité consultatif du ministre, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CFL
CLOUTIER FORGET LEBUIS
SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2016
 (Non audité)

7

2-PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Comptabilisation des produits

Les cotisations sont constatées à l'état des résultats dans la mesure où elles ont été autorisées et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

Les revenus des prêts et des placements sont comptabilisés comme produits dans l'exercice où ils sont gagnés.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des placements, des prêts et des débiteurs. Sauf indication contraire, le coordonnateur considère ne pas être exposé à des risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit importants découlant de ces instruments financiers.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût.

Placements

Les placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont présentées à leur coût d'origine. Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports sont présentées à leur juste valeur à la date de l'apport. L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie estimative des immobilisations corporelles selon les méthodes et les taux suivants

	Méthodes	Taux
Équipement informatique	Dégressif	20%
Équipement de bureau	Dégressif	20%

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2016
 (Non audité)

8

3-PLACEMENTS	2016		2015	
Dépôt à terme à intérêt de 0,85 %	436 058	\$	461 272	\$
	436 058	\$	461 272	\$

4-DÉBITEURS	2016		2015	
Cotisations à recevoir des Fonds d'établissements de détention	50 000	\$	50 000	\$
Intérêts courus	-		986	
	50 000	\$	50 986	\$

5-PRÊT	2016		2015	
Sherbrooke - sans intérêt, encaissable par versements mensuels de 1 309,80 \$, échéant en 2021.	68 110	\$	83 828	\$
	68 110		83 828	
Versements échéant au cours du prochain exercice	15 718		15 718	
	52 392	\$	68 110	\$

Les remboursements des prochains exercices, compte tenu des renouvellements aux mêmes conditions, s'établissent comme suit:

2017	15 718	\$
2018	15 718	\$
2019	15 718	\$
2020	15 718	\$
2021	5 240	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS CENTRAL DE SOUTIEN À LA RÉINSERTION SOCIALE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2016
(Non audité)

9

6-IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	2016 Valeur nette	2015 Valeur nette
Équipement informatique	11 935 \$	10 830 \$	1 105 \$	1 382 \$
Équipement de bureau	3 300	3 300	-	-
	15 235 \$	14 130 \$	1 105 \$	1 382 \$

7-INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de l'encaisse, des placements et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

La juste valeur des prêts ne peut être estimée car les modalités des prêts et les conditions de remboursement sont réévaluées chaque année.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds d'aide aux actions collectives (le Fonds) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président,


M. Jacques Parent, c.r.

La secrétaire,


M^e Frikia Belogbi, secrétaire et conseillère juridique

Montréal, le 26 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'aide aux actions collectives, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'aide aux actions collectives au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 26 juin 2017

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 BUDGET	2017 RÉEL	2016 RÉEL
	\$	\$	\$
REVENUS			
Reliquats et réclamations liquidées		1 728 194	870 627
Subrogations		288 898	861 238
Intérêts		259 887	227 481
		<u>2 276 979</u>	<u>1 959 346</u>
CHARGES			
Aide aux bénéficiaires (note 3)	3 800 000	2 006 496	1 881 244
Frais du conseil d'administration			
Honoraires et avantages sociaux	67 000	60 121	57 425
Frais de déplacement et représentation	41 161	25 318	23 834
	<u>108 161</u>	<u>85 439</u>	<u>81 259</u>
Frais de la permanence du Fonds			
Traitements et avantages sociaux	355 993	343 571	343 668
Loyers	37 279	30 276	30 276
Services professionnels et administratifs	29 267	16 870	13 367
Messagerie et communication	7 350	5 854	7 825
Fournitures et approvisionnement	3 318	5 077	3 498
Entretien et réparations	817	416	-
Autres frais	3 688	1 162	50
	<u>437 712</u>	<u>403 226</u>	<u>398 684</u>
	<u>4 345 873</u>	<u>2 495 161</u>	<u>2 361 187</u>
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(4 345 873)	(218 182)	(401 841)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		12 985 276	13 387 117
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE		<u>12 767 094</u>	<u>12 985 276</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017

	2017	2016
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	4 316 103	5 464 680
Placements de portefeuille (note 5)	8 578 560	7 931 040
Débiteurs	14 508	61 124
Intérêts courus	191 535	119 164
	<u>13 100 706</u>	<u>13 576 008</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	209 162	483 419
Provision pour vacances	37 637	34 169
Provision pour congés de maladie (note 6)	87 424	73 755
	<u>334 223</u>	<u>591 343</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	12 766 483	12 984 665
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	611	611
EXCÉDENT CUMULÉ (note 7)	<u>12 767 094</u>	<u>12 985 276</u>

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


M. Jacques Parent, président, c.r.


Mme Anne Turgeon, administratrice

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 BUDGET	2017 RÉEL	2016 RÉEL
	\$	\$	\$
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(4 345 873)	(218 182)	(401 841)
Utilisation nette de charges payées d'avance		-	2 193
DIMINUTION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(4 345 873)	(218 182)	(399 648)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>12 984 665</u>	<u>12 984 665</u>	<u>13 384 313</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>8 638 792</u>	<u>12 766 483</u>	<u>12 984 665</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(218 182)	(401 841)
Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement		
Débiteurs	46 616	(35 274)
Intérêts courus	(72 371)	(20 700)
Charges payées d'avance	-	2 193
Créditeurs et charges à payer	(274 257)	78 050
Provision pour vacances	3 468	14 860
Provision pour congés de maladie	13 669	11 143
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(501 057)</u>	<u>(351 569)</u>
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition de placements	(1 508 560)	(6 902 855)
Disposition de placements	861 040	9 477 535
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	<u>(647 520)</u>	<u>2 574 680</u>
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE	(1 148 577)	2 223 111
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>5 464 680</u>	<u>3 241 569</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 4)	<u>4 316 103</u>	<u>5 464 680</u>

Information additionnelle liée aux activités de fonctionnement

Intérêts reçus	187 516	208 639
----------------	---------	---------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS**

Le Fonds d'aide aux actions collectives (le Fonds), est une personne morale de droit public au sens du Code civil. Il est constitué par la *Loi sur le fonds d'aide aux actions collectives* (RLRQ, c. F-3.2.0.1.1).

Le Fonds a pour objet d'assurer le financement des actions collectives en la manière prévue par cette loi ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces actions. Ce financement permet d'apporter l'aide financière pour qu'une action collective puisse être exercée ou continuée.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. 1-3) et de l'article 149 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, 5e suppl.), le Fonds n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**UTILISATION D'ESTIMATIONS**

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Fonds par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer principalement la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille, les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation) et les intérêts courus sont classés dans la catégorie des actifs financiers au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des avantages sociaux et des taxes à la consommation) et la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**REVENUS**

Les revenus de reliquats ainsi que ceux de subrogations sont comptabilisés au moment où ils sont prévus dans un jugement rendu avant la fin de l'exercice, ou au moment de l'encaissement en l'absence de jugement.

Les revenus de réclamations liquidées sont comptabilisés au moment de l'encaissement.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés soit d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

CHARGES

La charge d'aide aux bénéficiaires est comptabilisée dans l'exercice où l'aide est autorisée et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des placements rachetables en tout temps dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et ceux dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction est prise en compte dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

PASSIFS**Avantages sociaux futurs***Provision pour vacances*

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés du Fonds seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Fonds. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Fonds ne dispose pas suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. AIDE AUX BÉNÉFICIAIRES

L'aide aux bénéficiaires versée en 2017 pour les actions collectives est de 2 066 496 \$ (2016 : 1 881 244 \$) dont 145 313 \$ pour les dossiers du tabac (2016 : 213 662 \$).

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Encaisse	<u>343 103</u>	<u>791 680</u>
Certificats de placement garantis, portant intérêt aux taux suivants et échéant aux dates suivantes		
Taux variant de 1,710 % à 1,770 %, échéant les 17, 23 et 24 avril 2017	400 000	400 000
Taux de 1,860 %, échéant le 23 avril 2018	200 000	200 000
Taux de 1,900 %, échéant le 30 avril 2018	1 700 000	1 700 000
Taux de 2,050 %, échéant le 1 ^{er} juin 2018	73 000	73 000
Taux de 2,060 % et 2,080 %, échéant le 25 juin 2018	300 000	300 000
Taux de 2,150 %, échéant le 18 août 2020	100 000	100 000
Taux de 2,260 % et 2,300 %, échéant le 2 novembre 2020	300 000	300 000
Taux variant de 2,160 % à 2,260 %, échéant le 17 février 2021	500 000	500 000
Taux de 1,910 % échéant le 15 novembre 2021	400 000	-
Certificats de placement garantis échus au cours de l'exercice 2017	<u>-</u>	<u>1 100 000</u>
	<u>3 973 000</u>	<u>4 673 000</u>
	<u><u>4 316 103</u></u>	<u><u>5 464 680</u></u>

La juste valeur des équivalents de trésorerie au 31 mars 2017 est de 4 026 986 \$ (2016 : 4 733 923 \$)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

5. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2017	2016
	\$	\$
Obligations portant intérêt aux taux suivants et échéant aux dates suivantes		
Taux de 1,400 %, échéant le 30 juin 2017	48 921	48 921
Taux de 1,530 %, échéant le 30 janvier 2018	92 197	92 197
Taux de 1,520 %, échéant le 15 mai 2018	207 803	207 803
Taux de 1,650 %, échéant les 10 et 30 juin 2018	1 376 359	1 376 359
Taux de 1,120 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2018	67 317	67 317
Taux de 2,080 %, échéant le 8 avril 2019	157 996	-
Taux de 1,800 %, échéant le 19 mai 2019	377 403	377 403
Taux de 3,000 %, échéant le 30 septembre 2020	299 999	299 999
Taux de 1,640 %, échéant le 1 ^{er} octobre 2020	1 165 498	1 165 498
Taux de 2,420 %, échéant le 1 ^{er} et 19 juin 2021	250 566	-
Taux de 1,850 %, échéant le 3 novembre 2021	834 502	834 502
Taux de 2,000 %, échéant le 21 mars 2022	1 000 000	1 000 000
Taux de 2,680 %, échéant le 8 avril 2022	400 000	-
Taux de 2,700 %, échéant le 4 septembre 2023	100 000	-
Taux de 2,820 %, échéant le 4 septembre 2024	97 395	-

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

5. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (SUITE)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Obligations portant intérêt aux taux suivants et échéant aux dates suivantes		
Taux de 2,650 %, échéant le 15 juillet 2025	1 600 000	1 600 000
Taux de 3,100 %, échéant le 4 mars 2026	502 604	-
Obligations, échues au cours de l'exercice 2017	-	861 041
	<u>8 578 560</u>	<u>7 931 040</u>

La juste valeur des placements de portefeuille au 31 mars 2017 est de 8 652 523 \$ (2016 : 7 926 976 \$).

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régime de retraite**

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime interemployeurs est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2017, le taux de cotisation du RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés.

Les cotisations imputées aux résultats s'élèvent à 25 066 \$ (2016 : 21 609 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

Le Fonds dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Fonds. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les employés du Fonds peuvent accumuler des journées non utilisées de congé de maladie, auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès à raison de 50 % pour les 132 premiers jours accumulés. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées accumulées, peu importe le nombre, comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ à la retraite ou en préretraite.

Les obligations du programme d'accumulation de congés de maladie sont ajustées pour tenir compte des ajustements salariaux annuels. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Ce programme a été modifié en fonction de la convention collective 2015-2020 intervenue au niveau des conditions salariales des fonctionnaires du gouvernement du Québec. À compter du 1^{er} avril 2017, ces employés pourront accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toute journée excédentaire sera payable à la fin de l'année civile. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires seront appliquées au cours des prochains exercices.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

Provision pour congés de maladie (suite)

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2017	2016
Taux de croissance de la rémunération incluant le taux d'inflation	2,55 % à 3,63%	0,80 % à 3,80 %
Taux d'actualisation	2,04 % à 3,43 %	1,95 % à 3,38 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	12 ans	13 ans

Les mouvements de l'exercice de la provision pour congés de maladie se détaillent comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	73 755	62 612
Charge de l'exercice	17 208	16 494
Utilisation au cours de l'exercice	(3 539)	(5 351)
Solde à la fin de l'exercice	87 424	73 755

7. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds considère essentiel de maintenir les liquidités à un montant de 300 000 \$ pour son fonds de roulement. De plus, il a résolu de réserver le solde de l'excédent cumulé pour pourvoir aux engagements présents et futurs du Fonds.

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les engagements du Fonds relatifs à l'aide aux bénéficiaires sont de 2 554 200 \$ au 31 mars 2017 (2016 : 2 185 900 \$) dont 223 000 \$ (2016 : 233 300 \$) pour les dossiers du tabac.

La limite des engagements autorisés par la Ministre de la Justice au 31 mars 2017 est de 5 300 000\$, dont 300 000 \$ sont réservés pour les dossiers du tabac, soit la même limite qu'au 31 mars 2016.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****9. GESTION DES RISQUES FINANCIERS LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal de ces activités, le Fonds est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Fonds est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent le Fonds au risque de crédit sont composés de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, des placements de portefeuille, des débiteurs (excluant les taxes à la consommation) et des intérêts courus.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements de portefeuille et aux intérêts courus est réduit au minimum par la politique du Fonds d'investir auprès d'institutions financières réputées.

Le Fonds estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles le crédit a été consenti.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le Fonds considère qu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

Au 31 mars 2017, les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers du Fonds, soit les créditeurs et les charges à payer (excluant les avantages sociaux et les taxes à la consommation) totalisant 207 168 \$ (2016 : 482 893 \$) est inférieure à 30 jours et la provision pour vacances, totalisant 37 637 \$ (2016 : 34 169 \$) inférieure à un an.

Ainsi, le risque de liquidité auquel est exposé le Fonds est minime.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

Le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Au 31 mars 2017 (et au 31 mars 2016), les équivalents de trésorerie et les placements de portefeuille portent intérêt à taux fixe. Les placements de portefeuille ont une durée maximale de 9 ans.

Pour les équivalents de trésorerie, la juste valeur est presque équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, quant aux placements de portefeuille, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auquel est exposé le Fonds est minime, car le Fonds prévoit les conserver jusqu'à leur échéance.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulgués dans les états financiers, le Fonds est apparenté à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DU FIDUCIAIRE

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance). La direction de la Société est donc responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds d'assurance, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction de la Société maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes de la Société procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

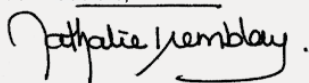
La Société veille à respecter la loi constitutive du Fonds d'assurance de même que les autres lois et règlements qui s'appliquent aux activités de celui-ci. Elle a mis en place des moyens et des procédures de contrôle pour assurer la conformité aux lois et aux règlements.

Le conseil d'administration de la Société est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification et de la performance de la Société. Ce comité rencontre la direction de la Société ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Chaque année, les actuaires de la Société évaluent, conformément à la pratique actuarielle reconnue, les obligations envers les personnes accidentées figurant dans les états financiers du Fonds d'assurance. Ils font part des conclusions de leurs travaux au comité de vérification et de la performance.

Le Vérificateur général du Québec et PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. procèdent à l'audit des états financiers du Fonds d'assurance conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de leur travail ainsi que l'expression de leur opinion. Ils peuvent rencontrer le comité de vérification et de la performance pour discuter de tout élément qui a rapport à leur audit.

La présidente et chef de la direction
de la Société,



Nathalie Tremblay, FCPA, FCA

Le vice-président aux ressources humaines,
aux finances et à la performance de la Société,



Yves Frenette, FCPA, FCA

Le directeur général des finances et des
rapports financiers de la Société,



Denis Charland, CPA, CA

Québec, le 22 mars 2017



RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'assurance automobile du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état du résultat global, l'état des variations de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'assurance automobile du Québec au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc FCPA auditrice, FCA

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.,

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

CPA auditeur, CA,
permis de comptabilité publique n° A104882

Québec, le 22 mars 2017

**CERTIFICAT ACTUARIEL RELATIF AUX ENGAGEMENTS
DU FONDS D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC**

AU 31 DÉCEMBRE 2016

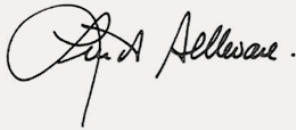
Nous avons évalué le passif actuariel du Fonds d'assurance automobile du Québec dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et la variation du passif actuariel dans l'état du résultat global pour l'exercice clos à cette date.

Le passif actuariel au 31 décembre 2016 de 8 218 153 000 \$ représente un montant qui, en considérant les revenus de placements futurs, est suffisant pour couvrir le paiement des indemnités présentes ou futures, les frais d'administration nécessaires au paiement de ces indemnités de même que la participation au financement du Tribunal administratif du Québec.

La variation du passif actuariel représente une baisse de 351 837 000 \$ par rapport au passif actuariel calculé au 31 décembre 2015.

Le rapport sur l'évaluation du passif actuariel fournit des renseignements plus détaillés sur les éléments présentés dans ce certificat.

À notre avis, l'évaluation du passif actuariel est établie en utilisant des données suffisantes et fiables ainsi que des hypothèses et des méthodes appropriées aux fins de l'évaluation. Le passif actuariel en date du 31 décembre 2016 constitue une provision appropriée à l'égard des engagements prévus à l'article 17.4 de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) et les résultats de l'évaluation sont fidèlement présentés dans les états financiers. Nous avons produit ce certificat et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada.



Linda Bellware, FSA, FICA
Actuaire
Société de l'assurance automobile du Québec



Marie-Hélène Malenfant, FSA, FICA
Actuaire
Société de l'assurance automobile du Québec

Québec, le 22 mars 2017

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	2016	2015
PRODUITS			
Contributions d'assurance	5	963 611	1 247 324
Revenus de placements	6	663 159	945 781
Autres		1 033	1 342
		1 627 803	2 194 447
CHARGES			
Indemnités	7	991 827	1 022 452
Variation du passif actuariel	15	(351 837)	404 025
Frais d'administration	8	178 808	178 648
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	9	13 848	14 145
		832 646	1 619 270
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	16	795 157	575 177

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	2016	2015
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		1 978 723	1 403 546
Résultat net et résultat global de l'exercice		795 157	575 177
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	16	2 773 880	1 978 723

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2016

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	2016	2015
ACTIF			
Dépôt à vue (taux d'intérêt 0,50 %)		17	2 367
Revenus de placements à recevoir	10	45 367	121 568
Créances		5 750	4 503
Dépôts à participation	10	11 260 730	10 820 186
Immobilisations corporelles	11	63 078	64 545
Immobilisations incorporelles	12	35 352	35 081
		11 410 294	11 048 250
PASSIF			
Découvert bancaire	13	39 992	2 282
Charges à payer et frais courus			
Gouvernement du Québec		794	3 331
Autres		50	35
Dû à la Société	14	18 749	72 374
Passif actuariel	15	8 218 153	8 569 990
Contributions reportées		358 676	421 515
		8 636 414	9 069 527
EXCÉDENT CUMULÉ	16	2 773 880	1 978 723
		11 410 294	11 048 250

ENGAGEMENTS (note 17)**PASSIFS ÉVENTUELS** (note 18)**ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE** (note 20)**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ,**

La présidente du conseil d'administration,



Lorna Telfer

Le président du comité de vérification
et de la performance,


Jude Martineau, ASC, CPA, CA

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

(en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Contributions d'assurance perçues	885 093	1 255 502
Revenus de placements perçus	553 039	565 057
Intérêts perçus sur dépôts à vue	44	20
Intérêts versés sur dépôts à découvert	(59)	(33)
Autres revenus perçus	103	187
Indemnités versées	(992 789)	(1 026 559)
Frais d'administration et autres frais payés à la Société	(182 000)	(165 729)
Taxes de vente versées	(93)	(178)
Participation versée au financement du Tribunal administratif du Québec	(13 853)	(14 139)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	249 485	614 128
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produits d'aliénation d'unités de dépôts à participation	194 340	9 409
Acquisition d'unités de dépôts à participation	(448 380)	(583 466)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35 505)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(289 545)	(574 057)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement à la Société	-	(22 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	(22 000)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(40 060)	18 071
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	85	(17 986)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	(39 975)	85
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent ce qui suit :		
Dépôt à vue	17	2 367
Découvert bancaire	(39 992)	(2 282)
	(39 975)	85

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2016

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Constitution

Le Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance) est une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec, qui a été constituée le 1^{er} janvier 2004 par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. S-11.011). Son siège social est situé au 333, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec), Canada.

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est fiduciaire du Fonds d'assurance. Ce dernier a été constitué par le transfert d'actifs et de dettes en possession de la Société, conformément à la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Cette loi prévoit que la Société doit transférer au Fonds d'assurance, au fur et à mesure, toutes les sommes qu'elle perçoit à titre de contributions d'assurance ainsi que toute autre somme destinée à augmenter le Fonds d'assurance.

Fonctions

Le Fonds d'assurance est affecté :

- à l'indemnisation des préjudices corporels et matériels prévus dans la Loi sur l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. A-25);
- de façon connexe, à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache, afin de réduire les risques associés à l'usage de la route.

Dispositions financières

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec fixe deux obligations en ce qui concerne la situation financière du Fonds d'assurance :

- les contributions d'assurance doivent, à compter de l'exercice financier se terminant au plus tard le 31 décembre 2015, couvrir le paiement de toutes les indemnités découlant d'accidents survenus au cours de la période pour laquelle ces contributions d'assurance sont fixées ainsi que de tous les autres frais à la charge du Fonds d'assurance pour cette période;
- les contributions d'assurance doivent être fixées de façon que l'actif du Fonds d'assurance, déduction faite de ses dettes et provisions, soit suffisant pour couvrir le montant, évalué actuariellement, nécessaire au paiement de toutes les indemnités présentes et futures découlant d'accidents survenus jusqu'à la date de l'évaluation. La direction de la Société doit procéder à cette évaluation à la fin de chaque exercice financier. Dans l'éventualité d'une insuffisance de l'actif, les contributions d'assurance doivent être fixées de manière à combler cette insuffisance sur une période maximale de quinze ans.

La politique de capitalisation du Fonds d'assurance tient compte de ces obligations légales relativement à son financement et à sa capitalisation.

2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Fonds d'assurance est effectuée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les états financiers du Fonds d'assurance ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 22 mars 2017.

Base d'évaluation et monnaie de présentation

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des dépôts à participation et du passif actuariel, qui sont respectivement comptabilisés à la juste valeur et à la valeur actualisée des paiements futurs.

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Fonds d'assurance.

L'état de la situation financière est présenté par ordre de liquidité.

Plusieurs notes complémentaires présentent séparément les données financières en fonction de l'année courante et des années antérieures. L'expression « Année courante » indique les données financières relatives aux accidents survenus au cours de l'exercice, alors que l'expression « Années antérieures » indique celles relatives aux accidents survenus au cours des exercices antérieurs.

Utilisation d'estimations et jugements réalisés par la direction

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses ainsi qu'à l'exercice du jugement. Ces derniers ont une incidence sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des actifs, des passifs, des produits et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les suivants :

- le partage des indemnités et des frais d'administration entre l'année courante et les années antérieures (notes 7 et 8);
- le passif actuariel (note 15).

La direction estime qu'aucun jugement critique n'est susceptible d'entraîner des ajustements des valeurs comptables des actifs et des passifs.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Contributions d'assurance et contributions reportées

Les contributions d'assurance sont établies en vertu du Règlement sur les contributions d'assurance de la Loi sur l'assurance automobile du Québec.

Conformément à la politique de capitalisation du Fonds d'assurance, les contributions d'assurance de financement sont établies de manière à viser le plein financement de l'année d'accident à laquelle elles se rattachent. Les contributions d'assurance de capitalisation visent l'atteinte de la pleine capitalisation en tenant compte de l'amortissement des gains et des pertes annuels.

Contributions d'assurance de financement et contributions reportées

Les contributions d'assurance de financement relatives à l'immatriculation et au permis de conduire, déduction faite des remboursements, sont inscrites au résultat net de l'exercice essentiellement en fonction de la période écoulée depuis le premier jour du mois de la délivrance ou du renouvellement de l'immatriculation et du permis de conduire jusqu'au dernier jour du mois précédant leur échéance. Les contributions reportées représentent les contributions perçues dont la période n'est pas complètement écoulée avant le dernier jour du mois précédant l'échéance de l'immatriculation et du permis de conduire.

Contributions d'assurance de capitalisation

Les contributions d'assurance de capitalisation relatives à l'immatriculation et au permis de conduire sont inscrites au résultat net de l'exercice pendant lequel elles sont reçues.

b) Revenus de placements

Ces revenus sont composés des revenus des dépôts à participation, soit les revenus nets de placements, les gains nets réalisés et les gains nets non réalisés, ainsi que des autres revenus (dépenses) d'intérêts. Ils sont inscrits au résultat net de l'exercice pendant lequel ils se produisent.

c) Indemnités

Les sommes versées aux personnes accidentées, à leurs mandataires et à leurs fournisseurs ainsi que les sommes versées aux centres hospitaliers spécialisés en traumatologie et aux centres de réadaptation sont inscrites à titre d'indemnités au résultat net de l'exercice pendant lequel elles sont déboursées.

Le coût des services de santé inscrit au résultat net de l'exercice représente la contribution du Fonds d'assurance au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec en lieu de facturation du coût des services de santé occasionnés par les accidents de la route, prévue par la Loi sur l'assurance automobile du Québec (RLRQ, c. A-25) et déterminée selon des modalités fixées par entente.

d) Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

e) Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire)

Le Fonds d'assurance présente, à titre de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire), les soldes bancaires ainsi que les dépôts à vue dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

f) Instruments financiers

Classification des instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur.

Les actifs financiers sont classés initialement dans l'une des quatre catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et actifs financiers disponibles à la vente.

Les passifs financiers sont classés initialement dans l'une des deux catégories suivantes : passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et passifs financiers évalués au coût amorti.

L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement au moment de la comptabilisation initiale. Les évaluations initiales et ultérieures des instruments financiers s'effectuent selon leur classification, comme il est décrit ci-dessous. Les catégories d'instruments financiers qui sont citées précédemment ne s'appliquent pas toutes au Fonds d'assurance.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les dépôts à participation sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La direction de la Société a choisi cette désignation puisque les dépôts à participation sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée par la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse). Les informations sur les dépôts à participation sont fournies sur cette base à la direction de la Société.

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placements de l'exercice.

Prêts et créances

Après leur comptabilisation initiale à la juste valeur, le dépôt à vue, les revenus de placements à recevoir ainsi que les créances sont évalués au coût amorti, qui est équivalent à leur coût et à leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Après leur comptabilisation initiale à la juste valeur, le découvert bancaire, les charges à payer et frais courus ainsi que le montant dû à la Société sont évalués au coût amorti, qui est équivalent à leur coût et à leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

f) Instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables soit directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement des instruments financiers selon les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de leur évaluation initiale et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

g) Immobilisations corporelles

Principes

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique, diminué du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur s'il y a lieu. Le coût tient compte de tous les frais directement attribuables à l'acquisition.

Le terrain n'est pas amorti. L'amortissement des autres immobilisations corporelles est calculé sur des composantes qui ont des durées d'utilité homogènes en recourant à la méthode linéaire, de façon à amortir le coût initial sur les durées d'utilité estimées en tenant compte, s'il y a lieu, de valeurs résiduelles. L'amortissement des immobilisations corporelles débute lorsqu'elles sont prêtes pour leur utilisation prévue.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composantes sont les suivantes :

Siège social

Fondations, structure et stationnement	75 ans
Enveloppe extérieure	45 ans
Mécanique	30 ans
Aménagements intérieurs et extérieurs	25 ans
Matériel informatique	Maximum 7 ans
Équipements	Maximum 7 ans

Les durées d'utilité, les composantes, le mode d'amortissement et les valeurs résiduelles sont revus à la fin de chaque exercice en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution technologique. L'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective. La charge d'amortissement est imputée au résultat net sous la rubrique des frais d'administration.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

h) Immobilisations incorporelles

Principes

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée comprennent celles qui sont acquises et développées à l'interne et elles sont comptabilisées au coût historique, diminué du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur s'il y a lieu. L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Développements informatiques – Interne	Maximum 10 ans
Logiciels d'application	Maximum 5 ans

Le Fonds d'assurance engage des coûts pour la conception de nouvelles technologies utilisées dans le cadre de ses activités. Ceux engagés pendant la phase de recherche sont passés en charges. Ceux engagés pendant la phase de développement sont inscrits à l'actif si certains critères, dont la faisabilité technique ainsi que l'intention et la capacité de développer et d'utiliser la technologie, sont réunis; dans le cas contraire, ils sont passés en charges.

Les durées d'utilité, le mode d'amortissement et les valeurs résiduelles sont revus à la fin de chaque exercice en tenant compte de la nature des actifs, de l'usage prévu et de l'évolution technologique. L'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective. La charge d'amortissement est imputée au résultat net sous la rubrique des frais d'administration.

i) Dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles amortissables sont examinées annuellement par la direction de la Société pour déterminer s'il existe des indices de dépréciation de ces actifs. S'il existe un tel indice, la direction de la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, celle-ci est imputée aux résultats sous la rubrique des frais d'administration dans l'exercice au cours duquel elle est déterminée. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est considérée comme la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. L'estimation des flux de trésorerie futurs fait appel à l'exercice du jugement professionnel et peut varier dans le temps. De plus, les immobilisations incorporelles non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Lorsque les événements ou les circonstances le justifient, la direction de la Société évalue si les pertes de valeur comptabilisées pourraient faire l'objet de reprises.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

j) Passif actuariel

Le passif actuariel représente le passif des contrats d'assurance, c'est-à-dire le montant nécessaire au paiement de toutes les obligations présentes, soit celles dont les montants sont engagés mais non versés, et de toutes les obligations futures, pour les accidents survenus le ou avant le 31 décembre de l'exercice. Son évaluation est produite en accord avec les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires, section générale et section applicable aux régimes publics d'assurance pour préjudices corporels, et elle satisfait aux exigences de test de suffisance du passif prescrites par les normes IFRS. Ces principes et méthodes d'évaluation sont décrits à la note 15. L'évaluation du passif actuariel prend en considération les éléments suivants :

- indemnités;
- frais d'administration nécessaires au paiement de ces indemnités;
- participation au financement du Tribunal administratif du Québec.

La variation du passif actuariel est portée au résultat net de l'exercice dans le poste «Variation du passif actuariel».

4. MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

a) Normes comptables publiées

IFRS 9 *Instruments financiers*

La norme IFRS 9 *Instruments financiers*, en remplacement de la norme IAS 39 *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, a été publiée en février 2015. L'IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, des exigences relatives à la dépréciation des actifs financiers ainsi que des exigences générales relatives à la comptabilité de couverture. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction de la Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du Fonds d'assurance. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été publiée en mai 2014. Elle établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires. Ce cadre pose comme principe fondamental que l'entité devrait comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les obligations de prestation sont remplies et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces prestations de service. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction de la Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du Fonds d'assurance. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

IFRS 16 *Contrats de location*

Cette nouvelle norme a été publiée en janvier 2016. Elle remplacera la norme actuelle (IAS 17) qui traite du même sujet. L'objectif de la norme est de comptabiliser, à quelques exceptions près, tous les contrats de location simples comme une acquisition d'actifs financée par l'émission de dette. L'actif loué devra aussi être amorti par la suite. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et son adoption anticipée est permise. La direction de la Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du Fonds d'assurance. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

4. MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES (suite)

b) Projets en cours de l'International Accounting Standards Board (IASB)

La direction de la Société suit l'évolution des projets en cours de l'IASB.

IFRS 4 Contrats d'assurance

En septembre 2016, l'IASB a publié une modification à la norme IFRS 4. La modification intitulée *Application de l'IFRS 9 Instruments financiers* et de l'IFRS 4 Contrats d'assurance offre deux options aux entités qui appliquent la norme IFRS 4. L'approche du report permet une exemption temporaire facultative de l'application de l'IFRS 9 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats entrant dans le champ d'application de l'IFRS 4, en continuant d'utiliser l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* plutôt que l'IFRS 9 pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2021. L'approche par superposition permet aux entités d'appliquer IFRS 9 en ajustant certains des effets de cette norme sur les actifs financiers désignés. Ces actifs désignés sont liés aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les dispositions de cette modification s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

En juin 2013, un deuxième exposé-sondage portant sur la phase II de la norme IFRS 4 a été publié. Celui-ci propose des méthodes pour évaluer les contrats d'assurance. De plus, il suggère de modifier la présentation des états financiers, principalement celle de l'état des résultats. La publication de la norme définitive est prévue pour 2017 et l'entrée en vigueur de cette norme s'appliquerait aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. La direction de la Société évaluera l'incidence de cette norme définitive sur les états financiers du Fonds d'assurance lorsqu'elle sera publiée.

5. CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE

	2016	2015
Contributions d'assurance de financement		
Immatriculation	548 120	601 658
Permis de conduire	415 491	430 699
	963 611	1 032 357
Contributions d'assurance de capitalisation		
Immatriculation	-	193 483
Permis de conduire	-	21 484
	-	214 967
	963 611	1 247 324

6. REVENUS DE PLACEMENTS

Les revenus des dépôts à participation au fonds particulier 307 du Fonds d'assurance à la Caisse ainsi que les autres dépenses d'intérêts se détaillent comme suit :

	2016	2015
Dépôts à participation		
Revenus nets de placements		
Revenu fixe	96 531	92 001
Actifs réels	110 036	62 844
Actions	154 369	141 784
Autres placements	19 305	(5 916)
	380 241	290 713
Gains nets réalisés ⁽¹⁾		
Revenu fixe	33 731	28 683
Actifs réels	43 455	14 731
Actions	137 038	163 967
Autres placements	(90 726)	109 056
	123 498	316 437
Gains nets non réalisés		
Revenu fixe	(9 821)	4 417
Actifs réels	67 398	157 735
Actions	130 579	173 875
Autres placements	(28 541)	2 712
	159 615	338 739
Revenus de placements des dépôts à participation	663 354	945 889
Dépenses d'intérêts		
Dépôts à découvert	(27)	(6)
Dû à la Société	(168)	(102)
	(195)	(108)
	663 159	945 781

(1) Inclut un gain sur aliénation d'unités de dépôts à participation de 26 889 000 \$ (31 décembre 2015 : 1 414 000 \$).

7. INDEMNITÉS

	2016		
	Année courante	Années antérieures	Total
Sommes versées aux personnes accidentées, à leurs mandataires et à leurs fournisseurs			
Remplacement du revenu	54 840	410 203	465 043
Décès	16 830	54 669	71 499
Préjudices non pécuniaires	5 780	92 486	98 266
Aide personnelle	2 904	56 895	59 799
Frais médicaux et paramédicaux	14 549	56 642	71 191
Frais de déplacement et de séjour	13 630	14 553	28 183
Information médicale	1 349	6 963	8 312
Adaptation de véhicules et de domiciles	179	10 525	10 704
Réintégration sociale, scolaire et professionnelle	4 938	18 504	23 442
Autres	7 684	3 744	11 428
Recours subrogatoires	(42)	(1 590)	(1 632)
	122 641	723 594	846 235
Réseau de la santé			
Coût des services de santé	73 400	30 000	103 400
Centres hospitaliers spécialisés en traumatologie	717	1 490	2 207
Centres de réadaptation	11 421	28 564	39 985
	85 538	60 054	145 592
	208 179	783 648	991 827

7. INDEMNITÉS (suite)

	2015		
	Année courante	Années antérieures	Total
Sommes versées aux personnes accidentées, à leurs mandataires et à leurs fournisseurs			
Remplacement du revenu	49 010	438 760	487 770
Décès	19 653	54 002	73 655
Préjudices non pécuniaires	6 004	106 221	112 225
Aide personnelle	2 208	55 980	58 188
Frais médicaux et paramédicaux	13 297	53 424	66 721
Frais de déplacement et de séjour	13 592	15 235	28 827
Information médicale	1 264	8 745	10 009
Adaptation de véhicules et de domiciles	165	8 107	8 272
Réintégration sociale, scolaire et professionnelle	3 037	14 094	17 131
Autres	6 693	6 062	12 755
Recours subrogatoires	(51)	(2 326)	(2 377)
	114 872	758 304	873 176
Réseau de la santé			
Coût des services de santé	73 408	32 803	106 211
Centres hospitaliers spécialisés en traumatologie	2 367	1 373	3 740
Centres de réadaptation	10 822	28 503	39 325
	86 597	62 679	149 276
	201 469	820 983	1 022 452

8. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont payés par la Société. Par la suite, ils sont répartis entre la Société et le Fonds d'assurance à l'aide de la gestion par activité. Cette méthode permet d'associer, à l'aide d'inducteurs, les dépenses d'administration de la Société aux activités réalisées par celle-ci. Ces activités sont ensuite imputées aux produits et services rattachés aux différents mandats de la Société, dont l'administration du Fonds d'assurance en qualité de fiduciaire.

	2016	2015
Traitements et charges sociales ⁽¹⁾	112 739	111 389
Rémunération des mandataires	3 804	3 859
Services administratifs et professionnels	13 295	13 690
Frais de déplacement	620	680
Frais de communication	7 533	7 665
Information et promotion	7 487	6 710
Loyers, taxes et électricité	2 620	2 770
Frais d'entretien	278	402
Mobilier, agencement et équipement	121	46
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	6 415	6 028
Matériel informatique et bureautique	208	199
Impression, fournitures et autres dépenses	3 602	4 628
Frais d'utilisation des immobilisations	8 529	9 898
Frais d'exploitation du siège social et du stationnement	8 206	8 747
Frais d'utilisation du siège social attribués à la Société	(3 909)	(4 442)
Remboursement de frais d'administration par des tiers	(415)	(700)
Total des frais d'administration attribués par la Société	171 133	171 569
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	7 675	7 079
	178 808	178 648

(1) Les frais attribués au Fonds d'assurance quant à la rémunération des principaux dirigeants sont de 1 137 000 \$ en traitements et charges sociales (31 décembre 2015 : 1 207 000 \$). Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, la présidente et chef de la direction ainsi que les vice-présidents et vice-présidentes.

La répartition des frais d'administration entre l'année courante et les années antérieures est établie d'après la dernière étude sur la ventilation des frais d'administration, qui tient compte de la gestion par activité et de l'effort relatif à l'administration de chaque dossier.

	2016	2015
Année courante	109 929	110 581
Années antérieures	68 879	68 067
	178 808	178 648

9. PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Le financement du Tribunal administratif du Québec par les organismes utilisateurs est prévu par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, c. J-3). Un décret annuel fixe la participation de chaque organisme. La participation du Fonds d'assurance est répartie entre l'année courante et les années antérieures selon les mandats imputés au prorata des volumes de dossiers. La quote-part imputée à l'année courante concerne les activités d'évaluation médicale et de sanction des conducteurs. Celle des années antérieures concerne l'indemnisation.

	2016	2015
Année courante	2 602	2 931
Années antérieures	11 246	11 214
	13 848	14 145

10. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net au fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la Caisse attribue au Fonds d'assurance les revenus nets de placements du fonds particulier.

L'information suivante provient des états financiers du fonds particulier 307 :

	2016	2015
Placements à la juste valeur	11 276 423	10 841 130
Revenus de placements à recevoir	40 118	63 723
Revenus de placements à verser au Fonds d'assurance ⁽¹⁾	(45 371)	(121 561)
Autres	(10 440)	36 894
Dépôts à participation	11 260 730	10 820 186

(1) Le montant figurant dans l'état de la situation financière inclut un montant à payer pour les dépôts à vue de 4 000 \$ (31 décembre 2015 : 7 000 \$ à recevoir).

10. DÉPÔTS À PARTICIPATION (SUITE)

Les placements à la juste valeur se détaillent selon les catégories suivantes :

	2016	2015
Placements à la juste valeur		
Placements à revenu fixe		
<i>Unités de participation de portefeuilles spécialisés</i>		
Valeurs à court terme	239 261	211 518
Obligations	2 660 594	2 683 279
Obligations à rendement réel	1 083 908	1 087 311
Dettes immobilières	559 419	452 941
	4 543 182	4 435 049
Actifs réels		
<i>Unités de participation de portefeuilles spécialisés</i>		
Infrastructures	691 131	664 057
Immeubles	1 598 819	1 476 868
	2 289 950	2 140 925
Actions		
<i>Unités de participation de portefeuilles spécialisés</i>		
Actions canadiennes ⁽¹⁾	-	396 695
Actions Qualité mondiale ⁽¹⁾	-	1 697 814
Actions américaines ⁽¹⁾	-	356 672
Actions étrangères de l'Europe, de l'Australasie et de l'Extrême-Orient (EAEQ) ⁽¹⁾	-	238 577
Actions des marchés en émergence (ME) ⁽¹⁾	-	500 858
Marchés boursiers ⁽¹⁾	3 297 798	-
Placements privés	1 085 396	989 036
	4 383 194	4 179 652
Autres placements		
<i>Unités de participation de portefeuilles spécialisés</i>		
Répartition de l'actif	57 440	79 995
Stratégies actives de superposition	26 656	20 631
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	7 723	4 912
<i>Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général</i>	(1 751)	11 241
<i>Instruments financiers dérivés</i>	(29 971)	(31 275)
	60 097	85 504
Total des placements à la juste valeur	11 276 423	10 841 130

(1) Le 1^{er} janvier 2016, les portefeuilles spécialisés Actions canadiennes, Actions Qualité mondiale, Actions américaines, Actions étrangères de l'Europe, de l'Australasie et de l'Extrême-Orient ainsi que les actions des marchés en émergence ont été regroupés dans le nouveau portefeuille spécialisé Marchés boursiers.

Les dépôts à participation sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur définie à la note 3f). Au cours des exercices 2016 et 2015, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain	Siège social ⁽¹⁾	Matériel informatique	Équipements	Total
Coût					
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	6 105	99 209	-	-	105 314
Transfert de la Société ⁽²⁾	-	-	264	32	296
Acquisitions	-	300	205	-	505
Dispositions	-	(6)	-	-	(6)
Solde au 31 décembre 2015	6 105	99 503	469	32	106 109
Acquisitions	-	984	-	-	984
Radiation	-	(9)	-	-	(9)
Solde au 31 décembre 2016	6 105	100 478	469	32	107 084
Amortissement cumulé					
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	-	39 002	-	-	39 002
Amortissement	-	2 485	61	16	2 562
Solde au 31 décembre 2015	-	41 487	61	16	41 564
Amortissement	-	2 316	110	16	2 442
Solde au 31 décembre 2016	-	43 803	171	32	44 006
Valeur comptable nette					
Au 31 décembre 2015	6 105	58 016	408	16	64 545
Au 31 décembre 2016	6 105	56 675	298	-	63 078

(1) Le siège social est détenu en vertu d'un contrat de copropriété divisé avec la Ville de Québec. Le Fonds d'assurance a la propriété exclusive du complexe du siège social à l'exception des aires communes, où il détient 86,5% des droits indivis. Des travaux pour le siège social d'une valeur de 971 000 \$ sont en voie de réalisation en date du 31 décembre 2016 et ne sont pas amortis à cette date (31 décembre 2015 : 253 000 \$).

(2) Par suite de la révision du partage des activités entre la Société et le Fonds d'assurance effectuée en 2015.

Des immobilisations corporelles d'une valeur de 975 000 \$ au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 801 000 \$) sont inscrites dans le « Dû à la Société ».

12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciel d'application	Développements informatiques	Total
Coût			
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	-	-	-
Transfert de la Société ⁽¹⁾	47	33 225	33 272
Développement à l'interne	-	6 332	6 332
Dispositions	(32)	-	(32)
Solde au 31 décembre 2015	15	39 557	39 572
Développement à l'interne	-	5 504	5 504
Radiations	-	(13)	(13)
Solde au 31 décembre 2016	15	45 048	45 063
Amortissement cumulé			
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	-	-	-
Amortissement	41	4 476	4 517
Dispositions	(26)	-	(26)
Solde au 31 décembre 2015	15	4 476	4 491
Amortissement	-	5 233	5 233
Radiations	-	(13)	(13)
Solde au 31 décembre 2016	15	9 696	9 711
Valeur comptable nette			
Au 31 décembre 2015	-	35 081	35 081
Au 31 décembre 2016	-	35 352	35 352

(1) Par suite de la révision du partage des activités entre la Société et le Fonds d'assurance effectué en 2015.

Des immobilisations incorporelles d'une valeur de 5 504 000 \$ au 31 décembre 2016 sont inscrites dans le « Dû à la Société » (2015 : 39 604 000 \$).

Des développements informatiques d'une valeur de 667 000 \$ sont en voie de réalisation en date du 31 décembre 2016 et ne sont pas amortis à cette date (2015 : 6 353 000 \$). Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2016.

13. DÉCOUVERT BANCAIRE

Le découvert bancaire figurant dans les états de la situation financière et des flux de trésorerie comprend les montants suivants :

	2016	2015
Solde bancaires à découvert	-	2 282
Dépôts à découvert ⁽¹⁾	39 992	-
Découvert bancaire	39 992	2 282

(1) Les dépôts à découvert au fonds général de la Caisse portent intérêt au taux annuel de rendement établi quotidiennement par la Caisse et majoré de 0,05 %. Le taux des dépôts à découvert est de 0,55 % au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 0,55 %).

14. DÛ À LA SOCIÉTÉ

Le montant dû à la Société est remboursable sur demande lorsque les besoins de liquidités de la Société le requièrent et porte intérêt au taux mensuel moyen applicable à la marge de crédit dont dispose la Société auprès de la Caisse. Le taux de la marge de crédit est de 0,55 % au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 0,55 %).

15. PASSIF ACTUARIEL

Principes et méthode d'évaluation

Le passif actuariel représente le montant qui, en considérant les revenus de placements futurs, est suffisant pour couvrir le paiement des obligations relatives aux accidents survenus le ou avant le 31 décembre de l'exercice. Il est établi sur la base des pratiques actuarielles reconnues selon les normes de l'Institut canadien des actuaires. Le passif actuariel est constitué de plusieurs composantes d'indemnités ou de frais qui sont évaluées distinctement et qui font l'objet de regroupements aux fins de présentation des états financiers. Une projection explicite des montants à déboursier, basée sur les hypothèses les plus probables de chacune des composantes, permet d'en déterminer le niveau.

La méthode d'évaluation de chaque composante du passif actuariel est déterminée de manière à refléter le type de composante ainsi que l'information historique et prospective disponible au moment de l'établissement du passif actuariel. À moins d'indication contraire, la méthode d'évaluation demeure la même d'une évaluation à l'autre.

Certaines composantes sont évaluées sur une base individuelle. La majorité des composantes relatives aux indemnités de remplacement du revenu sont établies selon le montant de la rente et un facteur de rente. Ce facteur varie selon l'âge, le sexe ainsi que les probabilités de mortalité et d'amélioration ou d'aggravation de l'état de la personne indemnisée.

Certaines composantes sont évaluées sur la base de l'évolution des montants déboursés ou du nombre de personnes indemnisées, ou des deux, par année d'accident et par année de paiement. D'autres sont évaluées selon une approche globale de projection des montants à déboursier, et combinées à une répartition par année d'accident basée sur des proportions historiques ou des études actuarielles.

Hypothèses

Les hypothèses sous-jacentes à la projection des montants à déboursier de chacune des composantes sont établies sur la base de la meilleure estimation. Aucune marge explicite pour écarts défavorables n'est appliquée. Ces hypothèses comprennent notamment le taux d'actualisation et le taux d'inflation. Pour les composantes qui sont évaluées sur une base individuelle, ces hypothèses comprennent également les taux de mortalité et les taux de persistance de l'invalidité relativement aux indemnités de remplacement du revenu. Pour les composantes qui ne sont pas évaluées sur une base individuelle, ces hypothèses peuvent également comprendre le choix des périodes de référence dans le calcul des moyennes et le mode de reconnaissance des tendances observées, le profil moyen des personnes à indemniser, les taux de mortalité, les pourcentages moyens applicables aux indemnités maximales payables de même que les répartitions par année d'accident.

Toutes les hypothèses sont révisées au minimum une fois tous les trois ans afin de refléter les tendances récentes et les variations statistiques. Les hypothèses découlent principalement de l'expérience propre du Fonds d'assurance. Cependant, lorsque ces hypothèses se basent sur des données externes, elles sont ajustées afin de refléter l'expérience du Fonds d'assurance.

L'hypothèse de frais d'administration représente, par année depuis l'accident, l'effort futur relatif à l'administration de chaque dossier selon l'expérience propre du Fonds d'assurance.

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)

Hypothèses (suite)

Taux d'actualisation

Au 31 décembre 2016, l'hypothèse de taux d'actualisation est établie à 5,57 % (31 décembre 2015 : 5,060 %).

Ce taux considère notamment le contexte global du régime d'assurance, la politique de placement ainsi que les taux prévus de rendement à long terme reproduisant l'effet du taux d'inflation et du taux de rendement réel. Le taux de rendement réel constitue une hypothèse économique déterminante puisque l'évaluation du passif actuariel tient compte de l'inflation pour la revalorisation future des différentes composantes. En date du 31 décembre 2016, le taux de rendement réel est établi à 3,50 % (31 décembre 2015 : 3,00 %).

Taux d'inflation

Les différentes composantes d'indemnités sont revalorisées annuellement afin de refléter la variation de l'indice des prix à la consommation. Au 31 décembre 2016, le taux d'inflation est établi à 1,4 % pour l'année 2017 (31 décembre 2015 : 1,2 % pour l'année 2016) et à 2,0 % pour les années subséquentes (31 décembre 2015 : 2,0 %). Pour tenir compte des caractéristiques qui leur sont propres, certaines composantes sont évaluées avec une hypothèse d'inflation spécifique à long terme.

Taux de mortalité

Les taux de mortalité représentent la survenance du décès des personnes indemnisées par le Fonds d'assurance. Ils s'appuient sur des tables conçues par Retraite Québec dans le cadre de l'expertise actuarielle au 31 décembre 2015 pour le régime de rentes du Québec. Des ajustements à ces taux sont apportés en fonction de l'expérience propre du Fonds d'assurance.

Taux de persistance d'invalidité

Les taux de persistance d'invalidité représentent l'effet net de l'aggravation et de l'amélioration de l'état des personnes indemnisées sur les indemnités de remplacement du revenu versées. Ils tiennent compte des hypothèses d'invalidité permanente et temporaire. Ils se basent sur l'expérience propre du Fonds d'assurance.

Sensibilité des hypothèses

Les analyses de sensibilité sont effectuées annuellement afin de quantifier l'effet financier des différentes hypothèses sur le passif actuariel et le résultat net de l'exercice. Les analyses présentées ci-dessous sont celles qui ont le plus d'incidence financière sur le passif actuariel et le résultat net de l'exercice.

Taux d'actualisation

Une augmentation immédiate et soutenue de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une baisse de 204 946 000 \$ du passif actuariel et une hausse équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 224 877 000 \$). Une réduction immédiate et soutenue de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une hausse de 215 667 000 \$ du passif actuariel et une réduction équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 237 077 000 \$).

Taux d'inflation

Une augmentation immédiate et soutenue de 0,25 % du taux d'inflation à long terme entraînerait une hausse de 211 823 000 \$ du passif actuariel et une réduction équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 232 034 000 \$). Une réduction immédiate et soutenue de 0,25 % du taux d'inflation à long terme entraînerait une baisse de 201 977 000 \$ du passif actuariel et une hausse équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 220 902 000 \$).

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)**Sensibilité des hypothèses (suite)***Taux de mortalité*

Au 31 décembre 2016, une diminution (augmentation) immédiate et soutenue de 10 % des taux de mortalité entraînerait une hausse (baisse) de 96 867 000 \$ du passif actuariel et une baisse (augmentation) équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 101 009 000 \$).

Taux de persistance d'invalidité

Au 31 décembre 2016, une augmentation (diminution) immédiate et soutenue de 10 % des taux de persistance d'invalidité dans les dix premières années suivant l'accident, pour les personnes indemnisées recevant une indemnité de remplacement du revenu, entraînerait une hausse (baisse) de 85 149 000 \$ du passif actuariel et une réduction (hausse) équivalente du résultat net de l'exercice (31 décembre 2015 : 84 987 000 \$).

Composition du passif actuariel

	2016		
	Année courante	Années antérieures	Total
Sommes à verser aux personnes accidentées, à leurs mandataires et à leurs fournisseurs			
Remplacement du revenu	287 638	3 902 411	4 190 049
Décès	20 743	506 555	527 298
Préjudices non pécuniaires	99 405	255 170	354 575
Aide personnelle	25 341	947 049	972 390
Frais médicaux et paramédicaux	55 762	752 282	808 044
Frais de déplacement et de séjour	13 249	148 330	161 579
Information médicale	5 723	21 723	27 446
Adaptation de véhicules et de domiciles	6 538	139 282	145 820
Réintégration sociale, scolaire et professionnelle	17 618	60 454	78 072
Autres	4 076	21 734	25 810
Recours subrogatoires	(2 155)	(6 187)	(8 342)
	533 938	6 748 803	7 282 741
Réseau de la santé			
Coût des services de santé	32 103	385 150	417 253
Centres hospitaliers spécialisés en traumatologie	3 971	182	4 153
Centres de réadaptation	29 531	61 181	90 712
	65 605	446 513	512 118
Frais d'administration	64 682	294 076	358 758
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	10 680	53 856	64 536
Total	674 905	7 543 248	8 218 153

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)

Composition du passif actuariel (suite)

	2015		
	Année courante	Années antérieures	Total
Sommes à verser aux personnes accidentées, à leurs mandataires et à leurs fournisseurs			
Remplacement du revenu	274 494	4 095 700	4 370 194
Décès	18 120	542 231	560 351
Préjudices non pécuniaires	97 695	258 059	355 754
Aide personnelle	27 099	1 006 031	1 033 130
Frais médicaux et paramédicaux	59 460	825 473	884 933
Frais de déplacement et de séjour	12 797	149 572	162 369
Information médicale	7 934	28 477	36 411
Adaptation de véhicules et de domiciles	6 155	113 587	119 742
Réintégration sociale, scolaire et professionnelle	15 967	59 394	75 361
Autres	3 974	22 644	26 618
Recours subrogatoires	(2 463)	(7 044)	(9 507)
	521 232	7 094 124	7 615 356
Réseau de la santé			
Coût des services de santé	34 855	397 620	432 475
Centres hospitaliers spécialisés en traumatologie	1 696	72	1 768
Centres de réadaptation	29 332	64 856	94 188
	65 883	462 548	528 431
Frais d'administration	61 707	296 207	357 914
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	11 364	56 925	68 289
Total	660 186	7 909 804	8 569 990

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)**Évolution du passif actuariel**

L'évolution du passif actuariel représente (la diminution) l'augmentation du passif actuariel entre l'exercice courant et l'exercice précédent.

	2016	2015
Solde au début	8 569 990	8 165 965
Variation du passif actuariel		
Année courante		
Augmentation liée aux accidents de l'année courante	698 449	648 999
(Diminution) Augmentation liée aux hypothèses économiques	(23 544)	11 187
	674 905	660 186
Années antérieures		
Baisse attendue résultant de l'indemnisation au cours de l'exercice basée sur l'évaluation précédente	(505 657)	(493 558)
Écarts d'expérience⁽¹⁾		
Économiques	(43 960)	(56 524)
Non économiques	(73 596)	(8 043)
	(117 556)	(64 567)
Modifications aux méthodes et aux hypothèses actuarielles⁽²⁾		
Hypothèses économiques	(428 932)	218 158
Hypothèses de mortalité	49 893	-
Hypothèses d'invalidité	-	(148)
Lois, règlements et pratiques	(1 688)	96 335
Méthodes et autres hypothèses actuarielles	(22 802)	(12 381)
	(403 529)	301 964
Total années antérieures	(1 026 742)	(256 161)
Variation du passif actuariel	(351 837)	404 025
Solde à la fin	8 218 153	8 569 990

(1) Les écarts d'expérience sont obtenus en évaluant l'impact des résultats de l'exercice sur le passif actuariel attendu, comme déterminé lors de l'exercice précédent.

Les écarts d'expérience économiques de l'exercice résultent de l'impact du taux d'inflation au 1^{er} janvier de l'exercice suivant la date d'évaluation par rapport au taux d'inflation attendu ainsi que de l'entrée en vigueur de nouvelles règles fiscales, le cas échéant. Au 1^{er} janvier 2017, le taux d'inflation est de 1,4 % (1^{er} janvier 2016 : 1,2 %) par rapport au taux d'inflation attendu de 2,0 %.

Les écarts d'expérience non économiques résultent de l'impact des montants versés et du nombre de personnes indemnisées au cours de l'exercice par rapport à ceux attendus.

(2) Les écarts découlant des modifications aux méthodes et aux hypothèses actuarielles résultent de la révision des méthodes actuarielles d'évaluation et des hypothèses actuarielles.

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)

Évolution du coût lié à l'indemnisation

Le coût d'une année d'accident représente la valeur actualisée des montants déboursés et à déboursier (passif actuariel) pour les personnes accidentées, leurs mandataires et leurs fournisseurs, le réseau de la santé, la participation au financement du Tribunal administratif du Québec ainsi que les frais d'administration de cette même année d'accident.

	Année d'accident				
	2007	2008	2009	2010	2011
Coût présenté initialement⁽¹⁾	1 068 499	958 219	919 227	916 414	862 794
Montants déboursés cumulatifs					
Dans l'année	257 477	256 259	248 094	262 308	281 897
Un an après	466 754	465 979	449 906	474 512	469 245
Deux ans après	593 656	579 396	559 398	585 592	577 003
Trois ans après	668 301	644 835	611 759	653 372	642 297
Quatre ans après	714 778	680 259	650 390	696 949	685 515
Cinq ans après	742 004	713 516	680 136	727 835	716 406
Six ans après	772 369	739 117	703 400	749 893	
Sept ans après	797 705	761 160	720 516		
Huit ans après	821 918	778 415			
Neuf ans après	840 397				
Passif actuariel au 31 décembre 2016	244 697	224 956	214 722	235 746	258 962
Coût révisé⁽¹⁾					
Un an après	998 114	938 949	881 766	868 141	879 380
Deux ans après	963 945	919 549	839 472	888 028	846 301
Trois ans après	944 294	883 313	838 983	861 053	862 070
Quatre ans après	910 504	882 511	804 318	876 640	880 839
Cinq ans après	904 768	860 499	813 818	884 765	860 961
Six ans après	901 938	867 987	823 272	860 365	
Sept ans après	908 810	874 929	805 680		
Huit ans après	922 796	850 705			
Neuf ans après	900 966				
Effet de l'actualisation⁽²⁾					
Passif actuariel	[98 481]	[83 049]	[71 726]	[70 005]	[66 758]
Montants déboursés cumulatifs	[85 647]	[69 617]	[57 832]	[55 269]	[47 649]
Excédent (insuffisance) du coût initial par rapport au coût révisé	167 533	107 514	113 547	56 049	1 833
Portion du coût révisé à déboursier⁽³⁾	16,2%	16,7%	17,7%	19,3%	22,3%

(1) Le coût est évalué à la date moyenne d'accident, au taux d'actualisation du passif actuariel.

(2) Cet effet résulte de l'actualisation à la date moyenne de l'accident.

(3) Ce ratio correspond à la somme du passif actuariel au 31 décembre et de l'effet de l'actualisation sur le passif actuariel, divisée par le coût révisé.

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)

Évolution du coût lié à l'indemnisation (suite)

	Année d'accident				
	2012	2013	2014	2015	2016
Coût présenté initialement⁽¹⁾	877 973	840 365	875 909	957 780	976 123
Montants déboursés cumulatifs					
Dans l'année	300 127	289 882	295 040	314 981	320 709
Un an après	486 534	479 645	478 322	506 517	
Deux ans après	598 934	591 515	576 254		
Trois ans après	663 441	648 780			
Quatre ans après	703 914				
Cinq ans après					
Six ans après					
Sept ans après					
Huit ans après					
Neuf ans après					
Passif actuariel au 31 décembre 2016	266 772	295 345	332 723	451 586	674 905
Coût révisé⁽¹⁾					
Un an après	854 725	876 000	892 407	911 377	
Deux ans après	874 096	903 056	845 820		
Trois ans après	899 471	861 602			
Quatre ans après	872 740				
Cinq ans après					
Six ans après					
Sept ans après					
Huit ans après					
Neuf ans après					
Effet de l'actualisation⁽²⁾					
Passif actuariel	(57 742)	(51 037)	(42 166)	(35 264)	(18 046)
Montants déboursés cumulatifs	(40 204)	(31 486)	(20 991)	(11 462)	(1 445)
Excédent (insuffisance) du coût initial par rapport au coût révisé	5 233	(21 237)	30 089	46 403	-
Portion du coût révisé à débours⁽³⁾	24,0 %	28,4 %	34,4 %	45,7 %	67,3 %

(1) Le coût est évalué à la date moyenne d'accident, au taux d'actualisation du passif actuariel.

(2) Cet effet résulte de l'actualisation à la date moyenne de l'accident.

(3) Ce ratio correspond à la somme du passif actuariel au 31 décembre et de l'effet de l'actualisation sur le passif actuariel, divisée par le coût révisé.

15. PASSIF ACTUARIEL (suite)

Montants à déboursier associés au passif actuariel

Le passif actuariel se compose de montants estimés déterminés d'après des hypothèses en tenant compte de l'effet de l'actualisation. Ainsi, les montants réellement déboursés seront différents de ceux projetés. La projection des montants à déboursier associés au passif actuariel au 31 décembre 2016 est présentée dans le tableau suivant.

	2017	2018	2019	2020	2021 et plus	Total
Montants à déboursier associés au passif actuariel						
Personnes accidentées, leurs mandataires et leurs fournisseurs	766 695	646 836	580 110	545 000	13 032 681	15 571 322
Réseau de la santé	67 879	33 206	23 881	23 001	1 628 184	1 776 151
Frais d'administration	73 767	48 405	35 680	29 235	496 583	683 670
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	11 421	11 563	10 532	8 811	42 072	84 399
	919 762	740 010	650 203	606 047	15 199 520	18 115 542
Effet de l'actualisation					(9 897 389)	
Passif actuariel au 31 décembre 2016						8 218 153

16. GESTION DU CAPITAL

Politique de capitalisation

La politique de capitalisation constitue un guide pour une gestion rigoureuse et transparente de l'équilibre financier du Fonds d'assurance. Elle porte sur le financement des coûts, sur la capitalisation des engagements et sur la gestion des gains et des pertes annuels. Elle respecte les dispositions de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et de la Loi sur l'assurance automobile du Québec.

La politique de capitalisation vise le juste équilibre durable entre la tarification, la couverture d'assurance et la sécurité routière, en s'appuyant pour les contributions d'assurance sur les principes suivants :

- autofinancement : les contributions d'assurance visent à couvrir les coûts d'une nouvelle année d'accident;
- incitation à la prudence : en vertu de son rôle d'assureur public, la Société met à profit tous les moyens dont elle dispose pour encourager les bons comportements routiers et dissuader les comportements risqués;
- contributions reflétant le risque : les contributions d'assurance visent à refléter le risque des différentes classes de cotisants;

16. GESTION DU CAPITAL (suite)

Politique de capitalisation (suite)

- stabilité : les contributions d'assurance doivent être fixées de façon à éviter les fortes fluctuations;
- non-discrimination : les contributions d'assurance sont fixées sans égard à l'âge, au sexe ou à la région;
- répartition des coûts d'un accident à parts égales entre les véhicules impliqués : les victimes de la route sont indemnisées sans égard à la responsabilité et la tarification des contributions d'assurance vise à refléter ce principe en répartissant les coûts d'un accident à parts égales entre les véhicules impliqués.

La politique de capitalisation prévoit principalement les dispositions suivantes :

- corridor de stabilisation de 100 % à 120 % visant à maintenir une stabilité des contributions d'assurance, à l'intérieur duquel aucun amortissement n'est nécessaire pour le processus de révision des contributions d'assurance;
- si le taux de capitalisation se trouve à l'extérieur du corridor de stabilisation, possibilité d'un amortissement par des contributions aux fins de capitalisation afin de viser le retour du taux de capitalisation à l'intérieur du corridor de stabilisation. Les contributions aux fins de capitalisation peuvent prendre la forme de remises;
- en ce qui concerne les gains et pertes annuels à compter de 2011 :
 - les sources d'écarts sont les gains et les pertes économiques, les gains et les pertes d'expérience de l'année courante, et les gains et les pertes d'expérience des années antérieures;
 - par source d'écarts, chaque cumul porte intérêt au taux d'évaluation du passif actuariel, se majore de ses gains et de ses pertes annuels, et est progressivement amorti au moyen des contributions aux fins de capitalisation;
 - tout amortissement vise le retour du taux de capitalisation à l'intérieur du corridor de stabilisation et est établi selon le montant total à amortir et la durée de l'amortissement;
 - le montant total à amortir tient compte, notamment, de l'écart entre le taux de capitalisation et la borne du corridor de stabilisation la plus près, des amortissements déjà prévus, de la ou des sources d'écarts visées par l'amortissement, ainsi que de tout autre événement subséquent significatif;
 - la durée de l'amortissement tient notamment compte de l'importance du montant total à amortir et des obligations légales;
 - le niveau des contributions aux fins de capitalisation découle du montant total à amortir et de la durée de l'amortissement, en considérant les hypothèses économiques d'évaluation du passif actuariel ainsi que les hypothèses de progression du nombre de cotisants;
 - les contributions aux fins de capitalisation sont déterminées en tenant compte notamment du nombre attendu de cotisants pour la période visée et des modes d'attribution entre les différentes catégories de cotisants;
- en ce qui concerne le déficit cumulé en date du 31 décembre 2010 :
 - le déficit cumulé en date du 31 décembre 2010 de 1 572 979 000 \$ porte intérêt au taux d'actualisation du passif actuariel et est complètement éliminé en date du 31 décembre 2015 au moyen des affectations et des contributions suivantes, mettant fin à cette mesure temporaire :
 - gains d'expérience de l'année courante pour les exercices 2011 à 2015;
 - contributions aux fins de capitalisation fixes pour toutes les classes d'immatriculation et toutes les classes de permis de conduire cessant d'être applicables dès 2016;
- processus de révision des contributions d'assurance effectué au moins une fois tous les trois ans.

16. GESTION DU CAPITAL (suite)

Politique de capitalisation (suite)

Au 31 décembre 2016, le taux de capitalisation est de 132 % [31 décembre 2015 : 122 %] et le taux de financement de l'exercice est de 101 % [31 décembre 2015 : 110 %].

L'évolution des excédents (déficits) cumulés, présentée ci-dessous, permet de suivre l'application de la politique de capitalisation.

2016				
	Excédent cumulé lié aux gains (pertes)			Total
	économiques	d'expérience des années courantes	d'expérience des années antérieures	
SOLDE AU DÉBUT	1 244 724	58 483	675 516	1 978 723
Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation				
Intérêts	62 983	2 959	34 181	100 123
Excédent relatif à l'exercice courant	587 994	6 228	100 812	695 034
Résultat net et résultat global de l'exercice	650 977	9 187	134 993	795 157
SOLDE À LA FIN	1 895 701	67 670	810 509	2 773 880

2015					
	Déficit cumulé du 31 décembre 2010	Excédent cumulé lié aux gains (pertes)			Total
		économiques	d'expérience des années courantes	d'expérience des années antérieures	
SOLDE AU DÉBUT	(260 490)	953 359	-	710 677	1 403 546
Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation					
Contributions d'assurance de capitalisation	214 967	-	-	-	214 967
Intérêts	(8 206)	50 671	-	37 772	80 237
	206 761	50 671	-	37 772	295 204
Excédent relatif à l'exercice courant	-	240 694	112 212	(72 933)	279 973
Résultat net et résultat global de l'exercice	206 761	291 365	112 212	(35 161)	575 177
Affectation des excédents	53 729 ⁽¹⁾	-	(53 729)	-	-
	260 490	291 365	58 483	(35 161)	575 177
SOLDE À LA FIN	-	1 244 724	58 483	675 516	1 978 723

(1) L'affectation des excédents au déficit cumulé du 31 décembre 2010 découle des modalités de la politique de capitalisation.

L'obligation légale de financement de l'année courante, telle que définie à la note 1, est respectée. Les contributions d'assurance ont été établies sur une base de plein financement.

L'obligation légale de pleine capitalisation, telle que définie à la note 1, est respectée.

17. ENGAGEMENTS

Contrats de services informatiques et autres

La Société, à titre de fiduciaire, est engagée en vertu de divers contrats de services informatiques et autres qui sont liés à des projets d'investissement du Fonds d'assurance pour une somme minimale estimée à 3 034 000 \$ au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 5 243 000 \$). Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2024 et se répartissent comme suit :

2017	927 000 \$
2018	779 000
2019	257 000
2020	257 000
2021	208 000
2022 et exercices suivants	606 000

18. PASSIFS ÉVENTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Société, à titre de fiduciaire, est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires pour le Fonds d'assurance. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation du Fonds d'assurance.

19. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le Fonds d'assurance est lié à la Société, qui en est la fiduciaire. Les opérations avec la Société sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles avaient été effectuées avec des parties non liées et elles sont présentées dans le corps même des états financiers.

20. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 3 mars 2017, conformément au processus d'appel d'offres pour l'acquisition par la Société d'une suite de progiciels de gestion intégrés, l'alliance constituée par le fournisseur de progiciel et l'intégrateur a été sélectionnée. Le Fonds d'assurance sera facturé par la Société pour la portion qui lui est attribuable selon la méthode de prix de revient, au coût complet, incluant les frais de financement afférents.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a mis en place des politiques et procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

Le Fonds d'assurance s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la Caisse. Cette politique a pour but de permettre au Fonds d'assurance de contribuer à l'atteinte de la pleine capitalisation, à l'aide d'une allocation d'actifs optimale qui tient compte des objectifs et spécificités propres à celui-ci, soit :

- de réduire la volatilité de l'écart entre l'actif et le passif du Fonds d'assurance, tout en minimisant les contributions d'assurance pour un niveau de risque acceptable;
- de prendre en compte les placements sensibles à l'inflation, considérant l'impact qu'a cette dernière sur le passif actuariel;
- de diminuer l'exposition au risque d'événements conduisant à des pertes financières majeures à moyen terme;
- d'adopter une approche dynamique de gestion de l'actif à l'aide d'une révision annuelle de son allocation optimale.

La politique établit également un portefeuille de référence qui indique l'allocation cible de l'actif du Fonds d'assurance entre les divers portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse ainsi que des limites minimales et maximales.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement établit les principes, le modèle de gestion, les types de placements autorisés, l'indice de référence, l'objectif de rendement ainsi que les limites de risque. Les gestionnaires de la Caisse connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes de gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Dépôts à participation

Le portefeuille de référence établit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence. La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds d'assurance influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)**Risque de marché (suite)**

Dépôts à participation (suite)

Au 31 décembre 2016, la composition du portefeuille de référence en pourcentage des dépôts à participation, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Composition du portefeuille	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %
Revenu fixe			
Valeurs à court terme	0,00	1,00	8,00
Obligations	16,00	24,00	36,00
Dettes immobilières	1,00	5,00	8,00
	22,00	30,00	47,00
Placements sensibles à l'inflation			
Obligations à rendement réel	0,00	10,00	13,00
Infrastructures	4,00	7,00	10,00
Immeubles	10,00	14,00	17,00
	23,00	31,00	39,00
Actions			
Marchés boursiers	19,00	29,00	39,00
Placements privés	7,00	10,00	13,00
	29,00	39,00	49,00
Autres placements			
Stratégies actives de superposition	0,00	0,00	1,00
Répartition de l'actif	0,00	0,00	1,00
	0,00	0,00	2,00
Total		100,00	
Exposition aux devises			
Exposition à la devise américaine	11,00	16,00	21,00
Exposition aux devises EAEO	7,00	12,00	17,00
	18,00	28,00	38,00
Stratégies de superposition			
Taux d'intérêt 10 ans	-5,00	-3,00	0,00
Taux d'intérêt 30 ans	-5,00	-3,00	0,00
	-10,00	-6,00	0,00

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Dépôts à participation (suite)

Le risque de marché du fonds particulier 307 est mesuré par la Caisse au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel du fonds particulier 307, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel du fonds particulier 307 pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée par la Caisse pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier 307 subirait si cet événement se produisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du fonds particulier 307 pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier 307;
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier 307;
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier 307. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier 307 sont mesurés régulièrement par la Caisse.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier 307 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier 307 investit. Ainsi, le fonds particulier 307 est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier 307.

Au 31 décembre 2016, le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier 307, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, sont respectivement de 21,1 %, de 21,5 % et de 3,0 % (31 décembre 2015 : 21,2 %, 21,6 % et 2,5 %).

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Dépôts à participation (suite)

Par ailleurs, la Caisse mentionne dans ses états financiers des éventualités découlant de garanties qu'elle a émises pour les billets à terme adossés à des actifs (BTAA). La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 307 s'élève à 304 285 000 \$ au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 304 285 000 \$).

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dépôts à participation

Le risque de change est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier 307.

Au 31 décembre 2016, les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse auxquels le fonds particulier 307 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés sont couverts en tout ou en partie contre les fluctuations de devises. De plus, les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le Fonds particuliers 307 pour atteindre l'exposition désirée à la devise EU et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise EU et sur les devises de la zone EAEO à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

Le Fonds d'assurance établit une exposition de référence à la devise EU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2016, l'exposition de référence par rapport aux devises, en pourcentage des dépôts à participation, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible sont présentées dans le précédent tableau « Composition du portefeuille ». Par ailleurs, l'exposition nette aux devises du fonds particulier 307, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage des dépôts à participation, est de 68 % (2015 : 65 %) pour le dollar canadien et de 32 % (2015 : 35 %) pour les autres devises.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, le fonds particulier 307, par l'intermédiaire de la Caisse, effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés aux fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés. Le fonds particulier 307 a notamment recours à des contrats de change à terme de gré à gré, c'est-à-dire à des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Le montant nominal de référence est le montant auquel le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des contrats de change à terme de gré à gré est nulle (31 décembre 2015 : actif net de 1 534 000 \$) et le montant nominal de référence est également nul (31 décembre 2015 : 975 676 000 \$).

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Dépôts à participation

Le risque de taux d'intérêt est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier 307.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, le fonds particulier 307, par l'intermédiaire de la Caisse, effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés aux fins de gestion des risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt. Il a notamment recours à des trocs de taux d'intérêt, c'est-à-dire à des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux parties d'échanger des flux monétaires selon des modalités déterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, un taux d'intérêt et une durée. Dans le cadre de ces contrats, une partie est tenue de payer un taux d'intérêt fixe en échange d'un taux d'intérêt variable calculé à partir d'un montant nominal de référence. Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Au 31 décembre 2016, l'exposition de référence par rapport aux taux d'intérêt, en pourcentage des dépôts à participation, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible sont présentées dans le précédent tableau « Composition du portefeuille » à titre de stratégies de superposition.

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des trocs de taux d'intérêt est un passif net de 29 971 000 \$ (31 décembre 2015 : passif net de 32 809 000 \$) et le montant nominal de référence est de 590 819 000 \$ (31 décembre 2015 : 590 819 000 \$).

Autres actifs et passifs financiers

Les dépôts à vue (dépôts à découvert) et le dû à la Société portent intérêt à taux variable. Il en résulte un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront encaissés ou versés relativement à ces actifs et passifs financiers. L'effet net, tant sur ces actifs (excluant les dépôts à participation) que sur ces passifs financiers, d'une augmentation (réduction) immédiate et soutenue de 0,25 % des taux d'intérêt est d'augmenter (de réduire) les charges d'intérêts de 89 000 \$ (31 décembre 2015 : 30 000 \$).

Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Dépôts à participation

Le risque de prix est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier 307.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, le fonds particulier 307, par l'intermédiaire de la Caisse, effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés aux fins de gestion des risques liés aux fluctuations du cours des actions. Il a notamment recours à des contrats d'échange de rendement de gré à gré, c'est-à-dire à des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé et inscrit au résultat net de l'exercice à titre de gains nets réalisés dans le poste « Revenus de placements ». Le montant nominal de référence est le montant auquel le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des contrats d'échange de rendement est nulle (31 décembre 2015 : nulle) et le montant nominal de référence est de 469 224 000 \$ (31 décembre 2015 : 191 744 000 \$).

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de concentration

Dépôts à participation

La concentration du risque de marché survient lorsque des investissements ne sont pas diversifiés ou lorsqu'ils sont effectués auprès de la même entité. La concentration du risque de marché du Fonds d'assurance découle de son obligation légale d'investir exclusivement auprès de la Caisse, selon l'article 23.0.7 de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec, ce qui l'expose ainsi au cadre de référence de gestion d'un unique gestionnaire dont les effets se répercutent sur plusieurs portefeuilles spécialisés.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

Dépôts à participation

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le fonds particulier 307 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif du fonds particulier 307 est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

Plus particulièrement, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du fonds particulier 307 sont des contrats de gré à gré avec la Caisse. Toutefois, le fonds particulier 307 demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

Autres actifs financiers

Le Fonds d'assurance est exposé à un risque de crédit à l'égard de sommes à recouvrer. Les créances du Fonds d'assurance sont constituées d'un montant à recevoir du gouvernement du Québec, le cas échéant, ainsi que d'autres créances constituées principalement de sommes à recouvrer de particuliers ayant reçu des paiements d'indemnisation en trop.

Le risque de crédit associé au montant à recevoir du gouvernement du Québec est minimal puisqu'il s'agit d'une somme à recevoir d'une entité gouvernementale.

Quant aux sommes à recouvrer de particuliers, le Fonds d'assurance évalue périodiquement les pertes probables sur ces créances et constitue une provision pour créances irrécouvrables selon les tendances historiques. La valeur comptable de ces créances représente l'exposition maximale du Fonds d'assurance au risque de crédit.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de crédit (suite)

Autres actifs financiers (suite)

L'analyse de l'âge de ces créances se détaille comme suit au 31 décembre :

	2016		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Surpayés d'indemnisation, en souffrance depuis :			
Moins de 1 an	3 990	1 197	2 793
1 à 2 ans	2 910	1 450	1 460
2 à 3 ans	2 040	1 224	816
Plus de 3 ans	13 663	12 982	681
	22 603	16 853	5 750

	2015		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Surpayés d'indemnisation, en souffrance depuis :			
Moins de 1 an	4 253	1 063	3 190
1 à 2 ans	2 486	1 611	875
2 à 3 ans	1 563	1 328	235
Plus de 3 ans	13 039	12 836	203
	21 341	16 838	4 503

L'évolution de la provision pour créances irrécouvrables se détaille comme suit :

	2016	2015
Solde au début	16 838	15 638
Provision comptabilisée au cours de l'exercice	1 465	2 640
Reprise de provision et radiation	(1 450)	(1 440)
Solde à la fin	16 853	16 838

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que l'entité ne soit pas en mesure de respecter en permanence ses engagements sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement ou d'investir sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La direction de la Société gère ce risque conformément à sa politique et à ses principes en matière de trésorerie et d'exploitation. Le Fonds d'assurance dispose de placements et de dépôts à découvert qui lui permettent de respecter en permanence ses engagements.

21. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité (suite)

Dépôts à participation

L'analyse et la gestion du risque de liquidité sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. Le fonds particulier 307 est exposé à ce risque puisque son actif est principalement composé d'unités de participation de ces portefeuilles spécialisés. Ce risque provient des émetteurs de placements que la Caisse détient dans ses portefeuilles spécialisés. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Passifs financiers

Le Fonds d'assurance est exposé à un risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers. Ils sont constitués du découvert bancaire, des charges à payer et frais courus ainsi que du montant dû à la Société. La direction de la Société gère ce risque conformément à sa politique et à ses principes en matière de trésorerie et d'exploitation. Les débours associés à ces passifs auront lieu dans l'exercice subséquent.

22. GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE

Le risque lié à l'indemnisation représente le risque de pertes financières découlant de l'expérience défavorable liée à l'indemnisation et aux charges du Fonds d'assurance, c'est-à-dire le risque que les actifs soient insuffisants pour couvrir le paiement des obligations du Fonds d'assurance. Sur le plan du financement d'une nouvelle année d'accident, il représente le risque d'insuffisance des contributions d'assurance pour couvrir le paiement des obligations de cette même année d'accident. Par ailleurs, certains facteurs tels la détérioration du bilan routier et des événements catastrophiques pourraient contribuer à accroître ce risque. Cependant, ces facteurs ne sont pas considérés lors de l'évaluation du passif actuariel puisqu'ils se rattachent, le cas échéant, à des accidents de la route non encore survenus.

Le risque d'assurance découle également du fait que des écarts importants puissent survenir entre les résultats réels et ceux découlant des hypothèses actuarielles sous-jacentes à l'évaluation du passif actuariel et à la tarification des contributions d'assurance. Les analyses de sensibilité des hypothèses actuarielles les plus significatives sont présentées à la note 15.

La direction de la Société gère le risque d'assurance par un processus continu d'évaluation et de révision de ses pratiques administratives et par les efforts qu'elle consacre à la prévention et à la promotion en matière de sécurité routière. La direction de la Société établit le niveau des contributions d'assurance en s'assurant de respecter ses obligations de financement et de capitalisation ainsi que les principes de sa politique de capitalisation, tels que définis à la note 1 et à la note 16. La tarification prend en compte, entre autres, le risque relatif de chaque catégorie de véhicules et de permis de conduire ainsi que le comportement des conducteurs au moyen des points d'inaptitude. Les incidences financières résultant du risque d'assurance sont gérées par l'application de la politique de capitalisation.

La direction de la Société estime que les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles du Fonds d'assurance continueront de procurer les liquidités nécessaires afin qu'il puisse acquitter ses obligations à mesure qu'arrive leur échéance. La gestion des liquidités est effectuée conformément à ce qui est décrit à la note 21.

Préambule

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec administre le Fonds d'assurance-garantie constitué en vertu de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* (RLRQ, c. M-35.1). Elle produit chaque année le bilan ainsi que l'état des résultats et du solde du Fonds.

Au cours des années antérieures, à la demande de la Régie, le Vérificateur général a procédé à la vérification de ses états financiers. Toutefois, depuis 2008, l'introduction des nouvelles normes de vérification a exigé une reddition de comptes de plus en plus complexe qui dépasse largement les besoins de la Régie quant à son obligation d'assurer la conformité des états financiers du Fonds.

Puisque la Loi ne comporte aucune obligation de produire des états financiers vérifiés et considérant que les sommes versées dans ce fonds sont administrées par la Caisse de dépôt et placement du Québec et que peu de transactions ont cours chaque année, la Régie a déterminé qu'à moins de circonstances le nécessitant, il n'était plus requis de faire intervenir le Vérificateur général.

Fonds d'assurance-garantie

Résultats et solde du fonds de l'année financière terminée le 31 mars 2017

PRODUITS	2017 Non audité	2016 Non audité
Primes	93 545 \$	94 411 \$
Revenus nets de placements (note 3)	488 878 \$	341 083 \$
	582 423 \$	435 494 \$
CHARGES		
Réclamations dépenses	10 515 \$	11 248 \$
Frais bancaires	238 \$	112 \$
	10 753 \$	11 360 \$
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	571 670 \$	424 134 \$
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	8 650 411 \$	8 226 277 \$
SOLDE DU FONDS À LA FIN	9 222 081	8 650 411

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

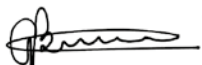
Bilan au 31 mars 2017

ACTIF	2017	2016
Encaisse	25 560 \$	12 882 \$
Créances	19 613 \$	39 817 \$
Dépôts au Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Dépôts à vue et intérêts courus	50 461 \$	41 815 \$
Dépôts à participation (note 4)	9 126 447 \$	8 555 897 \$
	9 222 081 \$	8 650 411 \$
PASSIF		
Primes et droits perçus d'avances	0 \$	0 \$
Charges à payer	0 \$	0 \$
SOLDE DU FONDS	9 222 081	8 650 411

CAUTIONNEMENT PAR POLICE D'ASSURANCE (NOTE 6)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LA RÉGIE



Ginette Bureau, présidente



Marie-Pierre Bétournay, secrétaire

Notes complémentaires au 31 mars 2017

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (RLRQ, c. M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre le Fonds d'assurance-garantie.

FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie des garanties de paiement des produits agricoles prévues à la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche*.

La Régie délivre des cautionnements par police d'assurance aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourrait devoir un marchand de lait aux producteurs ou à l'organisme chargé d'administrer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des cautionnements délivrés par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient un cautionnement par police d'assurance délivré par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des cautionnements par police d'assurance.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers du Fonds d'assurance-garantie par la direction de la Régie, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

REMBOURSEMENT DES RÉCLAMATIONS

Les réclamations de producteurs ou de l'organisme chargé d'administrer un plan conjoint sont comptabilisées lorsqu'elles sont connues. Le montant de ces réclamations est révisé au fur et à mesure que des informations additionnelles sont connues.

Au 31 mars 2017, une créance en attente de règlement se retrouve parmi les actifs du Fonds d'assurance-garantie pour une valeur de 19 613 \$ (39 817 \$ en 2016).

DÉPÔTS AU FONDS PARTICULIER 329 DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de toute moins-value durable.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les primes sont constatées à titre de produit de l'exercice pour lequel elles sont exigibles, lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation déterminée et que sa réception est raisonnablement assurée.

FRAIS D'ADMINISTRATION DU FONDS ADMINISTRÉ PAR LA RÉGIE

Les frais d'administration du fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu à l'exception des honoraires de vérification et des frais bancaires.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Régie, à titre d'administrateur du Fonds d'assurance-garantie, continue d'appliquer le chapitre 3860 Instruments financiers – information à fournir et présentation. Ainsi, la Régie a fait le choix, en vertu de la possibilité émise par le Conseil des normes comptables en septembre 2008 pour les entités n'ayant pas une obligation publique de rendre des comptes, de ne pas appliquer les normes actuelles concernant les instruments financiers, notamment les chapitres 1530 - Résultat étendu, 3855 - Instruments financiers - comptabilisation et évaluation, 3862 - Instruments financiers - information à fournir et 3863 - Instruments financiers - présentation.

3. REVENUS NETS DE PLACEMENTS

Les données présentées ci-après ont été fournies par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec:	2017	2016
Dépôts à participation	484 032 \$	334 835 \$
Dépôt à vue	164 \$	158 \$
	484 196 \$	334 993 \$
Autres revenus		
Revenus d'intérêts	4 682 \$	6 090 \$
	488 878 \$	341 083 \$

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds particulier 329 de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds particulier 329. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du Fonds particulier 329 à la fin de chaque mois.

	2017	2016
Nombre d'unités	9 755	9 212
Juste valeur par unité	1 048 \$	1 044 \$
Coût d'acquisition des unités	9 176 908 \$	8 597 712 \$
Juste valeur des unités	10 273 681 \$	9 661 128 \$

Au 31 mars 2017, aucune perte de valeur n'avait été constatée au cours de l'exercice compte tenu que la direction de la Régie considère que la baisse de la valeur marchande des dépôts à participation n'était pas permanente.



BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS DE TIERS ET BANCAIRES

La Caisse a constitué un portefeuille spécialisé de billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772) le 1^{er} janvier 2010. C'est une caisse commune dans laquelle sont regroupés tous les billets à terme adossés à des actifs détenus.

BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS QUI S'Y RATTACHENT

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des dépôts à participation, du Fonds particulier 329 inclut la juste valeur des placements détenus dans des billets à terme adossés à des actifs dans le portefeuille spécialisé. Cette juste valeur a été établie par la Caisse à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres » ou « VAC ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC 1 et VAC 2, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que des créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

La Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de procurer une couverture économique afin de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA, ainsi que d'éventuels appels de garantie. Les trocs de défaillance de crédit ont été financés par la contrepartie concernée. Le remboursement de cet emprunt est lié aux flux monétaires issus des remboursements de certains placements de VAC 1 et des instruments financiers dérivés s'y rattachant.

EFFET SUR LES RÉSULTATS DU FONDS PARTICULIER 329

Au 31 mars 2017, la juste valeur des placements en BTAA détenus par le Fonds particulier 329 par l'intermédiaire de sa participation dans le portefeuille spécialisé BTAA est de 5 668 \$ (258 317 \$ en 2016) pour un investissement de 12 750 \$ (264 810 \$ en 2016).

5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de l'encaisse, des créances, des dépôts à vue et des charges à payer est équivalente à leur valeur comptable étant donné leur courte période d'échéance. La juste valeur des dépôts à participation est présentée à la note 4.



6. CAUTIONNEMENT PAR POLICE D'ASSURANCE

Les cautionnements par police d'assurance émis par la Régie assurent la valeur du lait acheté ou reçu directement de producteurs au cours des soixante jours précédant immédiatement la date de l'annulation du cautionnement ou de son expiration.

La valeur des cautionnements en vigueur au 31 mars 2017 est évaluée à 508 M\$ (515 M\$ en 2016). Cette valeur a été établie en fonction du total des deux plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème de l'année financière précédente pour l'ensemble des marchands pour lesquels un cautionnement a été émis au cours de l'exercice par la Régie.

De plus, afin de garantir la solvabilité d'un marchand de lait, la Régie peut exiger des conditions additionnelles avant d'émettre un cautionnement par police d'assurance. Pour les nouveaux marchands de lait, ceux en difficulté financière ou pour des compagnies étrangères, des lettres de garanties ou des cautionnements émis par des institutions financières, des compagnies mères ou des filiales sont exigés. La valeur de ces garanties additionnelles ainsi obtenues au 31 mars 2017 totalise 1,4 M\$ (1,3 M\$ en 2016).

7. ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

Les états financiers du Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'année se terminant le 31 mars 2017, n'ont pas été audités. Cependant, la Régie a appliqué les mêmes principes comptables qu'en 2010-2011.

RAPPORT DU FIDUCIAIRE

Les états financiers du Fonds d'assurance parentale (Fonds) ont été dressés par le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil), à titre de fiduciaire du Fonds, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements comptables critiques. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue dans le reste du rapport annuel de gestion concorde avec ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction du Conseil maintient des systèmes de contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement, en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.


Le Conseil reconnaît qu'il est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Conformément à l'article 86 de la Loi sur l'assurance parentale (Loi), le Conseil fait préparer annuellement une évaluation actuarielle de l'application de la Loi et de l'état du compte relatif au Régime québécois d'assurance parentale (Régime). Le rapport consécutif à cette évaluation contient, pour chacune des cinq années subséquentes, une estimation des entrées et des sorties de fonds sur base de trésorerie. Ce rapport est préparé par un actuaire « fellow » de l'Institut canadien des actuaires. Il est présenté à la présidente-directrice générale, qui le transmet au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour dépôt à l'Assemblée nationale.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour le Fonds d'assurance parentale,



Brigitte Thériault
Présidente-directrice générale



Claudia Biron, CPA, CA
Responsable du secteur financier

*Conseil de gestion de l'assurance parentale
Fiduciaire du Fonds d'assurance parentale*

Québec, le 20 avril 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'assurance parentale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état du résultat global, l'état des variations du déficit cumulé et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'assurance parentale au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc FCPA Auditrice, FCA

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 20 avril 2017

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie (note 5)	4	-
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5)	403	395
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux préférentiel moins 2,5% (note 5)	2 335	-
Débiteurs (note 6)	176 518	180 712
Avance au Conseil de gestion de l'assurance parentale, sans intérêt ni modalité d'encaissement	4 534	4 929
	183 794	186 036
Actifs non courants		
Dépôts à participation du fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	768	732
Total de l'actif	184 562	186 768
PASSIF		
Passifs courants		
Avance du fonds général du fonds consolidé du revenu (notes 5 et 9)	-	7 346
Créditeurs et charges à payer (note 8)	74 974	59 603
Emprunts à court terme (note 9)	304 991	389 727
Total du passif	379 965	456 676
DÉFICIT CUMULÉ	(195 403)	(269 908)
Total du passif et du déficit cumulé	184 562	186 768

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé pour le conseil d'administration,



Brigitte Thériault
Présidente-directrice générale

*Conseil de gestion de l'assurance parentale
Fiduciaire du Fonds d'assurance parentale*



Jean-Guy Delorme, MBA, Adm.A., ASC
Président du comité d'audit

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

(en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires - cotisations au Régime*	2 076 386	2 069 395
Intérêts et pénalités - cotisations au Régime	4 528	5 138
Produits nets de placements (note 10)	55	56
	2 080 969	2 074 589
CHARGES		
Prestations du Régime (note 11)	1 956 034	1 936 059
Charges financières	2 839	4 195
Créances irrécouvrables	8 168	6 312
Frais d'administration attribués par le Conseil de gestion de l'assurance parentale (note 12)	39 423	39 716
	2 006 464	1 986 282
RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE	74 505	88 307

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Régime québécois d'assurance parentale (Régime)

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**ÉTAT DES VARIATIONS DU DÉFICIT CUMULÉ****DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016 (en milliers de dollars canadiens)**

	2016	2015
Déficit cumulé au début de l'exercice	269 908	358 215
Résultat net et global de l'exercice	(74 505)	(88 307)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	195 403	269 908

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016
(en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Produits des activités ordinaires - cotisations au Régime perçues	2 073 888	2 052 436
Produits nets de placements perçus	25	49
Intérêts et pénalités - cotisations au Régime perçues	4 528	5 138
Prestations du Régime versées	(1 942 098)	(1 932 677)
Frais d'administration versés au Conseil	(39 423)	(39 716)
Intérêts versés	(2 884)	(6 313)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	94 036	78 917
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des avances	395	(199)
Dépôt à participation du fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(2)	(1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	393	(200)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	13 447 677	16 263 630
Remboursements d'emprunts à court terme	(13 532 413)	(16 262 640)
Remboursement de la dette à long terme	-	(90 983)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(84 736)	(89 993)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	9 693	(11 276)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(6 951)	4 325
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	2 742	(6 951)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT**Constitution**

Le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil) administre, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance parentale (Fonds).

Le bureau du Conseil est situé au 1122, Grande Allée Ouest, bureau 104, Québec (Québec), Canada.

Le Fonds, institué par la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011) (Loi), le 17 juin 2005, à titre de patrimoine fiduciaire d'utilité sociale, est affecté au versement des prestations auxquelles peut avoir droit toute personne admissible au Régime québécois d'assurance parentale (Régime) ainsi qu'au paiement des obligations du Conseil dans l'exercice de ses fonctions de fiduciaire. Les charges relatives à l'administration du Fonds et les charges relatives au Conseil pour l'application de la Loi, à l'exception de celles qui sont payées sur les sommes que le Conseil détient en dépôt à un titre autre que fiduciaire, sont assumées par le Fonds.

Afin de mieux apprécier la nature des activités du Conseil et du Fonds, les états financiers de chacune de ces entités devraient être lus conjointement.

Objet

Le Régime prévoit le versement de prestations de remplacement de revenus à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs admissibles qui se prévalent d'un congé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Financement

Le financement du Régime est principalement assuré par les cotisations des travailleuses, des travailleurs et des employeurs payables à Revenu Québec selon les termes, conditions et modalités prévus au chapitre IV de la Loi.

Conformément à l'article 115.7 de la Loi, les sommes perçues par le Conseil pour le financement du Régime sont transférées, au fur et à mesure, au Fonds et sont conservées en dépôts à vue. L'article 115.9 de la Loi ajoute cependant que les sommes du Fonds qui ne sont pas requises immédiatement sont déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse).

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

2. BASE DE PRÉPARATION**Déclaration de conformité**

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et approuvés par le conseil d'administration du Conseil le 20 avril 2017.

Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la base du coût historique à l'exception des dépôts à participation qui sont évalués à la juste valeur et des cotisations au Régime à recevoir qui sont évaluées à la meilleure estimation des cotisations perçues pour l'exercice.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Fonds.

Estimations et jugements comptables critiques

La préparation des états financiers, conformément aux IFRS, exige que le Conseil exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations. Les estimations sont fondées sur l'expérience passée, s'il y a lieu, ainsi que sur diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction. Ces estimations sont passées en revue régulièrement et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée.

Estimations

Les estimations et les hypothèses ayant les incidences les plus importantes sur les états financiers sont les suivantes :

Cotisations au Régime à recevoir

Revenu Québec perçoit les cotisations au Régime et les remet sur une base régulière au Conseil qui a l'obligation de les transférer au Fonds d'assurance parentale. Ces montants sont provisoires et demeurent sujets à rectification après conciliation des cotisations estimées à percevoir et celles réellement perçues. Les cotisations à recevoir peuvent être estimées de façon fiable sur la base d'une approximation des cotisations ultimes et sont ainsi comptabilisées à la meilleure estimation des cotisations perçues pour l'exercice. Le cas échéant, les ajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Le calcul tient compte des cotisations au Régime à recevoir des salariés (parts des employés et des employeurs) et des travailleurs autonomes selon une estimation préparée par le service de l'actuariat du Conseil.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

Pour les travailleurs salariés et les employeurs, l'estimation est établie en fonction des données connues au 31 décembre pour l'exercice courant et des données historiques provenant des exercices antérieurs. Pour les travailleurs autonomes, les cotisations de l'exercice sont perçues par Revenu Québec après le 31 décembre par l'entremise des déclarations de revenus de ces travailleurs. Par conséquent, la meilleure estimation de ces cotisations repose sur les hypothèses de la dernière évaluation actuarielle du Régime.

Les cotisations à recevoir sont compensées des acomptes provisionnels puisque le Fonds d'assurance parentale a le droit juridiquement exécutoire de le faire et que le montant net est réglé par Revenu Québec.

Jugements comptables critiques**Classement des instruments financiers**

La direction du Conseil exerce son jugement à l'égard de la classification des instruments financiers. Les instruments financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou passifs financiers au coût amorti. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. La direction établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

3. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES**Actifs et passifs financiers****i. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés des montants déposés auprès des banques, du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec ainsi que des avances au (du) fonds général du fonds consolidé du revenu.

ii. Instruments financiers

Les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, qui résultent d'obligations légales imposées par l'État, ne sont pas des actifs ou passifs financiers, tels l'avance au Conseil de gestion de l'assurance parentale, les débiteurs ainsi que les créiteurs et charges à payer excluant les intérêts à payer et courus.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque le Conseil devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que le Conseil a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lors d'extinction, d'annulation ou d'expiration.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

Lors de la comptabilisation initiale, le Conseil classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon les fins pour lesquelles il a acquis les instruments :

- *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net* : Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir ou s'il respecte les critères permettant de le désigner dans cette catégorie. Les dépôts à participation sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, car ils sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. La juste valeur est établie par la Caisse comme la note 15 le décrit.

Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur et ultérieurement évalués aussi à la juste valeur. Les coûts de transaction sont passés en charges dans le compte de résultat net. Les profits et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés dans le compte de résultat net avec les autres profits et pertes, dans la période au cours de laquelle ils se produisent.

- *Prêts et créances* : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances du Conseil se composent de la trésorerie, du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur, s'il y a lieu.

- *Passifs financiers au coût amorti* : Les passifs financiers au coût amorti comprennent l'avance du fonds général du fonds consolidé du revenu, les emprunts à court terme ainsi que les intérêts à payer et courus. Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur. À chaque date de fin d'exercice, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

iii. Hiérarchie de la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- *Niveau 1* : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- *Niveau 2* : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables ;
- *Niveau 3* : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Les dépôts à participation du fonds particulier à la Caisse sont classés dans le niveau 2.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

Cotisations au Régime

Conformément au décret numéro 874-2012 du 20 septembre 2012, le ministre des Finances exerce les fonctions du ministre du Revenu et est, conformément à l'article 152 de la Loi, chargé de l'application du chapitre IV de la Loi. Ce chapitre, intitulé «Cotisations», constitue une loi fiscale au sens de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002).

Revenu Québec est chargé de percevoir les cotisations pour le Régime et de les remettre au Conseil qui a l'obligation de les transférer au Fonds d'assurance parentale. Ces cotisations sont comptabilisées lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir. Les cotisations à recevoir sont comptabilisées selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice, comme l'explique plus en détail la note 2. En application de l'article 75 de la Loi, ces cotisations sont remises au Conseil avec les intérêts et les pénalités s'y rapportant, déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement. Ces frais, fixés par le décret numéro 74-2014 du 6 février 2014, sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec. Les activités relatives à la perception et la remise des cotisations au Régime sont également régies par une entente entre le Conseil et Revenu Québec.

Prestations du Régime à payer et courues

Les prestations du Régime à payer et courues représentent les prestations qui sont approuvées et acquises pour les derniers jours de l'exercice. Les prestations du Régime à payer et courues incluent aussi des montants rétroactifs pour les prestataires qui sont devenus admissibles dans les dernières semaines de l'exercice. Le montant des prestations du Régime à payer et courues est calculé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à partir des données réelles disponibles.

Avance au (du) fonds général du fonds consolidé du revenu

En vertu d'une entente, le Conseil retient les services du ministère des Finances afin de réaliser les activités afférentes au versement des prestations du Régime québécois d'assurance parentale. L'avance en fin d'exercice est donc constituée des sommes excédentaires versées ou des sommes dues par le Fonds au compte bancaire du ministère des Finances.

Avance au Conseil de gestion de l'assurance parentale

Le Fonds verse des sommes au Conseil tout au long de l'exercice pour lui permettre d'effectuer les déboursés relatifs aux charges administratives assumées par le Fonds. L'avance en fin d'exercice est donc constituée des sommes excédentaires versées par le Fonds.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016 MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

IFRS 9 – Instruments financiers

En février 2015, le CNC a approuvé et publié la version définitive de la nouvelle norme IFRS 9, *Instruments financiers*, laquelle remplace IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation* et IFRIC 9, *Réexamen de dérivés incorporés*.

L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche remaniée de la comptabilité de couverture.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation comportant trois catégories: au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. Lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédits attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale.

La norme s'appliquera rétroactivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée. Le Conseil évalue actuellement l'incidence de ces normes sur ses états financiers et ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation.

IFRS 15–Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme IFRS 15 remplacera l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction* et certaines interprétations liées aux produits. Cette nouvelle norme établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires.

La norme établit un nouveau modèle de comptabilisation des produits fondés sur le contrôle, modifie le fondement pour déterminer si les produits sont comptabilisés à un moment précis ou progressivement, fournit des indications plus détaillées sur des sujets particuliers et, améliore et augmente les informations à fournir sur les produits.

La norme s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'application anticipée est permise. Le Conseil évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers et ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

IAS 7 - « Tableau des flux de trésorerie » et Initiative concernant les informations à fournir

Cette norme a été révisée en avril 2016 par le CNC afin d'intégrer les modifications publiées par l'IASB en janvier 2016. Les modifications visent à exiger que les entités fournissent des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement.

Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 conformément aux exigences particulières de la norme. Une application anticipée est permise. Le Conseil évalue actuellement l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers et ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2016	2015
Trésorerie	4	-
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	403	395
Avance au (du) fonds général du fonds consolidé du revenu	2 335	(7 346)
	2 742	(6 951)

6. DÉBITEURS

	2016		2015	
Cotisations au Régime à recevoir				
Cotisations à recevoir	205 704		208 588	
Provision pour mauvaises créances	(18 006)		(16 021)	
Revenu Québec - acomptes provisionnels	(23 715)	163 983	(23 721)	168 846
Recouvrement de prestations du Régime à recevoir				
Recouvrement	16 528		15 145	
Provision pour mauvaises créances	(4 010)	12 518	(3 300)	11 845
Intérêts à recevoir		4		8
Autres		13		13
		176 518		180 712

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

7. DÉPÔTS À PARTICIPATION DU FONDS PARTICULIER À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

	2016	2015
Dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse		
Avance au fonds général	702	704
Unité de participation du portefeuille spécialisé BTTA (772)	43	27
Revenus de placement à recevoir	23	1
	768	732

Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la Caisse attribue, au Fonds particulier, le revenu net de placement.

	2016	2015
Dépôts à participation		
Nombre d'unités	1 514	1 511
Coût d'acquisition des unités	1 273	1 271
Juste valeur des unités	745	731

L'écart entre le coût et la juste valeur est principalement dû à une moins-value non réalisée pour un investissement dans les billets de trésorerie adossés à des actifs (BTAA) par l'intermédiaire de la Caisse.

En 2016, le Fonds a acquis trois unités de dépôt à participation pour un montant de 2 000 \$. En 2015, le Fonds a acquis deux unités pour un montant de 1 000 \$.

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2016	2015
Prestations du Régime à payer et courues	60 259	50 270
Créditeurs et charges à payer - Revenu Québec	5 825	5 376
Intérêts à payer et courus	81	126
Déductions à la source à payer - Québec	4 838	3 797
Déductions à la source à payer - Canada	3 971	34
	74 974	59 603

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

9. EMPRUNTS À COURT TERME**Avance du fonds général du fonds consolidé du revenu**

En vertu du décret numéro 207-2012 du 21 mars 2012, le Conseil a la possibilité de bénéficier d'une avance auprès du ministre des Finances, sur une base rotative, dont le capital global en cours à un moment donné ne peut excéder 50 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 mai 2017. Cette avance porte intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada pendant la durée de l'avance, lequel représente 2,70 % au 31 décembre 2016 (2015 : 2,70 %). Les intérêts sont payables le 30 juin et le 31 décembre de chaque année.

Régime d'emprunts

En vertu du décret numéro 1158-2015 du 16 décembre 2015, le Conseil dispose d'un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme, ou par voie de marge de crédit auprès de Financement-Québec, jusqu'à concurrence d'un montant total de 390 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 décembre 2017.

Les emprunts portent intérêt à taux variable selon le taux moyen mensuel des acceptations bancaires canadiennes plus 0,05 %, lequel représente 0,99 % au 31 décembre 2016 (2015 : 0,93 %). Les intérêts sont payables à l'échéance des emprunts.

10. PRODUITS NETS DE PLACEMENTS

	2016	2015
Dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus nets de placements	32	16
Augmentation de la juste valeur	12	11
	44	27
Intérêts		
Avances et soldes bancaires	11	29
	55	56

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

11. PRESTATIONS DU RÉGIME

Comme le Régime permet aux parents de recevoir des prestations jusqu'à 52 semaines suivant la naissance ou l'adoption de l'enfant, les sommes versées au cours de l'exercice 2016 sont composées de celles versées à des parents dont la période de prestations a débuté au cours de l'exercice précédent et de celles versées à de nouveaux prestataires.

En 2016, les prestations du Régime ont représenté une charge de 1 956 millions de dollars (1 936 millions de dollars en 2015), dont 769,6 millions de dollars ont été versés à des parents dont la période de prestations a débuté en 2015 (762,4 millions de dollars au 31 décembre 2015 à des parents dont la période de prestations a débuté en 2014).

Le mode de financement du Régime est dit « par répartition », c'est-à-dire que les cotisations perçues au cours d'un exercice servent à payer les frais d'administration et les prestations versées ce même exercice, lesquelles comprennent nécessairement les sommes versées à des parents dont la période de prestations a débuté au cours de l'exercice précédent.

Les prestations qui seront versées après le 31 décembre 2016 à des parents dont la période de prestations a débuté avant le 1^{er} janvier 2017 sont estimées à 770,7 millions de dollars (766,5 millions de dollars au 31 décembre 2015). De ce montant, 60,3 millions de dollars sont déjà comptabilisés dans les prestations du Régime à payer et courues présentées à la note 8 (50,3 millions de dollars en 2015).

Étant donné que ces parents ont été admis au Régime, leur nombre est connu, tout comme le montant de leurs prestations hebdomadaires. Pour estimer le montant global des prestations à leur verser en 2017, des hypothèses quant aux durées des prestations, en nombre de semaines, sont nécessaires. Les hypothèses utilisées sont celles du Rapport actuariel du Régime québécois d'assurance parentale au 31 décembre 2015 déposé à l'Assemblée nationale en application de l'article 86 de la Loi. Dans l'ensemble, les prestataires qui ont opté pour le régime de base reçoivent en moyenne 51,7 semaines (51,8 semaines en 2015) de prestations sur une possibilité maximale de 55 semaines et ceux du régime particulier utilisent en moyenne 35 semaines (35 semaines en 2015) de prestations sur une possibilité maximale de 43 semaines. Ces hypothèses reposent sur la prémisse que les dispositions législatives et réglementaires du Régime au 31 décembre 2016 demeureront en vigueur pour toute la période de prestations de ces parents.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

**12. FRAIS D'ADMINISTRATION ATTRIBUÉS
PAR LE CONSEIL DE GESTION
DE L'ASSURANCE PARENTALE**

	2016	2015
Frais liés à l'administration du Régime par le ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale	19 974	20 793
Frais liés aux activités de soutien informatique par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	6 016	5 761
Frais liés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec	9 435	8 714
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	2 432	2 625
Salaires et avantages du personnel	1 005	1 239
Soutien et services administratifs du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	78	104
Services en ressources humaines et en technologie de l'information du Centre de services partagés du Québec	67	68
Frais bancaires liés aux paiements des prestations du Régime par le ministère des Finances	69	67
Charges financières nettes sur la dette à long terme	50	47
Autres frais administratifs	297	298
	39 423	39 716

Les charges engagées par le Conseil pour l'application de la Loi sont assumées par le Fonds.

13. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le Fonds est lié à tous les ministères et aux fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Le Conseil n'a réalisé aucune opération significative, individuellement ou collectivement, avec ses parties liées autres que celles présentées dans le corps même de ses états financiers.

La totalité de la rémunération des principaux dirigeants du Fonds est incluse dans les frais d'administration du Conseil. Cette information est donc mentionnée dans les états financiers du Conseil.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

14. GESTION DU CAPITAL

En vertu de la Loi, le Conseil fixe les taux de cotisation au Régime par règlement, lequel est soumis à l'approbation du gouvernement. Ce règlement prévoit des taux de cotisation distincts pour les différents types de cotisants, soit les salariés, les employeurs et les travailleurs autonomes. La cotisation est prélevée jusqu'à concurrence du revenu maximal annuel assurable déterminé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail. Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation sont de 0,548% pour les salariés, 0,767% pour les employeurs et de 0,973% pour les travailleurs autonomes. Le revenu maximal annuel assurable est de 72 500\$.

Rappelons qu'un exercice de révision des taux de cotisation est réalisé chaque année par le Conseil. Dans le cadre de cet exercice, le Conseil s'appuie sur la politique de financement dont il s'est doté. En vertu de cette politique et de la Loi, il produit une évaluation actuarielle au 31 décembre de chaque exercice contenant notamment, pour chacune des cinq années subséquentes, une projection des entrées et sorties de fonds du Régime. Cette projection repose sur les dispositions du Régime et les taux de cotisation connus lors de la production de l'évaluation.

Cette évaluation actuarielle est préparée par un actuaire membre de l'Institut canadien des actuaires ayant le titre de « fellow ». Elle repose sur une méthode adéquate et des hypothèses raisonnables et appropriées, conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada. L'établissement des hypothèses se fonde principalement sur l'expérience du Régime. Toutefois, les hypothèses liées à l'environnement externe au Régime sont élaborées à l'aide de données et d'informations provenant d'autres organismes et ministères.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

15. INSTRUMENTS FINANCIERS**Catégories d'évaluation**

Le tableau suivant montre les valeurs comptables des actifs et passifs pour chacune des catégories d'instruments financiers au 31 décembre.

	2016	2015
ACTIFS		
Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net		
Dépôts à participation du fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec	768	732
Prêts et créances		
Trésorerie	4	-
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	403	395
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu	2 335	-
	3 510	1 127
PASSIFS		
Au coût amorti		
Intérêts à payer et courus	81	126
Avance du fonds général du fonds consolidé du revenu	-	7 346
Emprunts à court terme	304 991	389 727
	305 072	397 199

Juste valeur, incluant les méthodes d'évaluation et les hypothèses

En raison de leur échéance rapprochée, les valeurs comptables du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec, de l'avance au (du) fonds général du fonds consolidé du revenu, des intérêts à payer et courus ainsi que des emprunts à court terme indiquées aux états financiers se rapprochent de leur juste valeur.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

En application de l'article 115.9 de la Loi, les sommes du Fonds qui ne sont pas requises immédiatement sont déposées à la Caisse. Les sommes déposées au fonds particulier de la Caisse sont inscrites à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse et les produits à recevoir y afférents constituent des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. La variation de la juste valeur est inscrite dans les produits nets de placements.

Gestion des risques financiers

Le Fonds d'assurance parentale est exposé à des risques financiers, à savoir le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. Le Conseil a pour but, dans sa gestion des risques, de maintenir le degré de risque à un niveau jugé approprié. À cet effet, il s'est doté d'un comité de gouvernance et d'éthique qui a notamment pour fonction de veiller à l'application des règles de gouvernance et d'éthique pour la gestion des risques financiers. La gestion des risques financiers est réalisée par le service du secteur financier et par le service de l'actuariat du Conseil qui appliquent des directives précises et exercent des contrôles rigoureux sur les procédés. L'approche globale est surveillée par le comité de gouvernance et d'éthique et par la direction.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Le Fonds est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt en raison de ses emprunts à court terme puisque les soldes portent intérêt à taux variable. Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt aurait fait varier la charge d'intérêts de l'exercice d'environ 3 millions de dollars (3,4 millions de dollars en 2015).

Quant au risque de marché lié aux dépôts à participation du fonds particulier de la Caisse, il est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel du fonds particulier à la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99% sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel du fonds particulier à la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1% des cas.

La méthode de simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)**

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier à la Caisse subirait si cet événement se produisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du fonds particulier à la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine.

La mesure du risque, soit le risque absolu du portefeuille réel qui représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier à la Caisse, est analysée. Ainsi, le fonds particulier à la Caisse est exposé aux risques de taux d'intérêt et d'écart de taux de crédit. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du Fonds particulier. Le risque absolu du portefeuille réel est mesuré régulièrement.

Le risque absolu du portefeuille réel du fonds particulier à la Caisse, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation est de 2,0 % (4,8 % en 2015).

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

Le risque de crédit résulte de la trésorerie, du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec, de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ainsi que du dépôt à participation du fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans les actifs financiers du fonds particulier à la Caisse, il y a également des éléments de risques de crédit pour le Fonds, puisque l'actif net du fond particulier à la Caisse est investi dans des portefeuilles sous-jacents. Le fonds particulier est donc exposé indirectement au risque de crédit. L'analyse et la gestion de ces risques sont effectuées directement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

FONDS D'ASSURANCE PARENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (suite)

(Les montants inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

L'exposition maximale du Fonds au risque de crédit correspond à la somme de la trésorerie 4 000 \$ (nil en 2015), du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec, 403 000 \$ (395 000 \$ en 2015), de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu 2 335 000 \$ (nil en 2015) ainsi que des dépôts à participation du fonds particulier à la Caisse, 768 000 \$ (732 000 \$ en 2015).

La direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de crédit important étant donné qu'il transige presque uniquement avec des entités gouvernementales et que la trésorerie est placée auprès d'institutions financières réputées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à des passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le service du secteur financier du Conseil veille au maintien de la flexibilité du Fonds en matière de financement en évaluant les flux de trésorerie attendus et en préservant une marge de manœuvre suffisante à l'égard des crédits engagés. L'estimation des flux de trésorerie se fonde sur des prévisions en continu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Les prévisions tiennent compte des limites d'emprunt, des restrictions de trésorerie et de la conformité à la politique de gestion des risques du Conseil.

L'excédent de la trésorerie sur les besoins de fonds de roulement est géré par le service du secteur financier qui autorise les transferts de fonds au Fonds d'assurance parentale pour combler les besoins de fonds de roulement des opérations courantes.

Le Conseil considère qu'il peut obtenir suffisamment d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et de facilités de crédit, afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et non courants, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Tous les passifs financiers détenus par le Fonds échoient au cours du prochain exercice.



ANNEXE VIII

États financiers du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages pour l'exercice clos le 31 mars 2017

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (Fonds) ont été dressés par la direction de l'Office de la protection du consommateur (Office), qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel de gestion de l'Office concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction des permis et de l'indemnisation de l'Office maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et permettent de produire des états financiers fiables.

La direction des permis et de l'indemnisation de l'Office reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction des permis et de l'indemnisation ainsi que les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice des permis et de l'indemnisation,

[Original signé]

Marie-Josée Boutin

Québec, le 21 juin 2017

La présidente de l'Office de la protection
du consommateur,

[Original signé]

Ginette Galarneau



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état du résultat global, l'état des variations de l'excédent cumulé et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages au 31 mars 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

[Original signé]

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 21 juin 2017

État du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
PRODUITS		
Contributions des clients des agents de voyages	3 818 517	3 713 077
Revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5)	11 917 571	2 747 013
Revenus d'intérêts sur compte courant et dépôt à terme	17 277	9 217
	15 753 365	6 469 307
CHARGES		
Réclamations nettes	1 595 067	992 093
Frais d'administration		
– Office de la protection du consommateur	659 479	660 505
– Publicité et promotion	204 497	245 117
– Services professionnels	85 250	11 200
– Dépenses de bureau	811	774
– Frais bancaires	319	–
	2 545 423	1 909 689
RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL	13 207 942	4 559 618

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

État des variations de l'excédent cumulé
pour l'exercice clos le 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	131 409 466	126 849 848
Résultat net et résultat global de l'exercice	13 207 942	4 559 618
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	144 617 408	131 409 466

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIF		
Courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	2 221 487	4 706 798
Dépôt à terme au taux de 0,35 %, échu en avril 2016	—	101 703
Revenus de placements à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	498 889	264 804
Revenus d'intérêts à recevoir de la Banque Nationale du Canada	1 737	—
Créances (note 7)	1 268 720	1 005 611
	3 990 833	6 078 916
Non courant		
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 8)	140 750 167	125 566 552
	144 741 000	131 645 468
PASSIF		
Courant		
Réclamations nettes et frais à payer	123 592	236 002
EXCÉDENT CUMULÉ	144 617 408	131 409 466
	144 741 000	131 645 468

ENGAGEMENTS (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

[Original signé]

Ginette Galarneau

Présidente de l'Office de la protection du consommateur

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

Tableau des flux de trésorerie
pour l'exercice clos le 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	13 207 942	4 559 618
Ajustements		
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(5 785 695)	2 300 600
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Revenus de placements à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(234 085)	126 654
Revenus d'intérêts à recevoir de la Banque Nationale du Canada	(1 737)	—
Créances	(263 109)	210 108
Réclamations nettes et frais à payer	(112 410)	179 271
	(6 397 036)	2 816 633
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 810 906	7 376 251
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Disposition (acquisition) d'un dépôt à terme	101 703	(390)
Acquisition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(9 397 920)	(5 174 762)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 296 217)	(5 175 152)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 485 311)	2 201 099
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	4 706 798	2 505 699
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	2 221 487	4 706 798
Revenus d'intérêts et de placement encaissés	5 913 333	5 183 484

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

1. Constitution, fonctions et financement

Le Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages (Fonds) a été institué le 11 novembre 2004 par le Règlement sur les agents de voyages (Règlement) en vertu de la Loi sur les agents de voyages (RLRQ, chapitre A-10, r.1) (Loi). L'adresse du siège social du Fonds est située au 400 boulevard Jean-Lesage, bureau 450, Québec, (Québec), Canada. Cette loi est administrée par la présidente de l'Office de la protection du consommateur (Office). Ce Fonds a pour but l'indemnisation ou le remboursement des clients des agents de voyages, tenus d'y contribuer, en cas d'insuffisance du cautionnement individuel d'un agent de voyages ou d'un défaut d'un fournisseur de services.

Les sommes requises pour l'exploitation de ce Fonds proviennent, en premier lieu, des clients des agents de voyages du Québec, tel qu'il est spécifié à l'article 39 du Règlement.

2. Déclaration de conformité et base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ils ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique à l'exception des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse) qui sont évalués à la juste valeur.

Les présents états financiers ont été approuvés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur le 21 juin 2017.

3. Principales méthodes comptables

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

Contributions des clients des agents de voyages

Les contributions des clients des agents de voyages sont constatées à titre de produits lorsque les avantages économiques sont transférés et que le montant de la contribution est reçu ou que le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que le recouvrement est assuré. Ces critères sont généralement réunis au moment où le Fonds reçoit le rapport de la remise de la contribution. L'estimation des contributions est basée sur celles reçues dans le passé ainsi que selon des hypothèses de l'expansion du marché.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Revenus de placements

Les revenus nets (pertes nettes) de placements, les gains (pertes) réalisés, les gains (pertes) non réalisés ainsi que les autres revenus (dépenses) d'intérêts sont portés directement au résultat net de l'exercice pendant lequel ils se produisent.

Réclamations nettes

Des estimations individuelles de pertes sont fournies pour chaque réclamation. La méthode d'estimation est établie selon les exigences permettant le remboursement selon l'article 28 du Règlement pour les cautionnements individuels et selon l'article 43.2 du Règlement pour le fonds d'indemnisation. Les estimations sont revues et mises à jour régulièrement, et tout redressement, remboursement de la caution ou de l'agence qui en résulte est inclus au net dans les résultats de l'exercice au cours duquel il est connu.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le Fonds présente à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie l'encaisse ainsi que les dépôts à vue. Les sommes transférées dans les dépôts à vue sont détenues à court terme et sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse.

Excédent cumulé

L'excédent cumulé est constitué des contributions des clients des agents de voyages, de l'accroissement des actifs du Fonds, des sommes perçues par la présidente en subrogation des clients pour les indemnités payées par le Fonds et des avances que le ministre des Finances peut faire au Fonds conformément à la loi.

Instruments financiers

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date d'acquisition. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie sont expirés ou ont été transférés et que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ont été transférés.

Les actifs financiers sont classés initialement sous l'une des quatre catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente ou prêts et créances.

Les passifs financiers sont classés initialement sous l'une des deux catégories suivantes : passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs financiers et les passifs financiers de la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent ceux qui sont détenus à des fins de transaction ainsi que ceux qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement au moment de la comptabilisation initiale. Les évaluations initiales et ultérieures des instruments financiers s'effectuent selon leur classification, comme il est décrit ci-dessous. Les catégories d'instruments financiers qui sont citées précédemment ne s'appliquent pas toutes au Fonds.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les variations qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur et les coûts de transaction encourus sont constatés au résultat net, dans les revenus de placement de l'exercice.

La direction a désigné à la juste valeur par le biais du résultat net les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, car elle est d'avis qu'ils appartiennent à un groupe dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie d'investissement. La gestion du portefeuille du Fonds, par la Caisse, a pour objectif de maintenir ou d'augmenter la juste valeur des sommes placées.

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises.

Ils sont classés dans l'actif non courant dû à l'intention du Fonds de les conserver sur une période supérieure à 12 mois.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Après leur comptabilisation initiale, les placements détenus jusqu'à échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Ils sont composés uniquement du dépôt à terme. Le coût amorti du dépôt à terme correspond à sa juste valeur due à son échéance rapprochée. La direction a l'intention et la capacité de conserver ce placement jusqu'à son échéance.

Prêts et créances

Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti correspond à la juste valeur due à leur échéance rapprochée.

Les prêts et créances du Fonds sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des revenus de placements à recevoir de la Caisse, des revenus d'intérêts à recevoir de la Banque Nationale du Canada et des créances (à l'exception des taxes à recevoir et autres). Ils sont inclus dans l'actif courant en raison de leur échéance rapprochée.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Passifs financiers au coût amorti

Après leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers au coût amorti sont composés des réclamations nettes et frais à payer. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant. La juste valeur est égale au coût amorti dû à son échéance rapprochée.

Dépréciation des actifs financiers

À la fin de chaque exercice financier, la direction apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur le cas échéant et elle est inscrite au résultat net.

Juste valeur

La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables ;
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Normes comptables publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9 *Instruments financiers*, en remplacement de la norme IAS 39 *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, a été publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juillet 2014. L'IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, des exigences relatives à la dépréciation des actifs financiers ainsi que des exigences générales relatives à la comptabilité de couverture. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du Fonds. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été publiée par l'IASB en mai 2014. Elle établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires. Ce cadre pose comme principe fondamental que l'entité devrait comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les obligations de prestation sont remplies et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces prestations de service.

En avril 2016, des modifications ont été apportées par l'IASB afin de clarifier certains éléments et y ajouter un allègement à titre transitoire.

Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du Fonds. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

Modification de l'IAS 7 Tableau des flux de trésorerie

L'IASB a publié en janvier 2016 des modifications à la norme IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* afin d'y intégrer de nouvelles exigences d'informations à fournir dans les états financiers. Les modifications proposées visent à améliorer :

1. l'information communiquée aux utilisateurs des états financiers à propos des activités de financement d'une entité, à l'exclusion des éléments de capitaux propres, par la divulgation additionnelle d'un rapprochement des montants des états de la situation financière d'ouverture et de clôture pour chaque élément présenté au tableau des flux de trésorerie ;
2. la divulgation d'informations afin d'aider les utilisateurs des états financiers à comprendre la liquidité d'une entité, soit les restrictions qui influent sur les décisions d'une entité à utiliser ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, y compris les passifs d'impôt qui seraient générés par le rapatriement de soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie en monnaie étrangère.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Les modifications à la norme IAS 7 seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. L'adoption anticipée est permise.

La direction évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les états financiers du Fonds. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

4. Estimations comptables critiques et jugements de la direction

Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation des états financiers impose à la direction, de faire des estimations à l'égard d'événements futurs. Ces estimations sont constamment remises en question. Elles se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Ces estimations comptables sont rarement identiques aux résultats réels.

Contributions des clients des agents de voyages

À la suite du délai accordé aux agences de voyages par l'article 40 du Règlement pour la remise des contributions, le Fonds doit estimer le montant des contributions à recevoir de celles-ci au 31 mars 2017. Par conséquent, la direction établit une somme à recevoir équivalant aux remises reçues pour la même date l'année précédente, majorée d'un pourcentage reflétant l'accroissement des chiffres d'affaires du marché des agents de voyages par rapport à l'année précédente. Au 31 mars 2017, l'estimation pour le compte à recevoir de la contribution des clients des agents de voyages s'élève à 912 895 \$ (917 695 \$ au 31 mars 2016). Si l'estimation diffère des contributions réelles, l'ajustement sera fait l'année suivante.

Réclamations nettes

Au 31 mars de chaque année, la direction demande aux administrateurs provisoires de lui fournir une estimation des dossiers en cours. Le Fonds comptabilise un montant à payer selon leurs rapports, auquel il ajoute le montant à recevoir des dossiers d'indemnisation en suspens. Les estimations sont évaluées avec peu d'incertitude puisqu'elles sont basées sur les rapports d'administrateurs provisoires. L'évaluation d'inclusion ou d'exclusion des dossiers d'indemnisation vient de leur conformité aux exigences des articles 28 et 43.2 du Règlement.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

5. Revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les revenus de placements des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit :

	2017	2016
Revenus nets (pertes nettes)		
Revenu fixe	1 337 661	1 494 942
Actifs réels	1 025 680	403 633
Actions	1 809 331	1 515 707
Activités de rendement absolu	17 254	(25 802)
Autres	207 635	(46 979)
	<u>4 397 561</u>	<u>3 341 501</u>
Gains nets réalisés		
Revenu fixe	160 444	256 686
Actifs réels	52 286	26 629
Actions	1 195 841	1 166 797
Activités de rendement absolu	37 963	255 998
Autres	287 436	—
	<u>1 733 970</u>	<u>1 706 110</u>
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	397 072	(1 079 962)
Actifs réels	1 174 966	1 202 269
Actions	4 389 488	(2 145 027)
Activités de rendement absolu	(93 193)	(358 984)
Autres	(82 638)	81 104
	<u>5 785 695</u>	<u>(2 300 600)</u>
Total des revenus de placements des dépôts à participation	<u>11 917 226</u>	<u>2 747 011</u>
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	<u>345</u>	<u>2</u>
Total des revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	<u><u>11 917 571</u></u>	<u><u>2 747 013</u></u>

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, figurant dans l'état de la situation financière et le tableau des flux de trésorerie, comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	2017	2016
Trésorerie	1 971 177	4 706 360
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec ¹	250 310	438
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 221 487	4 706 798

1. Les dépôts à vue portent intérêt au taux annuel établi quotidiennement par la Caisse.
Le taux des dépôts à vue est de 0,50 % au 31 mars 2017 (1 % au 31 mars 2016).

7. Créances

	2017	2016
Agences de voyages	912 895	917 695
Compagnies de caution	231 823	13 423
Administrateurs provisoires	86 067	66 243
	1 230 785	997 361
Taxes à recevoir	36 841	8 250
Autres	1 094	—
	1 268 720	1 005 611

8. Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec

a) Placements

Les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la Caisse attribue au Fonds les revenus nets de placements du fonds particulier.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Voici les éléments d'actifs et de passifs composant les dépôts à participation :

	2017	2016
Placements	140 835 387	125 727 012
Revenus de placements courus et à recevoir	382 529	325 344
Revenus de placements à verser au Fonds	(498 872)	(264 804)
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	31 123	(221 000)
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	140 750 167	125 566 552

Les placements du fonds particulier se détaillent comme suit :

Placements	2017	2016
Unité de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux ¹	28 027 101	—
Crédit ¹	31 324 760	—
Valeurs à court terme	4 943 053	2 928 525
Obligations ¹	—	47 369 528
Dettes immobilières ¹	—	5 742 718
Actifs réels		
Infrastructures	5 979 761	6 173 702
Immeubles	15 541 144	13 723 803
Actions		
Marchés boursiers	41 240 360	38 041 897
Placements privés	12 703 156	10 890 765
Activités de rendement absolu		
Répartition de l'actif	759 867	514 903
Stratégies actives de superposition	272 879	238 157
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	47 691	24 432
Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général	(4 385)	169 000
Instruments financiers dérivés	—	(90 418)
Total des placements	140 835 387	125 727 012

1. Le 1^{er} janvier 2017, tous les actifs et passifs des portefeuilles spécialisés Obligations et Dettes immobilières ont été regroupés dans les deux nouveaux portefeuilles spécialisés Taux et Crédit.

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

Notes complémentaires
au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion des placements, le fonds particulier du Fonds, par l'intermédiaire de la Caisse, effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché.

Le fonds particulier du Fonds a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

- Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.
- Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé et présenté dans les gains réalisés.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Au 31 mars 2017, ces instruments financiers dérivés s'établissent comme suit :

	2017			2016		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés de changes						
Contrats à terme de gré à gré	—	—	—	—	(90 000)	6 192 000
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement	—	—	2 197 000	—	—	1 220 000
Total des instruments financiers dérivés	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>2 197 000</u>	<u>—</u>	<u>(90 000)</u>	<u>7 412 000</u>

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

c) Hiérarchie des justes valeurs

Les dépôts à participation sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur définie à la note 3 des principales méthodes comptables.

Au cours des exercices clos le 31 mars 2017 et le 31 mars 2016, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

9. Emprunts bancaires

Le 1^{er} décembre 2012, le Fonds a signé une facilité de crédit avec la Caisse pour un montant maximum de 2 000 000 \$. Cette facilité d'une durée de 3 ans, incluant un renouvellement automatique aux mêmes conditions, porte intérêt au taux annuel de rendement du compte de dépôts à vue majoré de 0,05 % et est garantie par la vente des actifs détenus dans le fonds particulier du Fonds. Aux 31 mars 2017 et 2016, le solde de la facilité de crédit n'était pas utilisé.

10. Gestion du capital

L'excédent cumulé de 144 617 408 \$ constitue le capital du Fonds. La gestion des produits, charges, actifs, passifs et autres transactions financières du Fonds est effectué de manière à s'assurer d'exécuter efficacement les activités spécifiques de la loi constitutive décrites à la note 1. Les objectifs de capital n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

11. Gestion des risques financiers

La direction des permis et de l'indemnisation, gestionnaire du Fonds, s'est dotée d'une politique de placements qui encadre les activités de placements de la Caisse. Elle établit les objectifs de placements, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placements vise à obtenir un taux de rendement maximum tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction et en permettant au Fonds de remplir ses engagements financiers.

Par ailleurs, la direction détermine les concentrations de risque par la revue périodique de son portefeuille de référence. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du fonds particulier dans les portefeuilles spécialisés.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placements. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Entre autres, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement établit les principes, le modèle de gestion, les types de placements autorisés, l'indice de référence, l'objectif de rendement ainsi que les limites de risque.

Les gestionnaires de la Caisse connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaire à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes de gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

a) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Pour gérer ce risque sur les dépôts à participation du fonds particulier, le Fonds établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence. La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le 1^{er} jour de chaque mois.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Au 31 mars 2017, la composition du portefeuille réel et de référence ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaille comme suit :

Valeurs en % de l'actif net	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	19,88 %	15,00 %	20,00 %	27,00 %
Crédit	22,22 %	17,00 %	22,00 %	29,00 %
Valeurs à court terme	3,50 %	0,00 %	3,00 %	10,00 %
	45,60 %	33,00 %	45,00 %	57,00 %
Actifs réels				
Immeubles	11,05 %	8,50 %	11,50 %	14,50 %
Infrastructures	4,25 %	2,00 %	5,00 %	8,00 %
	15,30 %	10,50 %	16,50 %	22,50 %
Actions				
Marchés boursiers	29,28 %	17,00 %	29,00 %	36,00 %
Placements privés	9,04 %	6,50 %	9,50 %	12,50 %
	38,32 %	26,50 %	38,50 %	45,50 %
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19 %	0,00 %	0,00 %	0,50 %
Répartition de l'actif	0,54 %	0,00 %	0,00 %	1,00 %
	0,73 %	0,00 %	0,00 %	1,50 %
Autres	0,05 %		0,00 %	
	100,00 %		100,00 %	

Le risque de marché du fonds particulier du Fonds est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel du fonds particulier du Fonds, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel du fonds particulier du Fonds pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

Notes complémentaires
au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier du Fonds subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du fonds particulier du Fonds pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier du Fonds.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier du Fonds.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité d'obtenir un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier du Fonds. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier du Fonds sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier du Fonds découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier du Fonds investit. Ainsi, le fonds particulier du Fonds est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier du Fonds.

Le risque absolu du portefeuille réel au 31 mars 2017, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier du Fonds, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit :

	2017			2016		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	19,3 %	19,7 %	2,6 %	19,8 %	19,1 %	2,9 %

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

b) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier du Fonds.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse auxquels le fonds particulier du Fonds participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés sont couverts en partie contre les fluctuations de devises. La nouvelle gestion des devises entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017, inclut la découverte graduelle des portefeuilles spécialisés Immeubles, Infrastructures et Placements privés.

L'exposition nette aux devises du fonds particulier du Fonds, incluant les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2017	2016
Dollar canadien	68 %	70 %
Autres devises	32 %	30 %
	100 %	100 %

Les autres devises représentent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays de la zone Europe, Australasie et Extrême-Orient.

c) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se détériorer.

En ce qui concerne les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, l'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le risque de crédit du fonds particulier du Fonds provient notamment des titres à revenu fixe, des instruments financiers dérivés, de l'octroi de garanties financières et des engagements de prêts donnés. Le fonds particulier du Fonds est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif du fonds particulier du Fonds est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

En ce qui concerne les autres instruments financiers détenus par le Fonds, l'exposition au risque de crédit du Fonds correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs se concentre également dans un autre secteur d'activité, soit celui des agents de voyages.

Le risque de crédit relié à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux revenus d'intérêts à recevoir de la Banque Nationale du Canada est faible puisqu'ils sont détenus auprès d'institutions financières réputées.

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

ANNEXE VIII – ÉTATS FINANCIERS DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES

Notes complémentaires
au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

La direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de crédit important sur ses créances par le fait qu'il transige avec un nombre important de clients, lesquels remettent en majorité le paiement de la contribution au Fonds dans les délais requis.

L'analyse de l'âge des principales créances se détaille comme suit :

	2017	2016
Créances non en souffrance	1 212 135	952 719
Créances en souffrance		
Moins de 30 jours	14 332	41 675
De 30 à 60 jours	2 540	2 682
Plus de 60 jours	1 778	285
	<u>1 230 785</u>	<u>997 361</u>

Aucune provision pour créances douteuses n'a été inscrite sur les créances aux 31 mars 2017 et 2016.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement ou d'investir sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

En ce qui concerne les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, l'analyse du risque de liquidité est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier du Fonds est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de liquidité. Les instruments financiers dérivés présentés à la note 8b) représentent l'exposition directe du fonds à ce risque. Au 31 mars 2017, l'échéance des flux contractuels de ces instruments est de moins d'un an. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Afin de contrer le risque de liquidité, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités du Fonds sont effectuées mensuellement et les transferts nécessaires sont faits auprès de la Caisse. Pour assurer les besoins de liquidité, le Fonds conserve normalement entre un et deux millions de dollars en encaisse afin de faire face à toute fermeture d'agences de voyages ou encore le défaut de fournisseurs de services, ainsi qu'une facilité de crédit de 2 000 000 \$ auprès de la Caisse (note 9).

Le Fonds est en mesure d'honorer les passifs financiers qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée et à long terme. Aucune analyse de maturité des contrats n'est faite considérant le nombre peu important de contrats que possède le Fonds et au fait qu'il paie généralement ses créances à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

Notes complémentaires au 31 mars 2017

(en dollars canadiens)

12. Transaction entre parties liées

En plus des opérations déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, le Fonds est apparenté à tous les ministères, aux fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et les entreprises publiques contrôlées directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis à un contrôle conjoint de la part de ce dernier. Le Fonds n'a conclu aucune autre opération individuellement ou collectivement significative avec des parties liées.

L'Office assume l'ensemble des frais d'administration du Fonds. Ils sont par la suite refacturés par l'Office à l'aide d'une méthode de répartition basée sur les coûts réels. Au 31 mars 2017, le montant refacturé s'élevait à 659 479 \$ et a été comptabilisé au poste Frais d'administration – Office de la protection du consommateur (659 479 \$ au 31 mars 2016).

Rémunération des principaux dirigeants

Comme le stipule l'article 43 du Règlement, la présidente de l'Office est la gestionnaire des sommes constituant le Fonds. Elle en est donc la principale dirigeante. Sa rémunération, y compris son salaire et ses avantages sociaux, est prise en charge par l'Office et aucune refacturation au Fonds n'est effectuée. Le Fonds ne lui procure aucun avantage à court ou à long terme, aucune indemnité de départ, ni aucun avantage postérieur à l'emploi.

13. Engagements

Dans le cadre d'une campagne d'information et d'éducation pour les clients des agents de voyages à l'égard de leurs droits et de leurs obligations en vertu de la loi, le Fonds a conclu le 26 septembre 2016 un contrat avec les Éditions Protégez-Vous pour l'élaboration d'un guide pratique du voyageur en version papier et électronique. Ce contrat au prix forfaitaire de 199 000 \$ doit être finalisé au plus tard le 31 mars 2018. Au 31 mars 2017, le montant des engagements est de 99 000 \$ (nul pour 2016).

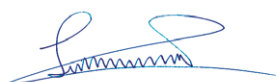
RAPPORT DU FIDUCIAIRE

L'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) est fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers. La direction de l'Autorité est donc responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds d'indemnisation des services financiers, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégralité et à la fidélité des états financiers, la direction de l'Autorité maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction de l'Autorité procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que l'Autorité applique de façon uniforme.

L'Autorité reconnaît qu'elle est tenue de gérer les affaires du Fonds d'indemnisation des services financiers conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds d'indemnisation des services financiers, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Louis Morisset
Président-directeur général



Marie-Claude Soucy
Vice-présidente des services administratifs

Québec, le 6 juillet 2017

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale



Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds d'indemnisation des services financiers, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état du résultat global, l'état des variations de l'excédent cumulé et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de l'Autorité des marchés financiers, à titre de fiduciaire du Fonds d'indemnisation des services financiers, est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 mars 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc FCPA auditrice, FCA

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 6 juillet 2017

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

De l'exercice clos le 31 mars 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	NOTE	2017	2016
PRODUITS			
Cotisations		9 837	9 681
Revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	6	1 916	492
Autres revenus de placements		4	103
Produits de subrogation		134	1 006
		11 891	11 282
CHARGES			
Indemnisations	10	1 047	129
Frais de gestion	11	1 089	1 123
Services professionnels		6	33
Charges locatives	11	58	51
Frais de déplacement		15	22
Autres		2	3
		2 217	1 361
Résultat net et résultat global		9 674	9 921

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
Excédent cumulé au début de l'exercice	34 853	24 932
Résultat net et résultat global	9 674	9 921
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	44 527	34 853

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

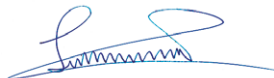
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	NOTE	2017	2016
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		749	2 750
Revenus de placements à recevoir		76	77
Créances	7	596	72
		1 421	2 899
Actif non courant			
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	8	58 474	46 722
		59 895	49 621
PASSIF			
Passif courant			
Charges à payer	9	189	230
Produits reportés		5 922	5 736
		6 111	5 966
Passif non courant			
Provision pour indemnisations	10	9 257	8 802
		15 368	14 768
Excédent cumulé			
		44 527	34 853
		59 895	49 621

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Louis Morisset
Président-directeur général
Autorité des marchés financiers



Marie-Claude Soucy
Vice-présidente des services administratifs
Autorité des marchés financiers

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2017

(en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net et résultat global	9 674	9 921
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Variation de la provision pour indemnisations	1 047	129
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Gain sur disposition d'unités de participation		(2)
Variation de la juste valeur	(1 110)	(96)
	9 611	9 952
Variation des éléments hors trésorerie		
Revenus de placements à recevoir	1	1
Créances	(524)	51
Charges à payer	(41)	(633)
Produits reportés	186	(23)
Provision pour indemnisations	(592)	
	(970)	(604)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	8 641	9 348
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'unités de dépôts à participation	(10 642)	(46 864)
Produit de disposition d'unités de dépôts à participation		240
Produit de disposition de dépôts à terme		39 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10 642)	(7 624)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 001)	1 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	2 750	1 026
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	749	2 750
La trésorerie et équivalents de trésorerie est composée des éléments suivants :		
Solde bancaire	499	399
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôts et placement du Québec	250	2 351
	749	2 750
Intérêts reçus sur les activités d'exploitation	791	478

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

1 - STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF) est un fonds institué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, chapitre D-9.2), sanctionnée le 20 juin 1998 par l'Assemblée nationale. À partir du 1^{er} octobre 1999, ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché (RLRQ, chapitre I-15.1). Son siège social est situé au 2640, boulevard Laurier, Québec (Québec), Canada.

L'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) exerce les fonctions de fiduciaire à l'égard du FISF en vertu de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2). Le FISF est un patrimoine d'affectation géré par l'Autorité séparément de ses autres actifs et passifs.

L'Autorité a notamment pour mandat d'administrer, par le biais du FISF, les sommes d'argent qui y sont déposées. Elle a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manœuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome, une société autonome ou un courtier en épargne collective ou en plans de bourses d'études inscrit conformément au titre V de la Loi sur les valeurs mobilières (RLRQ, chapitre V-1.1).

2 - BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers du FISF sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Les présents états financiers ont été approuvés par le président-directeur général le 6 juillet 2017.

BASE D'ÉVALUATION ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui sont évalués à la juste valeur, et de la provision pour indemnisations, qui est évaluée à la valeur actualisée des paiements futurs.

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du FISF.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET JUGEMENTS RÉALISÉS PAR LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction. Ces derniers ont une incidence sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des actifs, passifs, produits et charges pour les périodes présentées.

Les informations sur les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés concernent l'estimation de la provision pour indemnisations. L'établissement de la provision pour indemnisations dépend de plusieurs estimations et hypothèses dont le détail est présenté à la note 3.

Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations faites par la direction. Les estimations et les hypothèses sont revues de façon périodique et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont comptabilisés au cours de l'exercice de l'ajustement et des exercices ultérieurs touchés.

Les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables, dont les impacts sont les plus significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers, concernent la détermination de la probabilité

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

de paiement des indemnités, des passifs éventuels ainsi que de la probabilité de recouvrabilité des subrogations à recevoir.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme et à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

CONSTATATION DES PRODUITS

Cotisations

Les produits de cotisations sont comptabilisés en fonction de la période couverte au cours de laquelle les services sont rendus. Les montants facturés pour une période excédant la fin de l'exercice sont comptabilisés à titre de produits reportés.

Revenus de placements

Ces revenus sont composés des revenus sur les dépôts à terme et sur les dépôts à participation. Les revenus sur les dépôts à participation sont composés des revenus nets (pertes nettes) de placements, des gains nets réalisés (pertes nettes réalisées) et des gains nets non réalisés (pertes nettes non réalisées). Les revenus de placements sont inscrits au résultat net de l'exercice pendant lequel ils se produisent.

Produits de subrogation

Les produits de subrogation sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront au FISF et que les produits peuvent être évalués de façon fiable.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque le FISF devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que le FISF a transféré la

quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé si et seulement s'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

a) Classification

Les actifs financiers sont classés initialement sous l'une des quatre catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et actifs disponibles à la vente.

Les passifs financiers sont classés initialement sous l'une des deux catégories suivantes : passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, et passifs financiers évalués au coût amorti.

Les évaluations initiales et ultérieures des instruments financiers s'effectuent selon leur classification. L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement au moment de la comptabilisation initiale.

b) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les dépôts à participation sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La direction du FISF a choisi cette désignation puisque les dépôts à participation sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée par la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse). Les informations sur les dépôts à participation sont fournies sur cette base à la direction du FISF.

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placement de l'exercice. Les dépôts à participation sont présentés dans l'actif non courant suivant l'intention du FISF de les conserver sur une période supérieure à 12 mois.

c) Prêts et créances

Après leur comptabilisation initiale à la juste valeur, la trésorerie et équivalents de trésorerie, les revenus de placements à recevoir et les créances à recevoir de l'Autorité sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont présentés dans l'actif courant en raison de leur échéance rapprochée. La valeur comptable est équivalente à la juste valeur, puisqu'ils ont une échéance inférieure à 12 mois.

d) Passifs financiers évalués au coût amorti

Après leur comptabilisation initiale à la juste valeur, les charges à payer sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elles sont présentées dans le passif courant en raison de leur échéance rapprochée. La valeur comptable est équivalente à la juste valeur, puisqu'elles ont une échéance inférieure à 12 mois.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

À la fin de chaque exercice financier, la direction apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur le cas échéant et elle est inscrite au résultat net.

JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Tous les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique du FISF consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements à court terme, très liquides, rachetables et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsque le FISF a une obligation actuelle juridique et implicite résultant d'un événement passé, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, le montant est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Ces passifs sont présentés à titre de provisions si leur échéance ou leur montant est incertain.

Provision pour indemnisations

La provision pour indemnisations représente le montant qui est suffisant pour couvrir les paiements futurs à l'égard des événements survenus jusqu'à la fin de l'exercice envers des victimes de fraude, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome, une société autonome ou un courtier en épargne collective ou en plans de

bourses d'études inscrit conformément au titre V de la Loi sur les valeurs mobilières. Les indemnités sont celles prévues par la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, chapitre D-9.2).

Cette provision se compose des coûts reliés aux sinistres déclarés et à ceux survenus, mais non encore déclarés ainsi que des frais de gestion futurs relatifs au traitement administratif des réclamations. Les hypothèses sous-jacentes à la projection des montants à déboursier de chacune des composantes de la provision sont établies sur la base de la meilleure estimation. Par ailleurs, aucune marge explicite pour écarts défavorables n'est incluse à la provision.

La provision pour indemnisations est fondée sur les faits connus et sur l'interprétation des circonstances en tenant compte de l'expérience dans des dossiers similaires, des tendances historiques en matière de règlement de sinistres, des sinistres non réglés et de la fréquence des sinistres.

Les coûts reliés aux sinistres déclarés sont évalués en provisionnant entièrement les sommes réclamées dès qu'il est jugé plus probable qu'improbable que la réclamation résulte en une sortie d'actifs. Ces coûts font l'objet d'une actualisation qui permet d'évaluer la valeur présente estimative de tous les paiements futurs qui seront effectués relativement aux sinistres déclarés.

Les coûts reliés aux sinistres survenus mais non encore déclarés se séparent en deux catégories, soit les fraudes individuelles et les fraudes en série. Pour chacune des catégories, les coûts sont évalués en estimant le nombre de réclamations annuel moyen qui sera reçu dans les prochaines années, nombre qui sera ensuite multiplié par le coût moyen des réclamations accueillies. Ces coûts font l'objet d'une actualisation qui permet d'en évaluer la valeur présente estimative de tous les paiements futurs qui seront effectués relativement aux sinistres survenus jusqu'à la fin de l'exercice, mais non encore déclarés à cette date.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

Les frais de gestion futurs font l'objet d'une actualisation qui permet d'évaluer la valeur présente estimative des frais de gestion futurs distribués en fonction des délais de présentation de l'ensemble des réclamations. Par ailleurs, les hypothèses utilisées afin de déterminer ces frais ont fait l'objet d'une révision au cours de l'exercice financier afin de mieux prendre en compte l'expérience passée et considérer le nombre attendu de réclamations à indemniser. La révision de ces hypothèses représente un changement d'estimation comptable et entraîne une augmentation de la provision de 1 454 000 \$ au 31 mars 2017.

PASSIFS ÉVENTUELS

Les poursuites font l'objet d'un suivi régulier, au cas par cas, par la direction du FISF. Une provision est comptabilisée dès qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être estimé de manière fiable. L'évaluation de la provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de cette obligation. Aucun passif n'est comptabilisé lorsque la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, résultant d'une obligation actuelle, est faible.

4 - MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES

MODIFICATION DE L'EXERCICE

IAS 1 Présentation des états financiers

La norme IAS 1 *Présentation des états financiers* entrait en vigueur au cours de l'exercice et a été appliquée. Les modifications apportent des précisions sur la façon d'exercer le jugement professionnel lors de la détermination du niveau et de la structure de l'information à divulguer dans les états financiers. L'application de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

MODIFICATIONS FUTURES

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9 *Instruments financiers*, en remplacement de la norme IAS 39 *Instruments financiers - comptabilisation et évaluation*, a été publiée en février 2015. L'IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, des exigences relatives à la dépréciation des actifs financiers ainsi que des exigences générales relatives à la comptabilité de couverture. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du FISF. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été publiée en mai 2014. Elle établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires. Ce cadre pose comme principe fondamental que l'entité devrait comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les obligations de prestation sont remplies et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces prestations de service. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers du FISF. Elle n'a pas adopté cette norme par anticipation et ne prévoit pas le faire.

5 - GESTION DU CAPITAL

Le FISF définit son capital comme étant l'excédent cumulé. Il effectue une gestion de ses produits, charges, actifs et passifs afin de s'assurer qu'il exécute de manière efficace les activités spécifiques de sa loi décrites à la note 1.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Le financement du FISF est assuré par le versement de cotisations obligatoires par les cabinets, les représentants autonomes, les sociétés autonomes et les courtiers en épargne collective ou en plans de bourses d'études inscrits à l'Autorité, par la perception de sommes recouvrées en vertu de la subrogation des droits d'une victime indemnisée par le FISF ainsi que par les revenus de placements.

Pour prévenir une insuffisance de l'actif du FISF, l'article 278 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers prévoit que la cotisation doit être déterminée de manière à combler cette insuffisance sur une période

maximale de cinq ans. Dans cette optique, la politique de capitalisation du FISF vise à assurer le paiement des indemnités présentes et futures auxquelles ont droit les victimes de fraudes, de manœuvres dolosives ou de détournements de fonds tout en évitant une fluctuation fréquente de la tarification de la cotisation.

Tout au long de l'exercice, le FISF s'est conformé aux exigences en matière de capital auxquelles il est soumis en vertu de l'article 278 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers.

6 - REVENUS DE PLACEMENTS DES FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les revenus de placements des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit :

	2017	2016
DÉPÔTS À PARTICIPATION		
Revenus nets (pertes nettes) de placements		
Revenu fixe	516	338
Actions	183	101
Autres placements	79	(58)
	778	381
Gains nets (pertes nettes) réalisés		
Revenu fixe	1	
Actions	35	16
Autres placements	(10)	1
	26	17
Gains nets (pertes nettes) non réalisés		
Revenu fixe	173	23
Actions	1 001	10
Autres placements	(64)	63
	1 110	96
Total des revenus de placements des dépôts à participation	1 914	494
Dépôts à vue		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	2	(2)
	1 916	492

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

7 - CRÉANCES

	2017	2016
Cotisations à recevoir	54	71
À recevoir de l'Autorité	535	
Subrogations à recevoir	7	
Taxes à recevoir de l'Agence du revenu du Québec		1
	596	72

8 - DÉPÔTS À PARTICIPATION À UN FONDS PARTICULIER DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités de règlement de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net au fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la Caisse attribue au FISF les revenus nets de placements du fonds particulier.

Voici les éléments d'actifs et de passifs composant les dépôts à participation :

	2017	2016
Placements	58 483	46 763
Avances du fonds général	(5)	(43)
Revenus de placements courus et à recevoir	74	80
Revenus de placements à verser au FISF	(76)	(77)
Passifs relatifs aux placements	(2)	(1)
	58 474	46 722

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Les placements se détaillent selon les catégories suivantes :

	2017	2016
<i>Unités de participation de portefeuilles spécialisés</i>		
Obligations		14 041
Taux	9 345	
Crédit	8 213	
Valeurs à court terme	32 032	25 482
Marchés boursiers	8 893	7 176
Instruments financiers dérivés		1
Quote-part nette des activités du fonds général		63
	58 483	46 763

9 - CHARGES À PAYER

	2017	2016
Comptes fournisseurs et frais courus		
À payer à l'Autorité		227
Indemnisations à payer	187	
Autres	2	3
	189	230

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

10 - PROVISION POUR INDEMNISATIONS

Le tableau suivant résume l'évolution de la provision pour indemnités :

	2017	2016
Solde au début de l'exercice	8 802	8 673
Diminution des provisions existantes	(287)	(785)
Provisions supplémentaires constituées	36	558
Provisions renversées	(58)	(48)
Ajustement pour risques et incertitudes	(27)	503
Provision pour frais de gestion futurs	1 382	(97)
Incidence des variations de taux d'actualisation	1	(2)
Charges de l'exercice	1 047	129
Sinistres réglés	(592)	
Solde à la fin de l'exercice	9 257	8 802

11 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, le FISF est apparenté à tous les ministères, aux fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le FISF n'a conclu aucune autre opération individuellement ou collectivement significative avec des parties liées.

L'Autorité a mis à la disposition du FISF des ressources humaines pour la gestion des opérations courantes de ses activités, des immobilisations et des espaces locatifs. Ces opérations ont été comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, conformément à l'entente conclue entre les parties.

Les transactions avec l'Autorité se composent comme suit :

	2017	2016
Frais de gestion	1 089	1 123
Charges locatives	58	51
	1 147	1 174

Les montants engagés par le FISF inclus dans les frais de gestion pour les personnes agissant à titre de dirigeants fournis par l'AMF sont de 134 000 \$ (136 000 \$ en 2016).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

12 - GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La responsabilité de la gestion des risques du FISF incombe à l'Autorité, qui est fiduciaire du FISF.

Dans le cours normal de ses activités, le FISF est exposé à différents risques financiers. La direction a mis en place des politiques et procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

Le FISF s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la Caisse. Elle établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placements vise à obtenir un taux de rendement maximum tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié et en permettant au FISF de remplir ses engagements financiers. Par ailleurs, la direction détermine les concentrations de risque par la revue périodique de son portefeuille de référence.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

La Caisse a pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. Elle a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

La Caisse détermine notamment la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice

de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Les gestionnaires de la Caisse connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaire à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes de gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit relié à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux revenus de placements à recevoir est faible puisque ceux-ci sont détenus auprès d'institutions financières réputées.

Pour les dépôts à participation, l'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le fonds particulier du FISF est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le FISF ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le FISF gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels. Le FISF établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

satisfaire ses obligations. Conséquemment, le FISF est en mesure d'honorer les passifs financiers qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée et à long terme.

Pour les dépôts à participation, l'analyse du risque de liquidité est effectué par la Caisse. Étant donné que les dépôts à participation sont investis dans des portefeuilles spécialisés, le fonds particulier du FISF est indirectement exposé au risque de liquidité, c'est à dire le risque que les portefeuilles spécialisés ne soient pas en mesure de respecter leurs engagements. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des prix du marché. Ces prix sont influencés par la variation de certains paramètres de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Dépôts à participation

Pour gérer ce risque sur les dépôts à participation du fonds particulier, le FISF établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence. La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du FISF influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 mars 2017, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles se détaillent comme suit :

	PORTFEUILLE RÉEL	LIMITE MINIMALE	PORTFEUILLE DE RÉFÉRENCE	LIMITE MAXIMALE
	%	%	%	%
Revenu fixe				
Valeurs à court terme	54,73	45,00	55,00	65,00
Taux	15,99	11,00	16,00	21,00
Crédit	14,05	9,00	14,00	19,00
	84,77	75,00	85,00	95,00
Marchés boursiers				
	15,23	5,00	15,00	25,00
Total	100,00		100,00	

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

Le risque de marché est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance déterminé et une période d'exposition déterminée. La VaR de marché est estimée selon un niveau de confiance de 99 % et sur une période d'exposition d'une année. Ainsi, la VaR présente le niveau de perte qu'un portefeuille devrait atteindre ou dépasser dans 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour estimer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier du FISF subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent,

compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du fonds particulier du FISF pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier du FISF.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier du FISF.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier du FISF. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier du FISF sont mesurés régulièrement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier du FISF découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier du FISF investit. Ainsi, le fonds particulier du FISF est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier du FISF.

Au 31 mars 2017, le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier du FISF, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, sont respectivement de 6,5 %, 6,1 % et 1,4 % (6,1 %, 6,1 % et 1,2 % au 31 mars 2016).

RISQUE DE CHANGE

Dépôts à participation

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier du FISF.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse auxquels le fonds particulier du FISF participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés sont couverts en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises du fonds particulier du FISF, incluant les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, sont respectivement de 88 % pour le dollar canadien et de 12 % pour les autres devises (89 % pour le dollar canadien et de 11 % pour les autres devises au 31 mars 2016).

Les autres devises représentent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays de la zone Europe, Australasie et Extrême-Orient et les devises des marchés en croissance.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Fonds) ont été dressés par la direction responsable de la gestion du Fonds, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport d'activité est conforme à ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Fonds reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui le régissent et elle a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit de même que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Fonds pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Johanne Bourassa, sous-ministre associée responsable d'Emploi-Québec
et secrétaire générale de la Commission des partenaires du marché du travail



Line Bérubé, sous-ministre
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Montréal, le 13 septembre 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

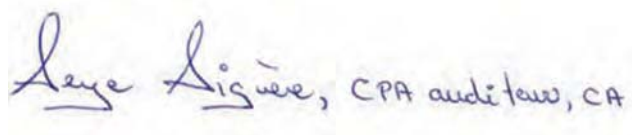
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec

A handwritten signature in blue ink that reads "Serge Giguère, CPA auditeur, CA". The signature is written in a cursive style.

Serge Giguère, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 13 septembre 2017

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017**
(en milliers de dollars)

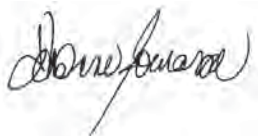
	2017		2016
	Budget révisé (note 10)	Résultats réels	Résultats réels
REVENUS			
Cotisations des employeurs (note 3)	28 000	28 211	29 591
Contribution du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 4)	12 000	12 000	12 000
Droits et frais	900	891	952
Intérêts	250	254	182
Autres	400	2 180	1 385
	41 550	43 536	44 110
CHARGES			
Subventions aux employeurs	22 700	18 973	30 990
Subventions au programme Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi	-	-	158
Frais d'exploitation et d'administration (note 5)	6 000	5 663	7 011
	28 700	24 636	38 159
EXCÉDENT ANNUEL	12 850	18 900	5 951
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	41 907	41 907	35 956
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	54 757	60 807	41 907

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVREÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	38 174	11 803
Débiteurs (note 7)	26 590	37 279
	<u>64 764</u>	<u>49 082</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	3 957	7 175
ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ	<u>60 807</u>	<u>41 907</u>
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 8)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Johanne Bourassa, sous-ministre associée responsable d'Emploi-Québec
et secrétaire générale de la Commission des partenaires du marché du travail



Line Bérubé, sous-ministre
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017
(en milliers de dollars)

	2017		2016
	Budget révisé (note 10)	Résultats réels	Résultats réels
EXCÉDENT ANNUEL	12 850	18 900	5 951
AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	12 850	18 900	5 951
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	41 907	41 907	35 956
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	54 757	60 807	41 907

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVREÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	18 900	5 951
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement :		
Débiteurs	10 689	(947)
Créditeurs et charges à payer	(3 218)	(9 835)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	26 371	(4 831)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	11 803	16 634
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 6)	38 174	11 803

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Fonds) est constitué par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, c. D-8.3). Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est chargé de l'administration du Fonds. En vertu de l'entente de partenariat intervenue le 10 février 2017 entre le ministre et la Commission des partenaires du marché du travail (Commission), il a été convenu que le sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec est responsable de l'administration du Fonds.

Le Fonds a pour objet la promotion et le soutien financier ou technique des actions de développement des compétences de la main-d'œuvre et des initiatives prises en ces matières.

En vertu de l'article 985 de la Loi sur les impôts (RLRQ, c. 1-3) et de l'article 149 (1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. [1985], c. 1 [5^e suppl.]), le Fonds n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses ont trait :

- aux revenus et débiteurs liés aux cotisations des employeurs;
- à la provision pour créances douteuses;
- aux dépenses de subventions;
- aux créditeurs et charges à payer ainsi qu'aux obligations contractuelles.

Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

REVENUS

Cotisations des employeurs

En vertu des dispositions de la loi constitutive du Fonds, les cotisations des employeurs sont perçues par le ministre du Revenu, au bénéfice du Fonds. Ces recettes fiscales sont comptabilisées en fonction des montants déclarés par les employeurs, pour la dernière année civile. Elles demeurent sujettes à vérification et rectification. Les rectifications sont, le cas échéant, portées aux revenus liés aux cotisations des employeurs dans l'exercice au cours duquel elles sont connues. Par conséquent, les résultats réels pourraient varier significativement des résultats estimés.

Contribution du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

Les revenus de contribution du MTESS sont constatés au moment où la contribution est autorisée, que le Fonds a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible d'estimer raisonnablement les montants en cause.

Droits et frais

Les revenus de droits et frais sont constatés lorsqu'ils sont exigibles.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Autres

Les autres revenus sont comptabilisés au moment où ces derniers sont gagnés, lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré et que les montants en cause peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable. Les subventions qui sont recouvrées au cours de l'exercice et qui ont été octroyées lors d'exercices antérieurs sont comptabilisées dans ce poste.

CHARGES

Subventions

Les subventions sont comptabilisées à titre de charges dans la mesure où elles ont été autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs (à l'exception des débiteurs relatifs aux cotisations des employeurs) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ainsi que d'acceptations bancaires et de billets à escompte au porteur rachetables en tout temps, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

3. COTISATIONS DES EMPLOYEURS

	2017	2016
Cotisations estimées pour l'exercice	25 424	22 575
Ajustements liés à des cotisations des exercices antérieurs	2 787	7 016
	28 211	29 591

4. CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Dans le cadre du discours sur le budget 2015-2016, le ministre des Finances a annoncé une contribution financière au Fonds de l'ordre de 60 000 000 \$ pour les cinq prochaines années. Cette contribution compense le manque à gagner qui résulte de la mesure haussant le seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Ce seuil, antérieurement de 1 000 000 \$, est passé à 2 000 000 \$. Pour l'exercice financier 2016-2017, la contribution attribuée au Fonds par le MTESS est de 12 000 000 \$ et servira à soutenir, d'une part, le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT et, d'autre part, les Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions prioritaires par la CPMT.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

Comme le prévoit l'article 41 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, les frais associés à l'administration de la Loi sont présentés distinctement dans les états financiers du Fonds.

	2017	2016
Frais associés à l'administration de la Loi		
Rémunération du personnel affecté au Fonds	834	938
Prêts de services	424	686
Honoraires professionnels : études, enquêtes et vigie	200	539
Autres honoraires professionnels	2	37
Créances douteuses	487	612
Loyers	87	91
Autres	31	42
	2 065	2 945
Frais associés à l'administration des subventions		
Rémunération du personnel affecté au Fonds	1 152	1 101
Prêts de services	1 093	1 973
Autres honoraires professionnels	1	-
Créances douteuses	1 202	851
Loyers	119	107
Autres	31	34
	3 598	4 066
	5 663	7 011

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2017	2016
Billets à escompte au porteur, rachetables en tout temps, échéant entre avril et novembre 2017 (avril et juin 2016 pour 2016), à des taux variant entre 0,83 % à 1,00 % (de 0,82 % à 0,85 % pour 2016)	31 802	7 994
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux préférentiel de 2,70 % réduit de 2,50 %, lequel représente un taux de 0,20 % au 31 mars 2017 (0,20 % pour 2016)	6 372	3 809
	38 174	11 803
Intérêts encaissés au cours de l'exercice	239	206

7. DÉBITEURS

	2017	2016
Cotisations des employeurs	26 248	25 148
Contribution du MTESS	-	12 000
Subventions aux employeurs versées en trop	1 961	553
Autres	47	44
Intérêts	4	2
	28 260	37 747
Provision pour créances douteuses	(1 670)	(468)
	26 590	37 279

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds s'est engagé à appuyer financièrement des projets visant à promouvoir et à soutenir des actions et des initiatives de développement des compétences de la main-d'œuvre. Le solde des obligations contractuelles au 31 mars 2017 s'établit à 12 741 913 \$ (20 558 202 \$ pour 2016).

Les versements des obligations contractuelles du Fonds s'effectueront de la façon suivante pour les trois prochains exercices :

2018	2019	2020
11 664 386 \$	1 067 586 \$	9 941 \$

9. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à différents risques, notamment au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les répercussions potentielles.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit peut découler de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations financières et, de ce fait, qu'elle amène l'autre partie à subir une perte financière. Il peut aussi survenir s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. L'exposition maximale du Fonds au risque de crédit correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses débiteurs.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ceux-ci sont placés dans des institutions financières réputées et dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Le risque de crédit lié à la contribution à recevoir du MTESS est réduit au minimum, puisque cette somme provient d'une entité gouvernementale.

Le Fonds enregistre une provision pour tenir compte des pertes potentielles liées aux subventions aux employeurs versées en trop et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements liés à la provision pour créances douteuses du Fonds :

	2017	2016
Solde au début de l'exercice	468	51
Créances douteuses	1 202	468
Montant radié	-	(51)
Solde à la fin de l'exercice	1 670	468

Le Fonds est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le Fonds évalue à faible son risque de liquidité, puisqu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie pour honorer ses engagements financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. À cet effet, le Fonds paie généralement ses créditeurs et charges à payer à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Il comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Fonds considère qu'il est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt du Fonds est attribuable à la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le Fonds considère que son exposition au risque de taux d'intérêt est faible étant donné que les sommes en cause ne sont pas significatives.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

10. RÉSULTATS BUDGÉTÉS

Les résultats budgétés sont fournis pour fins de comparaison. Ils ont été établis à partir des estimations révisées approuvées par le président de la Commission des partenaires du marché du travail le 6 mars 2017.

Le budget révisé a eu pour effet par rapport au budget original d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	2017
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ	
CHARGES	
Subventions aux employeurs	(8 400)
Frais d'exploitation et d'administration	(200)
	(8 600)
EXCÉDENT ANNUEL	8 600
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	
EXCÉDENT ANNUEL	8 600
AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	8 600

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2017

Les informations concernant le fonds se retrouvent à la note 19 des états financiers de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (Section R-4).

États financiers du Fonds de l'assurance médicaments de l'exercice clos le 31 mars 2017

Rapport de la direction

Le Fonds de l'assurance médicaments (le Fonds) est administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie). La direction de la Régie est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds, y compris les estimations et jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées respectant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que la garantie que l'information financière présentée ailleurs dans le rapport d'activité est conforme à celle contenue dans les états financiers.

La direction maintient un système de contrôles internes et applique un programme d'audit interne. De cette façon, elle obtient une assurance raisonnable que l'actif est convenablement protégé et que les registres comptables constituent une base adéquate à l'établissement d'états financiers objectifs et fiables donnant une juste représentation de la situation financière et des opérations du Fonds.

Le conseil d'administration de la Régie est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers du Fonds ainsi que de la surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Le conseil d'administration est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit de la Régie.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui régissent ces deux entités.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général de la Régie,

Le vice-président à l'administration
et à la gestion de l'information de la Régie

Original signé

Original signé

Jacques Cotton

Sylvain Périgny

Québec, le 7 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de l'assurance médicaments, qui comprennent l'état de la situation financière et de la variation des actifs financiers nets au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de l'assurance médicaments au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Original signé

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Québec, le 7 juin 2017



FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

(en milliers de dollars)

	2017 Budget	2017 Réal	2016 Réal
REVENUS			
Contribution du fonds général du fonds consolidé du revenu	2 633 147	2 525 759	2 446 088
Primes – adhérents et personnes de 65 ans ou plus (note 3)	1 122 505	1 164 784	1 082 201
Moins : créances irrécouvrables reliées aux primes non perçues (note 4)	9 255	9 255	9 734
	1 113 250	1 155 529	1 072 467
	3 746 397	3 681 288	3 518 555
DÉPENSES			
Contributions à la Régie de l'assurance maladie du Québec pour des médicaments et des services pharmaceutiques fournis aux :			
Personnes de 65 ans ou plus	2 114 058	2 125 931	1 974 548
Prestataires d'une aide financière de dernier recours	783 252	743 292	746 973
Adhérents	788 376	758 745	738 538
	3 685 686	3 627 968	3 460 059
Frais d'administration			
Régie de l'assurance maladie du Québec (note 5)	46 610	39 804	44 489
Intérêts sur emprunts	5 100	4 515	4 602
Perception des primes par Revenu Québec (note 4)	9 001	9 001	9 405
	60 711	53 320	58 496
	3 746 397	3 681 288	3 518 555
EXCÉDENT DE L'EXERCICE ET EXCÉDENT CUMULÉ	–	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DE LA VARIATION
DES ACTIFS FINANCIERS NETS AU 31 MARS 2017

(en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Primes à recevoir	1 321 340	1 223 520
PASSIFS		
Dû à la Régie de l'assurance maladie du Québec	339 243	315 505
Dû à Revenu Québec	900	576
Intérêts courus	414	405
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec (note 6)	980 783	907 034
	1 321 340	1 223 520
ACTIFS FINANCIERS NETS	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Fonds,

Original signé

Jacques Cotton

Président-directeur général de la Régie

Original signé

Suzanne Delisle, CPA, CA, ASC, ACC

Membre du conseil d'administration et
présidente du comité d'audit de la Régie

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

(en milliers de dollars)

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE FINANCEMENT		
Excédent de l'exercice	–	–
Variation des actifs financiers et des passifs reliés aux activités de fonctionnement		
Primes à recevoir	(97 820)	(78 777)
Dû à la Régie de l'assurance maladie du Québec	23 738	64 756
Dû à Revenu Québec	324	(2)
Intérêts courus	9	(70)
Variation des passifs reliés aux activités de financement		
Emprunt sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec	73 749	14 093
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	–	–
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT ET À LA FIN (note 1)	–	–
Intérêts versés	4 505	4 673

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017**

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

Le Fonds de l'assurance médicaments (le Fonds) a été institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5). Il a pour fonction d'assumer le coût des médicaments et services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Il est constitué des primes déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile par toute personne admissible, et ce, peu importe son âge.

Par contre, des exonérations de primes sont prévues dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec et dans la Loi sur l'assurance médicaments (RLRQ, chapitre A-29.01) pour des catégories de personnes telles que les enfants, les prestataires d'une aide financière de dernier recours et certaines personnes âgées.

Le Fonds est administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie) et ses modes de gestion, de financement et d'opération sont stipulés dans sa loi constitutive. Selon cette loi, l'ensemble des sommes versées au Fonds doit permettre à long terme le paiement de ses obligations. Les sommes déposées dans le compte du Fonds sont immédiatement transférées dans le compte de la Régie qui administre le Fonds. Ainsi, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Régie.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Référentiel comptable**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation des estimations

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction

ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est le revenu provenant de primes.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Le dû à Revenu Québec, les intérêts courus et les emprunts sur billets sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ainsi, les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, mais qui résultent d'obligations légales imposées par les pouvoirs publics ne sont pas des instruments financiers, tels que les primes à recevoir et le dû à la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Contribution du fonds général du fonds consolidé du revenu

Le fonds général du fonds consolidé du revenu verse une contribution pour équilibrer les revenus et les dépenses. Elle ne peut excéder le total des montants payés par la Régie (incluant les frais d'administration) pour les biens et services fournis aux personnes de 65 ans ou plus et aux prestataires d'une aide financière de dernier recours.

Primes

La valeur estimative des primes est inscrite aux revenus en proportion de la période de couverture d'assurance écoulée au 31 mars.

Cette estimation est établie en fonction des hypothèses émises, de l'évolution du nombre de personnes assurées et des primes observées au cours de l'année civile 2015.

Les ajustements entre la valeur estimative des primes et leur valeur réelle sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. PRIMES

L'estimation des primes se répartit comme suit :

	2017	2016
Adhérents	531 957	506 903
Personnes de 65 ans ou plus	632 827	575 298
	1 164 784	1 082 201

L'ajustement entre la valeur réelle des primes pour l'année civile 2015 et leur valeur estimative comptabilisée au 31 mars 2016, ainsi que d'autres ajustements pour des années antérieures à 2015, ont eu pour effet d'augmenter les primes de l'exercice en cours de 43,4 M\$ (2016 : 38,0 M\$).

4. FRAIS RELIÉS AUX ACTIVITÉS DE PERCEPTION DES PRIMES PAR REVENU QUÉBEC

	2017	2016
Frais d'administration (perception)	9 001	9 405
Frais inhérents aux comptes à recevoir :		
Créances irrécouvrables reliées aux primes non perçues	9 255	9 734
	18 256	19 139

Revenu Québec est, selon la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, l'agence chargée de percevoir les primes des adhérents et des personnes de 65 ans ou plus pour le Fonds. Dans le cadre de ce mandat, elle facture au Fonds des frais d'administration ainsi que d'autres frais reliés aux comptes à recevoir. Ces frais sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec. En vertu d'une entente signée en 2009 avec Revenu Québec, la réévaluation de ces frais est faite périodiquement et des mécanismes d'indexation sont prévus.

L'entente de 2009 avec Revenu Québec prévoit, pour l'exercice clos le 31 mars 2010 et les suivants, la prise en charge par le Fonds des frais des créances irrécouvrables reliées aux primes non perçues.

Les créances irrécouvrables reliées aux primes non perçues représentent 0,8 % (2016 : 0,9 %) de l'estimation des primes au 31 mars 2017.

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration imputés par la Régie pour les adhérents (toute personne qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux) ainsi que pour les personnes de 65 ans ou plus et les prestataires d'une aide financière de dernier recours sont indiqués dans le tableau suivant :

	Adhérents	Autres clientèles	2017	2016
Traitements et avantages sociaux	11 312	15 399	26 711	29 508
Amortissement des immobilisations corporelles	1 130	1 226	2 356	2 706
Locaux, équipement et ameublement	1 572	1 560	3 132	3 160
Diffusion d'information, téléphonie et courrier	995	997	1 992	2 134
Réseau de communication interactive	499	3 008	3 507	3 348
Services professionnels et autres	956	961	1 917	3 430
Fournitures et approvisionnements	74	67	141	151
Intérêts et frais financiers	24	24	48	52
	16 562	23 242	39 804	44 489

6. EMPRUNTS SUR BILLETS DU FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2017	2016
Emprunt sur billets renouvelables d'un maximum de 975 M\$ échéant le 18 avril 2017, au taux de 0,941 %	887 596	—
Emprunt sur billets renouvelables d'un maximum de 1 150 M\$ échéant le 18 avril 2017, au taux de 0,964 %	93 187	—
Emprunt sur billets renouvelables d'un maximum de 975 M\$ échu le 14 avril 2016, au taux de 0,918 %	—	847 255
Emprunt sur billets renouvelables d'un maximum de 975 M\$ échu le 14 avril 2016, au taux de 0,916 %	—	59 779
	980 783	907 034

7. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Fonds a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte. Le Fonds est peu exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières étant donné que le montant nécessaire pour combler ses obligations est pris à même le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le Fonds gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Le Fonds établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 mars 2017

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dû à Revenu Québec	900	—	—	—	900
Intérêts courus	414	—	—	—	414
Emprunt sur billets	981 214	—	—	—	981 214
	982 528	—	—	—	982 528

31 mars 2016

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dû à Revenu Québec	576	—	—	—	576
Intérêts courus	405	—	—	—	405
Emprunt sur billets	907 331	—	—	—	907 331
	908 312	—	—	—	908 312

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le Fonds est surtout exposé aux risques associés aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à court terme qui sont émis à des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Fonds est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que le Fonds prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Ainsi, l'incidence d'une augmentation immédiate et soutenue, au 31 mars 2017, de 1 % des taux d'intérêt aurait pour effet d'augmenter la dépense d'intérêts de 5,7 M\$ (2016 : 5,0 M\$), tandis qu'une baisse de 1 % des taux d'intérêt réduirait la dépense d'intérêts de ce même montant.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à leur valeur d'échange, le Fonds est apparenté à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

PARTIE V

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies (Fonds) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent. Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont aucun membre ne fait partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Rémi Quirion, O.C., C.Q., Ph.D., MSRC
Ph.D., MSRC
Scientifique en chef du Québec



Maryse Lassonde, O.C., C.Q.,
Directrice scientifique

Québec, le 15 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 15 juin 2017

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2017	2016
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES (note 3)	57 953 635 \$	59 937 960 \$	59 802 396 \$
INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS	713 750	706 362	615 796
	<u>58 667 385</u>	<u>60 644 322</u>	<u>60 418 192</u>
CHARGES			
SUBVENTIONS ET BOURSES ACCORDÉES			
Subventions	36 124 308	37 615 197	41 139 632
Bourses	18 774 868	18 677 766	19 383 674
FONCTIONNEMENT (note 4)	4 222 158	4 421 004	4 393 534
	<u>59 121 334</u>	<u>60 713 967</u>	<u>64 916 840</u>
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(453 949)	(69 645)	(4 498 648)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>703 380</u>	<u>703 380</u>	<u>5 202 028</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	<u>249 431 \$</u>	<u>633 735 \$</u>	<u>703 380 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	11 882 081 \$	12 764 937 \$
Intérêts courus	12 213	12 213
Subventions à recevoir et autres créances (note 6)	6 671 821	4 539 381
	<u>18 566 115</u>	<u>17 316 531</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	813 058	675 925
Subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes (note 10)	17 641 521	16 431 412
	<u>18 454 579</u>	<u>17 107 337</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>111 536</u>	<u>209 194</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	67 583	88 387
Immobilisations corporelles (note 7)	454 616	405 799
	<u>522 199</u>	<u>494 186</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 5)	<u>633 735 \$</u>	<u>703 380 \$</u>

Obligations contractuelles (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :


Rémi Quirion, O.C., C.Q., Ph.D., MSRC
Scientifique en chef du Québec

Richard Cloutier
Président du comité d'audit

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES
 ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	Budget	Réel	Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	<u>(453 949) \$</u>	<u>(69 645) \$</u>	<u>(4 498 648) \$</u>
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions	(435 333)	(295 638)	(280 198)
Amortissement	183 526	242 882	217 241
Perte à la disposition	-	3 939	-
	<u>(251 807)</u>	<u>(48 817)</u>	<u>(62 957)</u>
VARIATION DUE AUX CHARGES PAYÉES D'AVANCE			
Acquisitions	(75 000)	(117 484)	(99 917)
Utilisation	75 000	138 288	83 187
	<u>-</u>	<u>20 804</u>	<u>(16 730)</u>
DIMINUTION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>(705 756)</u>	<u>(97 658)</u>	<u>(4 578 335)</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>209 194</u>	<u>209 194</u>	<u>4 787 529</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>(496 562) \$</u></u>	<u><u>111 536 \$</u></u>	<u><u>209 194 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(69 645) \$	(4 498 648) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes	(14 811 912)	(14 487 832)
Amortissement des immobilisations corporelles	242 882	217 241
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	3 939	-
	(14 634 736)	(18 769 239)
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Intérêts courus	-	7 005
Subventions à recevoir et autres créances	(2 132 440)	(1 507 852)
Créditeurs et charges à payer	112 184	32 655
Subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes	16 022 021	13 505 365
Charges payées d'avance	20 804	(16 730)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(612 167)	(6 748 796)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(270 689)	(279 347)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE	(882 856)	(7 028 143)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	12 764 937	19 793 080
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	11 882 081 \$	12 764 937 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	140 552 \$	196 560 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2017****1. CONSTITUTION ET FONCTIONS**

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies (Fonds) est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1) (la Loi). Le Fonds a pour fonction de promouvoir et d'aider financièrement : la recherche et la diffusion des connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie; la formation de chercheurs par l'attribution de bourses d'excellence aux étudiants des 2^e et 3^e cycles universitaires et aux personnes qui effectuent des recherches postdoctorales ainsi que par l'attribution de bourses de perfectionnement aux personnes qui désirent réintégrer les circuits de la recherche et l'attribution de subventions pour des déagements de tâche d'enseignement pour les professeurs de l'enseignement collégial engagés dans des activités de recherche.

De plus, le Fonds gère des programmes de bourses pour les étudiants des 2^e et 3^e cycles universitaires et des programmes de subventions. Il établit tout partenariat nécessaire, notamment avec les universités, les collèges, l'industrie, les ministères et les organismes publics et privés concernés.

En vertu de l'article 23 de la Loi, le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies est mandataire du gouvernement du Québec. Il est donc exempté d'impôt au fédéral et au provincial.

L'article 33 de la Loi mandate le Scientifique en chef du Québec de l'administration des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles des Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS), Nature et technologies (FRQNT) et Société et culture (FRQSC). Les services administratifs des trois Fonds de recherche sont regroupés depuis le 1^{er} avril 2012.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Référentiel comptable**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction. La préparation des états financiers du Fonds conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des frais de fonctionnement communs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en monnaies étrangères.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

La trésorerie, les intérêts courus ainsi que les subventions à recevoir et autres créances, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des charges sociales à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

REVENUS

Subventions du gouvernement du Québec et d'autres organismes

Les subventions affectées sont comptabilisées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions non affectées sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Fonds a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en subventions reportées lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont rencontrées.

Autres revenus

Les revenus de gestion sont comptabilisés en vertu de protocoles d'entente portant sur les montants des subventions octroyées annuellement. Les autres revenus sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus, lorsque le prix de ces services est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

CHARGES

Subventions et bourses accordées

Les subventions et bourses sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité. Les annulations ou les remboursements de subventions et bourses accordées sont inscrits dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie représente les soldes en banque.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**PASSIFS****Régime d'avantages sociaux**

Le Fonds offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par le Fonds et les participants au régime. L'employeur et l'employé contribuent à une part égale correspondant à 5 % du salaire chacun. Chaque employé gère individuellement ses choix de placement.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers du Fonds sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

<u>Catégories</u>	<u>Durées</u>
Mobilier de bureau et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans
Développement informatique	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES

	2017	2016
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation*	50 192 842 \$	50 722 427 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*	3 175 344	2 953 087
Fonds de recherche du Québec - Santé*	183 333	219 333
Fonds de recherche du Québec - Société et culture*	183 333	169 333
Partenaires des Projets de recherche orientée		
Fonds des ressources naturelles*	5 366 493	4 303 460
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	347 468	-
Novalait	181 917	225 935
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec*	104 044	245 665
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports*	35 975	33 529
Ministère de la Santé et des Services sociaux*	-	37 886
Fonds vert*	-	31 988
Fonds de la recherche forestière du Saguenay-Lac-St-Jean	-	15 079
Autres partenaires	167 211	144 092
Autres	-	700 582
	59 937 960 \$	59 802 396 \$

* Apparenté sous contrôle commun

4. FONCTIONNEMENT

	2017			2016	
	Charges encourues par le FRQNT	Moins : Charges remboursées par les autres Fonds	Plus : Charges remboursées aux autres Fonds		
Traitements et avantages sociaux	3 003 123 \$	(989 769) \$	1 122 733 \$	3 136 087 \$	3 290 668 \$
Loyer et assurances	271 053	(158 105)	238 198	351 146	350 949
Fournitures et approvisionnement	246 874	(121 429)	54 356	179 801	192 827
Déplacements et séjours	275 626	(38 895)	63 222	299 953	184 371
Honoraires professionnels	204 331	(78 775)	34 861	160 417	115 037
Entretien et licences	153 381	(103 909)	42 555	92 027	81 511
Amortissement des immobilisations corporelles	242 882	(64 182)	22 873	201 573	178 171
	<u>4 397 270 \$</u>	<u>(1 555 064) \$</u>	<u>1 578 798 \$</u>	<u>4 421 004 \$</u>	<u>4 393 534 \$</u>

Charges de fonctionnement de services administratifs communs :

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un Fonds doit refléter l'utilisation réelle des ressources qu'il mobilise.

Les traitements et avantages sociaux sont répartis en fonction des effectifs des directions scientifiques, FRQNT 29,69 %, FRQS 37,50 %, FRQSC 32,81 % (2016: FRQNT 30,77 %, FRQS 36,92 %, FRQSC 32,31 %).

Les loyers et assurances et l'amortissement des améliorations locatives, du mobilier de bureau et des équipements informatiques sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage uniforme des effectifs des services partagés travaillant au bureau de Montréal, FRQNT 17,33 %, FRQS 65,34 %, FRQSC 17,33 % (2016: FRQNT 17,37 %, FRQS 65,26 %, FRQSC 17,37 %), et au bureau de Québec, FRQNT 41,67 %, FRQS 13,72 %, FRQSC 44,61 % (2016: FRQNT 42,25 %, FRQS 14,09 %, FRQSC 43,66 %).

Les honoraires professionnels, l'entretien et licences et les fournitures et approvisionnement sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage uniforme des effectifs des services partagés, FRQNT 31,36 %, FRQS 35,59 %, FRQSC 33,05 % (2016: FRQNT 31,96 %, FRQS 35,26 %, FRQSC 32,78 %).

Les déplacements et séjours sont réparties à parts égales en 2017 et 2016, FRQNT 33,33 %, FRQS 33,34 %, FRQSC 33,33 %.

5. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a affecté l'excédent cumulé de 633 735 \$ au 31 mars 2017 (703 380 \$ au 31 mars 2016) relativement à des bourses et des subventions qui seront octroyées selon les engagements du Fonds. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

6. SUBVENTIONS À RECEVOIR ET AUTRES CRÉANCES

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun		
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	4 137 201 \$	3 734 000 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	2 181 017	500 000
Fonds de recherche du Québec - Santé	146 589	104 624
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	123 765	76 386
Novalait	-	69 999
Fonds de la recherche agroalimentaire axé sur l'agriculture nordique du Saguenay–Lac-Saint-Jean	64 828	-
Taxes à la consommation à recevoir	16 742	40 630
Autres	1 679	13 742
	<u>6 671 821 \$</u>	<u>4 539 381 \$</u>

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017				
	Mobilier de bureau et équipement	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	287 134 \$	866 892 \$	457 698 \$	2 653 769 \$	4 265 493 \$
Acquisitions	23 730	54 852	11 876	205 180	295 638 \$
Dispositions	-	(3 939)	-	(2 216 700)	(2 220 639) \$
Solde à la fin	310 864 \$	917 805 \$	469 574 \$	642 249 \$	2 340 492 \$
Amortissement cumulé					
Solde au début	265 038 \$	763 148 \$	445 563 \$	2 385 945 \$	3 859 694 \$
Amortissement de l'exercice	14 267	84 957	10 801	132 857	242 882 \$
Dispositions	-	-	-	(2 216 700)	(2 216 700) \$
Solde à la fin	279 305 \$	848 105 \$	456 364 \$	302 102 \$	1 885 876 \$
Valeur comptable nette	31 559 \$	69 700 \$	13 210 \$	340 147 \$	454 616 \$

Au 31 mars 2017, le poste « Créditeurs et charges à payer » inclut un montant de 59 994 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	2016				
	Mobilier de bureau et équipement	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	332 708 \$	1 473 014 \$	457 698 \$	2 487 160 \$	4 750 580 \$
Acquisitions	10 258	103 331	-	166 609	280 198 \$
Dispositions	(55 832)	(709 453)	-	-	(765 285) \$
Solde à la fin	287 134 \$	866 892 \$	457 698 \$	2 653 769 \$	4 265 493 \$
Amortissement cumulé					
Solde au début	305 329 \$	1 381 441 \$	430 144 \$	2 290 824 \$	4 407 738 \$
Amortissement de l'exercice	15 541	91 160	15 419	95 121	217 241 \$
Dispositions	(55 832)	(709 453)	-	-	(765 285) \$
Solde à la fin	265 038 \$	763 148 \$	445 563 \$	2 385 945 \$	3 859 694 \$
Valeur comptable nette	22 096 \$	103 744 \$	12 135 \$	267 824 \$	405 799 \$

Au 31 mars 2017, le poste « Crédoiteurs et charges à payer » inclut un montant de 35 045 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

8. FACILITÉS DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de facilités de crédit n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ auprès du Fonds de financement, et ce jusqu'au 31 mars 2020. Les montants prélevés portent intérêt au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Aux 31 mars 2017 et 2016, les facilités de crédit étaient inutilisées.

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun		
Fonds de recherche du Québec - Santé	221 381 \$	160 399 \$
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	33 323	3 771
Fournisseurs	223 759	104 536
Salaires et vacances à payer	334 595	407 219
	813 058 \$	675 925 \$

10. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES

	<u>2016</u>	<u>Subventions de l'exercice</u>	<u>Subventions constatées à titre de revenus de l'exercice</u>	<u>2017</u>
Apparentés sous contrôle commun				
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	3 057 456 \$	9 174 331 \$	4 918 575 \$	7 313 212 \$
Fonds des ressources naturelles	7 161 851	3 856 380	5 610 738	5 407 493
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	5 194 904	2 327 356	3 309 342	4 212 918
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	217 419	455 000	369 468	302 951
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	147 332	-	1 190	146 142
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	69 679	-	5	69 674
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	200 927	-	135 992	64 935
Fonds vert	29 886	-	-	29 886
Ministère de la Santé et des Services sociaux	12 336	-	3 176	9 160
Fonds de recherche du Québec - Santé	3 089	-	1 399	1 690
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	2 619	-	1 190	1 429
Société de l'assurance automobile du Québec	15	-	15	-
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	91 831	-	91 831	-
Fonds de la recherche forestière du Saguenay-Lac-St-Jean	370	-	370	-
Novalait	172 581	3 562	176 143	-
Autres	69 117	205 392	192 478	82 031
	<u>16 431 412 \$</u>	<u>16 022 021 \$</u>	<u>14 811 912 \$</u>	<u>17 641 521 \$</u>

10. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES (SUITE)

	2015	Subventions de l'exercice	Subventions constatées à titre de revenus de l'exercice	2016
Apparentés sous contrôle commun				
Fonds des ressources naturelles	7 215 673 \$	4 493 883 \$	4 547 705 \$	7 161 851 \$
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	5 647 991	2 634 000	3 087 087	5 194 904
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	3 336 983	5 100 000	5 379 527	3 057 456
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	187 530	460 000	430 111	217 419
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	234 456	-	33 529	200 927
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	147 332	-	-	147 332
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	242 863	122 133	273 165	91 831
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	69 679	-	-	69 679
Fonds vert	61 874	-	31 988	29 886
Ministère de la Santé et des Services sociaux	50 222	-	37 886	12 336
Fonds de recherche du Québec - Santé	3 089	-	-	3 089
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	2 619	-	-	2 619
Société de l'assurance automobile du Québec	15	-	-	15
Fonds de la recherche forestière du Saguenay-Lac-St-Jean	15 977	-	15 607	370
Novalait	155 786	467 125	450 330	172 581
Autres	41 790	228 224	200 897	69 117
	<u>17 413 879 \$</u>	<u>13 505 365 \$</u>	<u>14 487 832 \$</u>	<u>16 431 412 \$</u>

Les montants constatés à titre de revenus de l'exercice incluent 14 297 026 \$ (2016 - 14 068 330 \$) représentant des revenus de subvention (note 3) et 514 886 \$ (2016 - 419 502 \$) représentant des revenus de gestion inclus dans les intérêts et autres revenus.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le régime supplémentaire de rentes pour les membres du personnel du Fonds est un régime de retraite à cotisations déterminées. Les obligations du Fonds envers ce régime se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ce régime ne paiera pas de prestations au-delà des fonds disponibles.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 105 234 \$ (2016 - 116 758 \$) et représentent le coût des services courants.

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2017, les engagements du Fonds sont de 51 534 320 \$ (2016 - 70 606 148 \$) à l'égard des subventions et bourses, et ce jusqu'en mars 2021. Les obligations sont conditionnelles au respect des critères d'admissibilité par les bénéficiaires. Les versements peuvent être modifiés en tout temps par le conseil d'administration du Fonds, sans aucun préavis, en fonction notamment, de ses priorités stratégiques, de son processus budgétaire et des crédits qui sont alloués annuellement au Fonds par l'Assemblée nationale du Québec.

Les versements futurs exigibles s'établissent comme suit :

2018	26 056 703 \$
2019	13 061 413
2020	6 437 119
2021	5 979 085
	<u>51 534 320 \$</u>

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement aux états financiers.

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Fonds, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante indique l'exposition du Fonds aux risques au 31 mars 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les instruments financiers qui exposent le Fonds à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des intérêts courus et des subventions à recevoir et autres créances. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit au minimum par la politique du Fonds d'investir auprès d'institutions financières réputées. Le Fonds est peu exposé au risque de crédit sur ses subventions à recevoir et autres créances puisque celles-ci sont à recevoir en grande partie d'apparentés sous contrôle commun lesquelles sont des entités gouvernementales.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des subventions à recevoir et autres créances :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Subventions à recevoir et autres créances		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	6 419 050 \$	4 039 381 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	171 201	500 000
De 90 à 365 jours suivant la date de facturation	64 828	-
	<u>6 655 079 \$</u>	<u>4 539 381 \$</u>

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Fonds est exposé à ce risque principalement au regard de ses créditeurs et charges à payer.

Le Fonds gère activement ses soldes bancaires et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers :

	2017	2016
Créditeurs et charges à payer		
Moins de 90 jours	554 159 \$	471 572 \$
De 90 à 365 jours	236 317	204 353
	<u>790 476 \$</u>	<u>675 925 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Le Fonds est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses facilités de crédit à taux variable lorsque utilisé.

CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

PARTIE V


RAPPORT DE LA DIRECTION


Les états financiers du Fonds de recherche du Québec - Santé (le Fonds) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui le régissent. Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Scientifique en chef du Québec
Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC

Directeur scientifique
Renaldo Battista, M.D., M.P.H., Sc.D., F.R.C.P.(c)

Québec, le 22 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de recherche du Québec - Santé, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de recherche du Québec - Santé au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 22 juin 2017

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 Budget	2017 Réal	2016 Réal
REVENUS			
Subventions (note 3)	94 294 204 \$	97 981 265 \$	97 881 514 \$
Intérêts et autres revenus (note 4)	949 955	1 811 592	1 005 594
	<u>95 244 159</u>	<u>99 792 857</u>	<u>98 887 108</u>
CHARGES			
Bourses et subventions octroyées (note 5)	90 398 586	94 294 054	93 901 052
Fonctionnement (note 6)	5 185 770	5 278 900	5 189 034
	<u>95 584 356</u>	<u>99 572 954</u>	<u>99 090 086</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(340 197)	219 903	(202 978)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	473 026	473 026	676 004
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 14)	<u>132 829 \$</u>	<u>692 929 \$</u>	<u>473 026 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	9 972 068 \$	1 433 758 \$
Placements (note 7)	13 800 000	19 200 000
Intérêts courus	67 404	56 213
Subventions à recevoir et autres créances (note 8)	746 201	514 480
	<u>24 585 673</u>	<u>21 204 451</u>
PASSIFS		
Bourses et subventions à payer	10 963 416	10 563 313
Créditeurs et charges à payer (note 10)	1 052 384	1 047 365
Avantages incitatifs relatifs à un bail	180 074	222 444
Apports reportés (note 11)	10 097 713	6 328 196
Subventions spéciales de recherche reportées (note 12)	2 371 738	3 295 726
	<u>24 665 325</u>	<u>21 457 044</u>
DETTE NETTE	<u>(79 652)</u>	<u>(252 593)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	81 559	61 992
Immobilisations corporelles (note 13)	691 022	663 627
	<u>772 581</u>	<u>725 619</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 14)	<u>692 929 \$</u>	<u>473 026 \$</u>

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC
 Scientifique en chef du Québec



Simon Racine, M.D., M. Sc.
 Président du comité d'audit



FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 Budget	2017 Réel	2016 Réel
Excédent (Déficit) de l'exercice	<u>(340 197) \$</u>	<u>219 903 \$</u>	<u>(202 978) \$</u>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(310 375)	(271 048)	(216 986)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>300 000</u>	<u>243 653</u>	<u>280 648</u>
	<u>(10 375)</u>	<u>(27 395)</u>	<u>63 662</u>
Acquisition de charges payées d'avance	(50 000)	(81 559)	(61 992)
Utilisation de charges payées d'avance	<u>50 000</u>	<u>61 992</u>	<u>42 264</u>
	<u>-</u>	<u>(19 567)</u>	<u>(19 728)</u>
Diminution (Augmentation) de la dette nette	<u>(350 572)</u>	<u>172 941</u>	<u>(159 044)</u>
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>(93 549)</u>	<u>(252 593)</u>	<u>(93 549)</u>
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>(444 121) \$</u>	<u>(79 652) \$</u>	<u>(252 593) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (Déficit) de l'exercice	219 903 \$	(202 978) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	243 653	280 648
Amortissement des avantages incitatifs reliés à un bail	(42 370)	(42 370)
Virement des apports reportés	(22 711 159)	(21 673 552)
Virement des subventions spéciales de recherche reportées	(934 378)	(1 839 255)
	<u>(23 224 351)</u>	<u>(23 477 507)</u>
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement:		
Intérêts courus	(11 191)	(146)
Subventions à recevoir et autres créances	(231 721)	963 719
Bourses et subventions à payer	400 103	492 641
Créditeurs et charges à payer	5 019	(207 831)
Apports reportés	26 480 676	19 955 400
Subventions spéciales de recherche reportées	10 390	(452 822)
Charges payées d'avance	(19 567)	(19 728)
	<u>26 633 709</u>	<u>20 731 233</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>3 409 358</u>	<u>(2 746 274)</u>
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Placements effectués	(64 400 000)	(40 000 000)
Encaissement de placements	69 800 000	35 800 000
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	<u>5 400 000</u>	<u>(4 200 000)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(271 048)</u>	<u>(216 986)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	8 538 310	(7 163 260)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 433 758	8 597 018
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>9 972 068 \$</u>	<u>1 433 758 \$</u>
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES		
Intérêts encaissés	265 534	227 493

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Fonds de recherche du Québec - Santé (le Fonds) est constitué en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie* (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1). Il a pour fonctions de promouvoir et d'aider financièrement, au moyen de subventions et de bourses, la recherche, la formation et le perfectionnement de chercheurs dans le domaine de la santé.

Un décret de 2016 prévoit que, à l'égard de la recherche, de la science, de l'innovation et de la technologie, les fonctions du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie prévues à la *Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie* ont été confiées à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

En vertu de l'article 23 de la *Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie*, le Fonds est un mandataire de l'État. Il n'est donc pas assujéti aux impôts sur le revenu. L'article 33 de cette même loi mandate le Scientifique en chef du Québec de l'administration des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles des Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies (FRQNT), Santé (FRQS) et Société et culture (FRQSC). Les services administratifs des trois Fonds de recherche sont regroupés depuis le 1^{er} avril 2012.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA-Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction. La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisées. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des frais de fonctionnement communs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en monnaies étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie, les placements, les intérêts courus et les subventions à recevoir et autres créances, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les bourses et subventions à payer ainsi que les créditeurs et charges à payer, à l'exception des charges sociales à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

REVENUS

Subventions

Les subventions non affectées sont constatées à titre de revenus au moment où elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions affectées à l'octroi de bourses et de subventions sont reportées sous le poste « Apports reportés » ou sous le poste « Subventions spéciales de recherche reportées » et constatées à titre de revenus de subventions au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où les subventions sont autorisées, que le Fonds a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées sous le poste « Apports reportés » lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**Intérêts et autres revenus**

Les revenus d'intérêts sur les placements sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention des placements au cours de l'exercice.

Les annulations ou les remboursements de bourses et de subventions octroyées sont comptabilisées aux résultats dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

Les revenus de gestion sont comptabilisés en vertu de protocoles d'entente portant sur les montants des subventions octroyées annuellement.

Les autres revenus sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus, lorsque le prix de ces services est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

CHARGES**Bourses et subventions octroyées**

Les bourses et les subventions octroyées sont comptabilisées aux résultats lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité pour le versement des sommes octroyées.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie**

La trésorerie représente les soldes en banque.

PASSIFS**Avantages incitatifs relatifs à un bail**

Les avantages incitatifs accordés au Fonds par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux, sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du bail.

Apports reportés et subventions spéciales de recherche reportées

Les apports grevés d'affectations d'origine externe sont présentés à titre d'apports reportés ou de subventions spéciales de recherche reportées et constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Fonds ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile estimative, soit:

Mobilier de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail
Développement informatique	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. SUBVENTIONS

	2017	2016
Paievements de transfert - Apparentés sous contrôle commun		
Sans modalité		
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	74 932 100 \$	74 811 913 \$
Avec modalités		
Régie de l'assurance maladie du Québec	13 150 000	13 150 000
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	2 371 054	3 002 994
Ministère de la Santé et des Services sociaux	2 169 531	1 537 625
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	686 985	586 404
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	276 547	59 971
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	70 000	-
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal (auparavant Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec)	39 668	526 949
	18 763 785 \$	18 863 943 \$
Subventions du secteur privé		
Avec affectations		
Merck Sharp & Dohme Corp.	1 174 470	1 178 647
Pfizer	889 882	1 723 100
Merck	791 471	-
Fondation du cancer du sein	427 330	334 615
Fondation Antoine Turmel	327 946	324 447
Association des radiologistes du Québec	81 700	91 834
Fondation Graham-Boeckh	-	21 797
Autres	592 581	531 218
	4 285 380	4 205 658
	97 981 265 \$	97 881 514 \$
Montants constatés à titre de revenus de subventions de l'exercice		
Virement des apports reportés (note 11)		
Paievements de transfert - apparentés sous contrôle commun	18 763 785 \$	18 863 943 \$
Subventions du secteur privé	3 395 498	2 452 558
	22 159 283	21 316 501
Virement des subventions spéciales de recherche reportées (note 12)	889 882	1 753 100
Subvention sans modalité	74 932 100	74 811 913
	97 981 265 \$	97 881 514 \$

4. INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS

	2017	2016
Annulations et remboursements de bourses et de subventions	844 184 \$	208 116 \$
Revenus de gestion	570 300	522 744
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	276 725	220 820
Autres	120 383	53 914
	1 811 592 \$	1 005 594 \$

5. BOURSES ET SUBVENTIONS OCTROYÉES

	2017	2016
Regroupement de chercheurs	42 956 768 \$	43 948 187 \$
Soutien de carrières en recherche	24 923 121	23 636 822
Formation de la relève	16 837 116	16 977 164
Projets de recherche	8 193 298	9 008 750
Promotion, diffusion et reconnaissance	1 383 751	330 129
	94 294 054 \$	93 901 052 \$

6. FONCTIONNEMENT

	Charges encourues par le FRQS	Moins : Charges remboursées par les autres Fonds	Plus : Charges remboursées aux autres Fonds	2017	2016
Traitements et avantages sociaux	4 224 620 \$	1 616 705 \$	979 276 \$	3 587 191 \$	3 655 844 \$
Loyer et assurances	821 240	269 956	67 419	618 703	623 957
Déplacements et séjours	388 985	109 695	23 103	302 393	167 377
Honoraires professionnels	303 154	68 144	43 631	278 641	244 924
Fournitures et approvisionnement	209 855	95 400	75 853	190 308	172 382
Entretien et licences	107 827	69 452	64 449	102 824	91 973
Amortissement des immobilisations corporelles	243 653	21 526	19 083	241 210	274 947
	6 299 334	2 250 878	1 272 814	5 321 270	5 231 404
Moins: Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail	(42 370)	-	-	(42 370)	(42 370)
	6 256 964 \$	2 250 878 \$	1 272 814 \$	5 278 900 \$	5 189 034 \$

Charges de fonctionnement de services administratifs communs :

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un Fonds doit refléter l'utilisation réelle des ressources qu'il mobilise.

Les traitements et avantages sociaux sont répartis en fonction des effectifs des directions scientifiques (FRQNT 29,69 %, FRQS 37,50 %, FRQSC 32,81 %) (2016: FRQNT 30,77 %, FRQS 36,92 %, FRQSC 32,31 %).

Les loyers et assurances et l'amortissement des améliorations locatives, du mobilier de bureau et des équipements informatiques sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage à parts égales des effectifs des services partagés travaillant au bureau de Montréal (FRQNT 17,33 %, FRQS 65,34 %, FRQSC 17,33 %) (2016: FRQNT 17,37 %, FRQS 65,26 %, FRQSC 17,37 %) et au bureau de Québec (FRQNT 41,67 %, FRQS 13,72 %, FRQSC 44,61 %) (2016: FRQNT 42,25 %, FRQS 14,09 %, FRQSC 43,66 %).

Les honoraires professionnels, l'entretien et licences et les fournitures et approvisionnement sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage à parts égales des effectifs des services partagés (FRQNT 31,36 %, FRQS 35,59 %, FRQSC 33,05 %) (2016: FRQNT 31,96 %, FRQS 35,26 %, FRQSC 32,78 %).

Les déplacements et séjours sont répartis à parts égales en 2017 et 2016 (FRQNT 33,33 %, FRQS 33,34 %, FRQSC 33,33 %).

7. PLACEMENTS

Au 31 mars 2017, les placements sont constitués d'unités de compte d'investissement à intérêt élevé (CIIE) ou compte d'épargne à intérêt élevé (CEIE) à taux variables, sans date d'échéance et rachetables en tout ou en partie à tout moment. Les intérêts sont calculés chaque jour sur le solde de clôture et versés chaque mois sous forme de distributions réinvesties dans le CIIE ou le CEIE. Au 31 mars 2017, les unités portaient des taux d'intérêt variant de 0,80 % à 0,90 % (2016: 0,80 % à 1,05 %), selon les titres.

8. SUBVENTIONS À RECEVOIR ET AUTRES CRÉANCES

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun		
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	237 732 \$	161 361 \$
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	221 381	160 399
Ministère de la Santé et des Services sociaux	54 958	70 000
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	53 055	-
Fondation du cancer du sein	125 000	62 500
Taxes à la consommation à recevoir	38 658	24 767
Autres	15 417	35 453
	746 201 \$	514 480 \$

9. MARGE DE CRÉDIT

Le Fonds est autorisé par décret du gouvernement à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 mars 2020, lui permettant d'emprunter à court terme ou par marge de crédit, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, et ce, pour un montant n'excédant pas 20 000 000 \$, conditionnellement à ce que l'encours des emprunts à court terme ou par marge de crédit soit ramené à zéro à la fin de chaque exercice financier. Si le Fonds n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunts précité auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et le ministre des Finances élaborent et mettent en oeuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation. Les montants prélevés auprès du Fonds de financement portent intérêt au taux moyen des acceptations bancaires d'un mois apparaissant quotidiennement à la page CDOR du système REUTERS plus une marge de 0,3 % tenant lieu de frais d'émission et de gestion. Au 31 mars 2017 et 2016, cette marge est inutilisée.

De plus, le Fonds dispose d'une marge de crédit de 5 000 000 \$ avec Desjardins ayant un taux d'intérêt au taux préférentiel plus 0,50 % (2016: taux préférentiel plus 0,50 %) garantie par les subventions à recevoir, et ce, jusqu'en novembre 2020. Au 31 mars 2017 et 2016, cette marge de crédit était inutilisée.

10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	146 589 \$	104 624 \$
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	72 223	62 290
Traitements à payer	418 588	394 532
Charges sociales à payer	340 718	357 794
Fournisseurs et charges à payer	74 266	128 125
	1 052 384 \$	1 047 365 \$

11. APPORTS REPORTÉS

	2016	Apports de l'exercice	Montants constatés à titre de revenus de l'exercice	2017
Paiements de transfert - Apparentés sous contrôle commun				
Ministère de la Santé et des Services sociaux	2 682 469 \$	2 761 418 \$	2 241 982 \$	3 201 905 \$
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	1 135 887	2 788 824	2 394 458	1 530 253
Régie de l'assurance maladie du Québec	-	13 400 000	13 400 000	-
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	-	686 985	686 985	-
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	-	276 547	276 547	-
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	-	70 000	70 000	-
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal	39 668	-	39 668	-
	3 858 024	19 983 774	19 109 640 \$	4 732 158
Subventions du secteur privé				
Merck	- \$	5 000 000 \$	961 471 \$	4 038 529 \$
Merck Sharp & Dohme Corp.	1 921 353	8 333	1 174 469	755 217
Pfizer	291 407	-	28 522	262 885
Fondation Antoine Turmel	216 580	350 500	335 446	231 634
Fondation du cancer du sein	-	433 996	427 330	6 666
Association des radiologistes du Québec	-	81 700	81 700	-
Autres	40 832	622 373	592 581	70 624
	2 470 172	6 496 902	3 601 519	5 365 555
	6 328 196 \$	26 480 676 \$	22 711 159 \$	10 097 713 \$

	2015	Apports de l'exercice	Montants constatés à titre de revenus de l'exercice	2016
Paiements de transfert - Apparentés sous contrôle commun				
Ministère de la Santé et des Services sociaux	2 427 023 \$	1 842 322 \$	1 586 876 \$	2 682 469 \$
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	1 486 541	2 678 820	3 029 474	1 135 887
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal (auparavant Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec)	587 317	647	548 296	39 668
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	-	59 971	59 971	-
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	-	586 404	586 404	-
Régie de l'assurance maladie du Québec	-	13 400 000	13 400 000	-
	4 500 881	18 568 164	19 211 021	3 858 024
Subvention du secteur privé				
Merck Sharp & Dohme Corp.	3 100 000	-	1 178 647	1 921 353
Pfizer	244 967	46 440	-	291 407
Fondation Antoine Turmel	200 500	350 500	334 420	216 580
Association des radiologistes du Québec	-	91 834	91 834	-
Fondation du cancer du sein	-	334 615	334 615	-
Fondation Graham-Boeckh	-	21 797	21 797	-
Autres	-	542 050	501 218	40 832
	3 545 467	1 387 236	2 462 531	2 470 172
	8 046 348 \$	19 955 400 \$	21 673 552 \$	6 328 196 \$

Montants constatés à titre de revenus de l'exercice

	2017	2016
Subventions (note 3)	22 159 283 \$	21 316 501 \$
Intérêts et autres revenus - Revenus de gestion et autres (note 4)	551 876	357 051
	22 711 159 \$	21 673 552 \$

12. SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES

Ce poste représente des montants reçus d'entreprises du secteur privé afin de permettre l'octroi de subventions spéciales de recherche au cours des prochains exercices.

Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ

Le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ a été créé en vertu d'une entente entre Pfizer Canada Inc. et le Fonds entrée en vigueur le 12 novembre 2007 et dont l'échéance était prévue en 2015. Les argents du Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ devaient être dépensés au terme de la durée de l'entente sans quoi l'entente se renouvelait automatiquement pour une période d'un an. L'entente est renouvelée pour 2017.

Pfizer autorise le Fonds à percevoir à titre de frais d'administration reliés à la gestion administrative du Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ et des initiatives stratégiques, les intérêts et revenus cumulés dans le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ jusqu'à concurrence et n'excédant pas 5 % du montant des subventions accordées annuellement par le Fonds d'innovation Pfizer-FRSQ. De plus, Pfizer autorise le Fonds à percevoir, à titre de remboursement des frais, les coûts des services de développement, d'amélioration continue, de suivi et/ou des frais d'évaluation scientifique de programmes.

Les montants se répartissent comme suit :

	2017	2016
Fonds d'innovation Pfizer – FRQS		
Capital	1 765 230 \$	2 655 112 \$
Intérêts cumulés	606 508	640 614
	<u>2 371 738 \$</u>	<u>3 295 726 \$</u>
ÉVOLUTION DU SOLDE DES SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES		
	2017	2016
SOLDE AU DÉBUT	<u>3 295 726 \$</u>	<u>5 587 803 \$</u>
Augmentation		
Intérêts sur placements	10 390	68 985
Diminution		
Fermeture Hypertension	-	(521 807)
Montant constaté à titre de revenus de l'exercice		
Bourses octroyées	(889 882)	(1 753 100)
Montant constaté à titre d'intérêts et autres revenus		
Frais d'administration prélevés par le Fonds	(44 496)	(86 155)
	<u>(934 378)</u>	<u>(2 361 062)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>2 371 738 \$</u>	<u>3 295 726 \$</u>

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2017

	Mobilier de bureau	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût des immobilisations					
Solde au début	60 686 \$	369 734 \$	334 217 \$	599 722 \$	1 364 359 \$
Acquisitions	699	65 110	-	205 239	271 048
Dispositions	866	104 423	-	51 045	156 334
Solde à la fin	60 519	330 421	334 217	753 916	1 479 073
Amortissement cumulé					
Solde au début	40 944	308 315	137 520	213 953	700 732
Amortissement de l'exercice	11 777	99 766	36 752	95 358	243 653
Dispositions	866	104 423	-	51 045	156 334
Solde à la fin	51 855	303 658	174 272	258 266	788 051
Valeur comptable nette	8 664 \$	26 763 \$	159 945 \$	495 650 \$	691 022 \$

2016

	Mobilier de bureau	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût des immobilisations					
Solde au début	63 329 \$	407 157 \$	334 217 \$	569 971 \$	1 374 674 \$
Acquisitions	574	49 752	-	166 660	216 986
Dispositions	3 217	87 175	-	136 909	227 301
Solde à la fin	60 686	369 734	334 217	599 722	1 364 359
Amortissement cumulé					
Solde au début	32 182	290 873	100 767	223 563	647 385
Amortissement de l'exercice	11 979	104 617	36 753	127 299	280 648
Dispositions	3 217	87 175	-	136 909	227 301
Solde à la fin	40 944	308 315	137 520	213 953	700 732
Valeur comptable nette	19 742 \$	61 419 \$	196 697 \$	385 769 \$	663 627 \$

14. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a affecté l'excédent cumulé de 692 929 \$ au 31 mars 2017 (473 026 \$ au 31 mars 2016) à des bourses et des subventions qui seront octroyées au cours du prochain exercice. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisations pour le RRPE et le RRAS sont passés de 14,38 % à 15,03 %. Pour le RREGOP, le taux est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi le Fonds verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations du Fonds, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux opérations de l'exercice s'élèvent à 296 852 \$ (2016 : 271 107 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**Provisions pour vacances et maladies**

Aucun calcul d'actualisation au sujet de la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, le Fonds estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Les congés de maladie accumulés par les employés en fin d'exercice seront payés au cours de l'exercice suivant.

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 juin 2021 pour des locaux administratifs et des photocopieurs totalisant 3 911 816 \$ (2016 : 4 779 647 \$). Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement de dix ans.

Les paiements minimums futurs exigibles en vertu de ces baux s'établissent comme suit :

2018	892 419	\$
2019	912 818	
2020	926 225	
2021	942 651	
2022	237 703	
	<u>3 911 816</u>	\$

Au 31 mars 2017, les obligations du Fonds sont de 65 769 402 \$ (2016 : 55 503 618 \$) à l'égard des bourses et subventions, et ce, jusqu'au 31 mars 2021. Les obligations sont conditionnelles au respect des critères d'admissibilité par les bénéficiaires. L'octroi d'une subvention ou d'une bourse et les montants des exercices subséquents demeurent conditionnels à la décision du conseil d'administration du Fonds en fonction de ses priorités stratégiques et des crédits alloués annuellement par l'Assemblée nationale du Québec. Le cas échéant, les octrois peuvent être modifiés, revus ou annulés par le conseil d'administration, et ce, sans préavis.

Les versements futurs exigibles à l'égard des bourses et subventions s'établissent comme suit:

2018	39 796 218	\$
2019	18 694 604	
2020	6 778 580	
2021	500 000	
	<u>65 769 402</u>	\$

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Certaines de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Fonds, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition du Fonds aux risques à la date de clôture des états financiers, soit au 31 mars 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie. Les instruments financiers qui exposent le Fonds à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des placements et des subventions à recevoir et autres créances à l'exception des taxes à la consommation à recevoir.

La valeur comptable des actifs financiers représentent l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux placements est réduit au minimum par la politique du Fonds d'investir auprès d'institutions financières réputées. Le Fonds est peu exposé au risque de crédit sur ses subventions à recevoir et autres créances à l'exception des taxes à la consommation à recevoir puisque ceux-ci sont à recevoir en grande partie d'apparentés sous contrôle commun, lesquelles sont des entités gouvernementales.

Le tableau suivant présente le classement chronologique des subventions à recevoir et autres créances:

	2017		2016	
Subventions à recevoir et autres créances				
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	576 895	\$	427 213	\$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	6 270		-	
De 90 à 365 jours suivant la date de facturation	124 378		62 500	
	<u>707 543</u>	\$	<u>489 713</u>	\$

18. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIER(SUITE)**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers:

	2017		2016	
Bourses et subventions à payer, créiteurs et charges à payer				
Moins de 90 jours	5 469 936	\$	6 488 145	\$
De 90 à 365 jours	4 918 273		3 859 275	
Plus de 365 jours	1 286 873		905 464	
	<u>11 675 082</u>	\$	<u>11 252 884</u>	\$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Le fonds est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt sur sa marge de crédit et sur les flux de trésorerie futurs liés aux intérêts sur ses placements à taux variables. Le Fonds juge qu'il est peu exposé au risque de taux d'intérêt.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour le présent exercice.

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

PARTIE V

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de recherche du Québec - Société et culture (Fonds) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent. Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont aucun membre ne fait partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC
Scientifique en chef du Québec



Louise Poissant, Ph. D.
Directrice scientifique

Québec, le 16 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de recherche du Québec - Société et culture, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de recherche du Québec - Société et culture au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

 CPA auditeur, CA

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juin 2017

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2017	2016
	Budget	Réel	Réel
REVENUS			
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES (note 3)	50 617 824 \$	50 813 810 \$	51 806 670 \$
INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS	500 000	326 496	499 292
	51 117 824	51 140 306	52 305 962
CHARGES			
SUBVENTIONS ET BOURSES ACCORDÉES			
Subventions	30 783 976	30 388 468	31 609 709
Bourses	16 148 255	16 866 992	16 199 445
FONCTIONNEMENT (note 4)	4 498 786	4 637 306	4 583 315
	51 431 017	51 892 766	52 392 469
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(313 193)	(752 460)	(86 507)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	884 982	884 982	971 489
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	571 789 \$	132 522 \$	884 982 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2017


	<u>2017</u>	<u>2016</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	14 310 837 \$	14 679 398 \$
Intérêts courus	13 787	13 787
Subventions à recevoir et autres créances (note 6)	<u>2 354 775</u>	<u>1 837 098</u>
	<u>16 679 399</u>	<u>16 530 283</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	714 213	592 603
Subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes (note 10)	<u>16 230 945</u>	<u>15 359 147</u>
	<u>16 945 158</u>	<u>15 951 750</u>
(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>(265 759)</u>	<u>578 533</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	9 126	21 280
Immobilisations corporelles (note 7)	<u>389 155</u>	<u>285 169</u>
	<u>398 281</u>	<u>306 449</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 5)	<u>132 522 \$</u>	<u>884 982 \$</u>

Obligations contractuelles (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :


 Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC
 Scientifique en chef du Québec


 Julien Bilodeau, Ph.D., CPA auditeur, CA
 Président du comité d'audit

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE
ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2017	2016
	Budget	Réel	Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(313 193) \$	(752 460) \$	(86 507) \$
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions	(203 333)	(267 413)	(168 329)
Amortissement	218 582	163 427	135 880
	15 249	(103 986)	(32 449)
VARIATION DUE AUX CHARGES PAYÉES D'AVANCE			
Acquisitions	(15 000)	(11 364)	(21 280)
Utilisation	15 000	23 518	16 029
	-	12 154	(5 251)
DIMINUTION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(297 944)	(844 292)	(124 207)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	578 533	578 533	702 740
(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	280 589 \$	(265 759) \$	578 533 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(752 460) \$	(86 507) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes	(5 254 883)	(6 516 062)
Amortissement des immobilisations corporelles	163 427	135 880
	(5 843 916)	(6 466 689)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement		
Intérêts courus	-	(3 713)
Subventions à recevoir et autres créances	(517 677)	(1 028 210)
Créditeurs et charges à payer	88 870	(41 755)
Subventions reportées du gouvernement du Québec et d'autres organismes	6 126 681	10 417 072
Charges payées d'avance	12 154	(5 251)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(133 888)	2 871 454
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(234 673)	(291 902)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	(368 561)	2 579 552
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	14 679 398	12 099 846
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	14 310 837 \$	14 679 398 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts encaissés	134 873 \$	140 550 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC – SOCIÉTÉ ET CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (Fonds) est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1) (la Loi). Le Fonds a pour fonction de promouvoir et d'aider financièrement : le développement de la recherche et la diffusion des connaissances dans les domaines des sciences sociales et humaines ainsi que dans ceux de l'éducation, de la gestion, des arts et des lettres; la formation de chercheurs par l'attribution de bourses d'excellence aux étudiants des 2^e et 3^e cycles universitaires et aux personnes qui effectuent des recherches postdoctorales ainsi que par l'attribution de bourses de perfectionnement aux personnes qui désirent réintégrer les circuits de la recherche et l'attribution de subventions pour des dégagements de tâche d'enseignement pour les professeurs de l'enseignement collégial engagés dans des activités de recherche.

De plus, le Fonds gère des programmes de bourses pour les étudiants des 2^e et 3^e cycles universitaires et des programmes de subventions. Il établit tout partenariat nécessaire, notamment avec les universités, les collèges, l'industrie, les ministères et les organismes publics et privés concernés.

En vertu de l'article 23 de la Loi, le Fonds de recherche du Québec - Société et culture est mandataire du gouvernement du Québec. Il est donc exempté d'impôt au fédéral et au provincial.

L'article 33 de la Loi mandate le Scientifique en chef du Québec de l'administration des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles des Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS), Nature et technologies (FRQNT) et Société et culture (FRQSC). Les services administratifs des trois Fonds de recherche sont regroupés depuis le 1^{er} avril 2012.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction. La préparation des états financiers du Fonds conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des frais de fonctionnement communs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en monnaies étrangères.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

La trésorerie, les intérêts courus ainsi que les subventions à recevoir et autres créances, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des charges sociales à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

REVENUS

Subventions du gouvernement du Québec et d'autres organismes

Les subventions affectées sont comptabilisées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions non affectées sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Fonds a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont rencontrées.

Autres revenus

Les revenus de gestion sont comptabilisés en vertu de protocoles d'entente portant sur les montants des subventions octroyées annuellement. Les autres revenus sont comptabilisés au moment où les services ont été rendus, lorsque le prix de ces services est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

CHARGES

Subventions et bourses accordées

Les subventions et bourses sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité. Les annulations ou les remboursements de subventions et bourses accordées sont inscrits dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie représente les soldes en banque.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**PASSIFS****Régime d'avantages sociaux**

Le Fonds offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par le Fonds et les participants au régime. L'employeur et l'employé contribuent à une part égale correspondant à 5 % du salaire chacun. Chaque employé gère individuellement ses choix de placement.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers du Fonds sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

<u>Catégories</u>	<u>Durées</u>
Mobilier de bureau et équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans
Développement informatique	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES

	2017	2016
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation*	47 207 175 \$	47 349 583 \$
Fonds de recherche du Québec - Santé*	233 030	233 030
Partenaires des actions concertées		
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*	1 178 957	1 792 209
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale*	488 121	458 547
Ministère de la Santé et des Services sociaux *	453 161	903 225
Société de l'assurance automobile du Québec*	63 219	30 328
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies*	44 271	73 407
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports*	39 361	13 362
Fonds de recherche du Québec - Santé*	32 163	63 969
Ministère de la Famille*	10 722	26 724
Société d'habitation du Québec*	8 868	23 381
Curateur public du Québec*	6 701	16 703
Office des personnes handicapées du Québec*	6 701	16 703
Ministère de la Sécurité publique*	-	12 595
Ministère de la Culture et des Communications*	-	5 988
Autres partenaires	920 270	673 018
Autres	121 090	113 898
	50 813 810 \$	51 806 670 \$

* Apparenté sous contrôle commun

4. FONCTIONNEMENT

	2017			2016	
	Charges encourues par le FRQSC	Moins : Charges remboursées par les autres Fonds	Plus : Charges remboursées aux autres Fonds		
Traitements et avantages sociaux	2 825 743 \$	(808 754) \$	1 314 074 \$	3 331 063 \$	3 340 340 \$
Loyer et assurances	220 338	(122 045)	267 308	365 601	357 699
Déplacements et séjours	246 868	(11 959)	77 301	312 210	270 832
Fournitures et approvisionnement	66 079	(19 874)	125 593	171 798	183 594
Honoraires professionnels	84 492	(3 269)	73 852	155 075	166 594
Entretien et licences	29 704	(19 886)	84 569	94 387	83 602
Amortissement des immobilisations corporelles	163 427	(16 100)	59 845	207 172	180 654
	3 636 651 \$	(1 001 887) \$	2 002 542 \$	4 637 306 \$	4 583 315 \$

Charges de fonctionnement de services administratifs communs :

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un Fonds doit refléter l'utilisation réelle des ressources qu'il mobilise.

Les traitements et avantages sociaux sont répartis en fonction des effectifs des directions scientifiques, FRQNT 29,69 %, FRQS 37,50 %, FRQSC 32,81 % (2016: FRQNT 30,77 %, FRQS 36,92 %, FRQSC 32,31 %).

Les loyers et assurances et l'amortissement des améliorations locatives, du mobilier de bureau et des équipements informatiques sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage uniforme des effectifs des services partagés travaillant au bureau de Montréal, FRQNT 17,33 %, FRQS 65,34 %, FRQSC 17,33 % (2016: FRQNT 17,37 %, FRQS 65,26 %, FRQSC 17,37 %), et au bureau de Québec, FRQNT 41,67 %, FRQS 13,72 %, FRQSC 44,61 % (2016: FRQNT 42,25 %, FRQS 14,09 %, FRQSC 43,66 %).

Les honoraires professionnels, l'entretien et licences et les fournitures et approvisionnement sont répartis en fonction des effectifs respectifs des directions scientifiques ajustés par un partage uniforme des effectifs des services partagés, FRQNT 31,36 %, FRQS 35,59 %, FRQSC 33,05 % (2016: FRQNT 31,96 %, FRQS 35,26 %, FRQSC 32,78 %).

Les déplacements et séjours sont réparties à parts égales en 2017 et 2016, FRQNT 33,33 %, FRQS 33,34 %, FRQSC 33,33 %.

5. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a affecté l'excédent cumulé de 132 522 \$ au 31 mars 2017 (884 982 \$ au 31 mars 2016) relativement à des bourses et des subventions qui seront octroyées selon les engagements du Fonds. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

6. SUBVENTIONS À RECEVOIR ET AUTRES CRÉANCES

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun :		
Secrétariat à la jeunesse du Québec	600 000 \$	- \$
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	506 400	1 700 000
Ministère de la Culture et des Communications	500 000	-
Ministère de la Santé et des Services sociaux	400 000	-
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	200 000	20 000
Fonds de recherche du Québec - Santé	72 224	62 290
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	33 323	3 771
Musée de la civilisation	20 200	-
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	15 000	-
Ministère de la Famille	-	35 000
Taxes à la consommation à recevoir	7 628	16 037
	<u>2 354 775 \$</u>	<u>1 837 098 \$</u>

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017				
	Mobilier de bureau et équipement	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	264 790 \$	163 123 \$	435 168 \$	1 878 751 \$	2 741 832 \$
Acquisitions	-	62 233	-	205 180	267 413
Dispositions	-	-	-	(1 435 728)	(1 435 728)
Solde à la fin	264 790 \$	225 356 \$	435 168 \$	648 203 \$	1 573 517 \$
Amortissement cumulé					
Solde au début	254 853 \$	162 655 \$	430 596 \$	1 608 559 \$	2 456 663 \$
Amortissement de l'exercice	5 752	21 211	2 101	134 363	163 427
Dispositions	-	-	-	(1 435 728)	(1 435 728)
Solde à la fin	260 605 \$	183 866 \$	432 697 \$	307 194 \$	1 184 362 \$
Valeur comptable nette	4 185 \$	41 490 \$	2 471 \$	341 009 \$	389 155 \$

Au 31 mars 2017, le poste « Créditeurs et charges à payer » inclut un montant de 59 994 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	2016				
	Mobilier de bureau et équipement	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	318 899 \$	591 793 \$	435 168 \$	1 712 144 \$	3 058 004 \$
Acquisitions	1 722	-	-	166 607	168 329
Dispositions	(55 831)	(428 670)	-	-	(484 501)
Solde à la fin	264 790 \$	163 123 \$	435 168 \$	1 878 751 \$	2 741 832 \$
Amortissement cumulé					
Solde au début	300 513 \$	566 429 \$	426 415 \$	1 511 927 \$	2 805 284 \$
Amortissement de l'exercice	10 171	24 896	4 181	96 632	135 880
Dispositions	(55 831)	(428 670)	-	-	(484 501)
Solde à la fin	254 853 \$	162 655 \$	430 596 \$	1 608 559 \$	2 456 663 \$
Valeur comptable nette	9 937 \$	468 \$	4 572 \$	270 192 \$	285 169 \$

Au 31 mars 2016, le poste « Crédoiteurs et charges à payer » inclut un montant de 27 254 \$ lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

8. FACILITÉS DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de facilités de crédit n'excédant pas un montant total en cours de 10 000 000 \$ auprès du Fonds de financement, et ce jusqu'au 31 mars 2020. Les montants prélevés portent intérêt au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Aux 31 mars 2017 et 2016, les facilités de crédit étaient inutilisées.

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2017	2016
Apparentés sous contrôle commun :		
Fonds de recherche du Québec - Santé	237 732 \$	161 361 \$
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	123 765	76 386
Fournisseurs	29 842	8 876
Salaires et vacances à payer	322 874	345 980
	<u>714 213 \$</u>	<u>592 603 \$</u>

10. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES

	2016	Subventions de l'exercice	Subventions constatées à titre de revenus de l'exercice	2017
Apparentés sous contrôle commun				
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	4 512 854 \$	740 422 \$	1 240 208 \$	4 013 068 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	2 518 096	399 998	473 165	2 444 929
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	490 057	2 500 000	1 860 333	1 129 724
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	19 000	660 000	23 000	656 000
Secrétariat à la jeunesse	-	600 000	18 000	582 000
Ministère de la Culture et des Communications	14 473	500 000	25 000	489 473
Fonds de développement du marché du travail	665 000	-	289 001	375 999
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	797 250	-	488 121	309 129
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	218 897	24 612	44 271	199 238
Fonds de recherche du Québec - Santé	89 835	138 111	32 163	195 783
Ministère de la Famille	58 251	115 000	16 472	156 779
Société de l'assurance automobile du Québec	144 083	33 333	65 719	111 697
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	12 500	100 000	39 361	73 139
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	50 333	-	-	50 333
Société d'habitation du Québec	26 671	-	8 868	17 803
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	-	15 000	750	14 250
Institut de la statistique du Québec	12 225	-	-	12 225
Curateur public du Québec	15 625	-	6 701	8 924
Office des personnes handicapées du Québec	15 625	-	6 701	8 924
Ministère de la Sécurité publique	290	-	-	290
Mise sur toi	5 017 004	-	271 345	4 745 659
Fondation Antoine-Turmel	324 582	155 000	139 168	340 414
Autres	356 496	145 205	206 536	295 165
	15 359 147 \$	6 126 681 \$	5 254 883 \$	16 230 945 \$

10. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'AUTRES ORGANISMES (SUITE)

	2015	Subventions de l'exercice	Subventions constatées à titre de revenus de l'exercice	2016
Apparentés sous contrôle commun				
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	4 686 802 \$	1 855 399 \$	2 029 347 \$	4 512 854 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux	2 946 321	500 000	928 225	2 518 096
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 255 794	-	458 544	797 250
Fonds de développement du marché du travail	665 000	-	-	665 000
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	422 240	2 000 000	1 932 183	490 057
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	145 107	147 197	73 407	218 897
Société de l'assurance automobile du Québec	174 411	-	30 328	144 083
Fonds de recherche du Québec - Santé	20 107	133 697	63 969	89 835
Ministère de la Famille	51 725	35 000	28 474	58 251
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	50 333	-	-	50 333
Société d'habitation du Québec	35 802	15 000	24 131	26 671
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	-	20 000	1 000	19 000
Curateur public du Québec	32 328	-	16 703	15 625
Office des personnes handicapées du Québec	32 328	-	16 703	15 625
Ministère de la Culture et des Communications	21 211	-	6 738	14 473
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	25 862	-	13 362	12 500
Institut de la statistique du Québec	12 225	-	-	12 225
Ministère de la Sécurité publique	12 885	-	12 595	290
Mise sur toi	171 881	5 200 000	354 877	5 017 004
Fondation Antoine-Turmel	350 000	200 000	225 418	324 582
Autres	345 775	310 779	300 058	356 496
	11 458 137 \$	10 417 072 \$	6 516 062 \$	15 359 147 \$

Les montants constatés à titre de revenus de l'exercice incluent 5 079 183 \$ (2016 - 6 161 033 \$) représentant des revenus de subvention (note 3) et 175 700 \$ (2016 - 355 029 \$) représentant des revenus de gestion inclus dans les intérêts et autres revenus.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le régime supplémentaire de rentes pour les membres du personnel du Fonds est un régime de retraite à cotisations déterminées. Les obligations du Fonds envers ce régime se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ce régime ne paiera pas de prestations au-delà des fonds disponibles.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 117 733 \$ (2016 - 125 668 \$) et représentent le coût des services courants.

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2017, les engagements du Fonds sont de 57 355 861 \$ (2016 - 60 878 045 \$) à l'égard des subventions et bourses, et ce jusqu'en mars 2021. Les obligations sont conditionnelles au respect des critères d'admissibilité par les bénéficiaires. Les versements peuvent être modifiés en tout temps par le conseil d'administration du Fonds, sans aucun préavis, en fonction notamment, de ses priorités stratégiques, de son processus budgétaire et des crédits qui sont alloués annuellement au Fonds par l'Assemblée nationale du Québec.

Les versements futurs exigibles s'établissent comme suit :

2018	31 782 091 \$
2019	18 732 476
2020	6 766 294
2021	75 000
	<u>57 355 861 \$</u>

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement aux états financiers.

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Fonds, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante indique l'exposition du Fonds aux risques au 31 mars 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les instruments financiers qui exposent le Fonds à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des intérêts courus et des subventions à recevoir et autres créances. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit au minimum par la politique du Fonds d'investir auprès d'institutions financières réputées. Le Fonds est peu exposé au risque de crédit sur ses subventions à recevoir et autres créances puisque celles-ci sont à recevoir en grande partie d'apparentés sous contrôle commun lesquelles sont des entités gouvernementales.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des subventions à recevoir et autres créances :

	2017	2016
Subventions à recevoir et autres créances		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 440 747 \$	137 098 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	6 400	-
De 90 à 365 jours suivant la date de facturation	900 000	1 700 000
	<u>2 347 147 \$</u>	<u>1 837 098 \$</u>

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Fonds est exposé à ce risque principalement au regard de ses créditeurs et charges à payer.

Le Fonds gère activement ses soldes bancaires et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers :

	2017	2016
Créditeurs et charges à payer		
Moins de 90 jours	420 845 \$	378 586 \$
De 90 à 365 jours	269 324	214 017
	<u>690 169 \$</u>	<u>592 603 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Le Fonds est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses facilités de crédit à taux variable lorsque utilisé.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de l'Agence du revenu du Québec est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds des pensions alimentaires, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés selon des méthodes comptables qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction de l'Agence du revenu du Québec maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Agence du revenu du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le président-directeur général,

Administrateur du Fonds des pensions alimentaires,



Éric Ducharme



Normand Bilodeau

Québec, le 18 décembre 2017

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2017

(non audité)

	2017	2016
	\$	\$
Revenus		
Contribution du gouvernement provincial	1 119 368	1 069 586
Intérêts sur avances au fonds général du fonds consolidé du revenu	31 191	55 020
	1 150 559	1 124 606
Charges		
Intérêts sur les sûretés numéraires	1 057 094	1 053 247
Créances douteuses	93 465	71 359
	1 150 559	1 124 606
Excédent de l'exercice et excédent cumulé	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

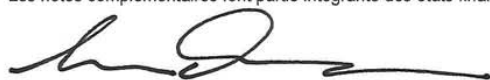
FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2017
(non audité)

	2017	2016
	\$	\$
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	38 873 893	38 472 001
Contribution à recevoir du gouvernement provincial	1 119 368	1 069 586
Débiteurs (note 4)	188 428 078	183 338 724
	228 421 339	222 880 311
Passifs		
Créditeurs (note 6)	201 445 616	195 862 051
Frais perçus à remettre à Revenu Québec	367 373	349 504
Sûretés confiées au Fonds (note 7)	26 608 350	26 668 756
	228 421 339	222 880 311
Actifs financiers nets	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Éric Ducharme
Président-directeur général



Normand Bilodeau
Administrateur du Fonds des pensions alimentaires

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2017

(non audité)

	2017	2016
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent de l'exercice	—	—
Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement :		
Contribution à recevoir du gouvernement provincial	(49 782)	169
Débiteurs	(5 089 354)	(3 000 526)
Créditeurs	5 583 565	2 796 783
Frais perçus à remettre à Revenu Québec	17 869	(50 184)
Sûretés confiées au Fonds	(60 406)	187 117
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	401 892	(66 641)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	401 892	(66 641)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	38 472 001	38 538 642
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	38 873 893	38 472 001
Intérêts reçus	34 048	58 052
Intérêts versés	958 023	922 645

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

1. Constitution et mandat

Le Fonds des pensions alimentaires est constitué par la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q. 1995, chapitre P-2.2). Cette Loi prévoit qu'un débiteur alimentaire doit verser au ministre du Revenu la pension au bénéfice du créancier alimentaire sauf si le tribunal, dans les cas qui y sont prévus, en décide autrement. Le ministre verse deux fois par mois au créancier alimentaire le montant de la pension et des arrérages qu'il perçoit. Lorsque le montant de la pension n'est pas reçu par le ministre à l'échéance, la Loi prévoit qu'il peut avancer les sommes nécessaires au versement de la pension alimentaire. Le ministre verse également au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le montant de la pension alimentaire perçu auprès du débiteur dans les dossiers où il détient une subrogation.

La Loi sur l'Agence du revenu du Québec (L.R.Q., chapitre A-7.003) entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011 stipule de nouvelles modalités dans la gestion du Fonds des pensions alimentaires. Les dépenses d'administration afférentes à la gestion du programme ont été intégrées au sein de Revenu Québec. Les frais perçus en vertu de la loi lui sont également remis pour financer ses activités.

Le Fonds des pensions alimentaires obtient le statut de fonds spécial fiduciaire constitué au sein de l'Agence du revenu du Québec. La gestion des sommes le constituant est confiée à l'Agence, en fidéicomis. Cette dernière contribue à l'équilibre des revenus et des charges du Fonds en versant une contribution prise sur les sommes qui ont été virées du fonds relatif à l'administration fiscale.

2. Principales méthodes comptables

Référentiel comptable

Aux fins de la présentation de ses états financiers, le Fonds se conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public édictées dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

L'état de la variation de la dette nette n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires pour la compréhension de la variation des actifs financiers et des passifs financiers du Fonds durant l'année financière. Étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères, l'état des gains et des pertes de réévaluation n'est pas présenté.

Périmètre comptable

Les biens détenus en fiducie par le Fonds des pensions alimentaires sont exclus du périmètre comptable du gouvernement.

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

2. Principales méthodes comptables (suite)

Estimations comptables

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celui-ci ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la provision pour créances douteuses et la dépense d'intérêts sur les sûretés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont constatés selon la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur ou selon celle des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles du Fonds sont éteintes, annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, la contribution à recevoir du gouvernement provincial et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs alimentaires, les frais perçus à remettre à Revenu Québec et les sûretés confiées au Fonds sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À chaque fin d'exercice, si une indication objective de dépréciation des actifs financiers existe, ceux-ci sont évalués pour déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

Constatactions des revenus et des charges

La contribution du gouvernement provincial, qui est un paiement de transfert, est constatée lorsque le transfert est autorisé et que les charges du Fonds sont encourues. Les intérêts courus sur les sûretés liquides sont constatés sur la base du taux légal au fur et à mesure qu'ils sont dus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

2. Principales méthodes comptables (suite)

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au coût et ramenés à la valeur recouvrable nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de la provision pour créances douteuses sur les avances aux créanciers alimentaires est imputée aux charges de l'exercice. La provision pour créances douteuses sur les sommes dues entre les parties n'affecte pas les résultats de l'exercice.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2017	2016
	\$	\$
Encaisse	7 000	7 000
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ¹	38 866 893	38 465 001
	38 873 893	38 472 001

1. L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu porte intérêt au taux de 0,20 % (0,20 % au 31 mars 2016).

4. Débiteurs

	2017	2016
	\$	\$
Débiteurs alimentaires	314 493 204	286 678 495
Provision pour créances douteuses	(126 072 300)	(103 349 802)
Autres	7 174	10 031
	188 428 078	183 338 724

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

4. Débiteurs (suite)

Avances aux créanciers alimentaires

En vertu de l'article 36 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, le ministre peut avancer, à un créancier alimentaire, des sommes à titre de pension alimentaire, au nom d'un débiteur alimentaire. Les débiteurs alimentaires incluent des sommes avancées aux créanciers alimentaires de 9 367 433 \$ (9 584 582 \$ au 31 mars 2016). Une provision au montant de 609 782 \$ (549 422 \$ au 31 mars 2016) est comptabilisée sur ces avances et présentée à même la provision pour créances douteuses des débiteurs alimentaires. Le ministre peut également avancer des sommes à titre de pension alimentaire sur des sommes à recevoir d'un tiers requis d'effectuer des retenues.

5. Emprunt temporaire

Le ministre des Finances peut avancer au Fonds des pensions alimentaires, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital global en cours à un moment donné ne peut excéder 15 000 000 \$ pour pallier des manques temporaires de liquidités.

Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2018. Au 31 mars 2017, ce taux est de 2,70 % (2,70 % au 31 mars 2016). Cette facilité de crédit était inutilisée au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016.

6. Créditeurs

Les sommes sont dues aux créanciers alimentaires ou au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le montant des créditeurs alimentaires figurant à l'état de la situation financière a été diminué de 125 462 518 \$ (102 800 380 \$ au 31 mars 2016) afin d'être présenté à la valeur de réalisation.

	2017	2016
	\$	\$
Pensions alimentaires perçues à remettre	21 832 031	21 622 166
Créditeurs alimentaires	179 613 585	174 239 885
	201 445 616	195 862 051

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

7. Sûretés confiées au Fonds

Le Fonds détient, en garantie du paiement de la pension, différentes sûretés.

	2017	2016
	\$	\$
Sûretés numéraires	20 838 272	20 997 749
Intérêts à payer	5 770 078	5 671 007
	26 608 350	26 668 756

Les sûretés numéraires procurent aux débiteurs un revenu d'intérêts calculé selon le taux légal. Au 31 mars 2017, ce taux est de 5 % (5 % au 31 mars 2016). Les autres sûretés, détenues par le Fonds et ne procurant pas d'avantage économique futur, s'élèvent à 430 325 \$ (494 426 \$ au 31 mars 2016).

8. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds des pensions alimentaires est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

Le Fonds des pensions alimentaires a mis en place des politiques et procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que pourrait subir le Fonds lorsqu'un tiers est incapable de respecter ses engagements financiers. Les principaux risques de crédit pour le Fonds sont liés aux sommes versées en avance aux créanciers, à titre de pension alimentaire.

La valeur comptable des avances aux créanciers alimentaires représente l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit.

L'objectif principal du Programme de perception des pensions alimentaires est de voir à ce que les pensions alimentaires soient versées régulièrement aux personnes qui y ont droit. C'est pourquoi le ministre peut verser les pensions alimentaires aux créanciers avant qu'il ait reçu les montants dus. Ces versements sont faits en avance principalement afin d'éviter que ces personnes subissent l'effet de certains délais administratifs. Une avance peut être versée seulement si Revenu Québec a l'assurance de récupérer auprès du débiteur les sommes qui ont été avancées. Le Fonds n'est pas exposé à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ces avances.

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2017
(non auditées)

8. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le risque de liquidité englobe également le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun.

Le Fonds détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à coût raisonnable, le cas échéant. Le ministre verse deux fois par mois au créancier alimentaire le montant de la pension et des arrérages qu'il perçoit. Par ailleurs, le ministre remet la sûreté selon certaines conditions. Si le débiteur ne doit plus payer de pension alimentaire et que les arrérages et les frais, s'il y a lieu, ont été payés, la sûreté non utilisée lui est remise. La sûreté est également remise au débiteur lorsque l'obligation alimentaire prend fin à la suite d'une entente avec le créancier et après avoir reçu le jugement. De plus, la sûreté est remboursée, à la demande du débiteur, lorsqu'une exemption a été accordée depuis au moins deux ans et qu'aucuns arrérages ni frais ne sont dus, et que le créancier consent à cette demande.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Fonds est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au risque de taux d'intérêt du Fonds est attribuable aux intérêts versés sur les sûretés qui lui sont confiées. Puisque les intérêts sur les sûretés sont calculés selon le taux légal et que l'Agence du revenu du Québec contribue à l'équilibre des revenus et des charges du Fonds en versant une subvention prise sur les sommes qui ont été virées du fonds relatif à l'administration fiscale, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Fonds est minime.

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (partie fiduciaire)
ÉTATS FINANCIERS (non audité)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction du ministère de la Famille est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance (partie fiduciaire), y compris les estimations et les jugements comptables importants. Ces états financiers sont préparés selon des méthodes comptables qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la direction du ministère de la Famille maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le ministère de la Famille reconnaît qu'il est responsable de gérer les affaires du compte en fidéicommiss conformément aux lois et règlements qui le régissent.

La Sous-ministre,



Line Bérubé

La Directrice générale de l'administration
et des technologies



Lynda Roy

Québec, le 31 mai 2017

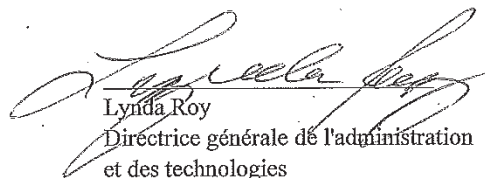
FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (partie fiduciaire)
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audité)
AU 31 MARS 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Débiteurs (note 4)	188 343 294 \$	138 400 000 \$
PASSIFS		
Dû au Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	188 343 294	138 400 000
ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ	<u><u>0 \$</u></u>	<u><u>0 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Line Bérubé
Sous-ministre



Lynda Roy
Directrice générale de l'administration
et des technologies

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (partie fiduciaire)
NOTES COMPLÉMENTAIRES (non auditées)
AU 31 MARS 2017

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance (partie fiduciaire) est constitué par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* (L.Q. 2016, chapitre S-4.1.1), en date du 21 avril 2015. Il est administré par le ministère de la Famille.

Les sommes encaissées dans le compte en fidéicommiss sont composées de la contribution additionnelle exigible d'un parent dont l'enfant bénéficie de services de garde fournis par un prestataire de services de garde subventionné. Les sommes perçues par le ministre du Revenu sont remises au ministre de la Famille, en fidéicommiss.

2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et approuvés par le sous-ministre et l'administrateur du compte en fidéicommiss le 31 mai 2017.

Base de présentation

Le Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance (partie fiduciaire) dresse ses états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements présentés dans ces états financiers sont fondés, lorsque requis, sur des estimations et sur le jugement rigoureux de la direction.

L'état des résultats et des surplus cumulés n'est pas présenté car aucune transaction n'a été effectuée au 31 mars 2017.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du compte en fidéicommiss.

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (partie fiduciaire)
NOTES COMPLÉMENTAIRES (non auditées)
AU 31 MARS 2017

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Périmètre comptable

Les transactions du compte en fidéicomis sont des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Estimations et jugements critiques

La préparation d'états financiers selon les Normes internationales d'information financière requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs pour la période présentée.

Les informations sur les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs et les passifs sont présentées dans la note 4 Débiteurs.

4. DÉBITEURS

Les contributions additionnelles exigibles des parents sont estimées à 138,4 millions de dollars pour l'année financière 2015-2016 et à 151,8 millions pour l'année financière 2016-2017. Au cours de l'année, Revenu Québec a cotisé un total de 107,1 millions pour l'année fiscale 2015, soit 5,2 millions de plus que l'estimé pour cette période. Au 31 mars 2017, la Fiducie a un compte à recevoir pour les contributions additionnelles de 188,3 millions de dollars ainsi qu'un compte à payer au Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance du même montant.